

#### **46. Commission Locale d'Information sur la Centrale Électronucléaire de Civaux : BP 2023**

**Marie-Renée DESROSES** : Nous vous demandons d'inscrire un crédit de paiement de 12 500 € et une recette de 6 500 € provenant de l'autorité de sûreté nucléaire pour l'année 2023. C'est l'occasion peut-être pour nous aussi de remercier le Professeur GIL qui est souvent à nos côtés et qui anime cette Commission Locale d'Information (CLI).

**Alain PICHON** : Si tout va bien, Civaux devrait être recouplé au réseau national autour du 15 janvier pour les deux réacteurs. À suivre. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté. Merci Marie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION SUR LA CENTRALE  
ÉLECTRONUCLEAIRE DE CIVAUX : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE** d'inscrire un crédit de paiement de 12 500 € et une recette de 6 500 € provenant de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, pour l'année 2023.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007007-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique

---

### RAPPORT DU PRESIDENT

---

#### COMMISSION LOCALE D'INFORMATION SUR LA CENTRALE ÉLECTRONUCLEAIRE DE CIVAUX : BP 2023

Les articles L125-17 et suivants du Code de l'environnement modifiés par la loi n° 2015-992 relative à la transition énergétique avec notamment l'ajout d'un alinéa sur la réunion publique annuelle et le décret n° 2019-190 codifiant les dispositions applicables aux installations de base, définissent les missions des Commissions Locales d'Information (C.L.I.) auprès des sites nucléaires.

La C.L.I. est instituée par décision du Président du Conseil Départemental du département dans lequel s'étend le périmètre de l'installation concernée. Elle est présidée par le Président du Conseil Départemental ou par un élu local du département qu'il nomme parmi ses membres.

Par arrêté du Président du Conseil Départemental, Monsieur Roger GIL, membre de la C.L.I. au titre des personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine de la communication et de l'information, a été nommé Président-Délégué. Il est chargé de suppléer le Président en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

La mission de la C.L.I. est une mission d'information générale, de suivi, de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations du site.

Pour mener à bien cette mission, la C.L.I. reçoit les informations nécessaires de la part de l'exploitant Electricité de France (E.D.F.), de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (A.S.N.) et des autres services de l'Etat.

La C.L.I. est donc financée globalement par le Département en application de l'article L125-31 du Code de l'environnement à hauteur de 54 400 €, l'A.S.N. lui accordant un concours financier à hauteur de 50 % soit 27 200 €.

Les crédits concernant la masse salariale sont intégrés dans le rapport sur le personnel à hauteur de 41 900 € en dépenses et 20 700 € en recettes.

Je vous propose d'inscrire un crédit de paiement de 12 500 € et une recette de 6 500 € provenant de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, pour l'année 2023.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier

**INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT**

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	12 500 €	011.91
RECETTES	6 500 €	74-011-74718



Les marchés, c'est Alain.

#### **47. Compte-rendu sur les marchés publics passés en 2022**

**Alain JOYEUX** : Merci M. le Président. Il s'agit de l'ensemble des marchés qui ont été passés sur un total de 273 marchés notifiés dans la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2022. Ils sont répartis de la manière suivante :

- les marchés de travaux : 32 %,
- les marchés de fournitures courantes : 24 %,
- les marchés de services : 44 %.

La Commission d'appel d'offres s'est réunie à huit reprises. Il y a des modifications de marché pour 7 avenants. 13 dossiers ont donné lieu à l'attribution de 25 lots. Le jury de concours de maîtrise d'œuvre s'est réuni à deux reprises : le 30 mars 2022 pour l'analyse des candidatures, et le 14 septembre 2022 pour l'analyse et le classement des projets de maîtrise d'œuvre relatifs à la création d'un pôle socio-éducatif et sportif sur la commune de Mirebeau.

Pour les dépenses mandatées en 2022, le montant total s'élève à 72 895 329,09 € hors taxes. Sur l'ensemble de ces dépenses, la répartition géographique des fournisseurs ou prestataires est globalement la suivante :

- Le Département de la Vienne : 35 %. Cela correspond à peu près à l'ensemble des marchés de travaux,
- La Nouvelle-Aquitaine hors Vienne : 5 %,
- France hors Nouvelle-Aquitaine : 57 %,
- Hors France : 1 %,
- Non notifié : 2 % qui correspond à l'information non complète dans le logiciel. Cela va se finaliser.

Je voulais remercier Julie PIROTTE (Chargée de Mission Commande Publique) et tous les services qui ont travaillé sur les marchés publics.

**Alain PICHON** : Merci Alain. Je vous propose de prendre acte de la délibération 47.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## COMPTE-RENDU SUR LES MARCHES PUBLICS PASSES EN 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**PREND ACTE** des informations jointes en annexes :

- annexe n° 1 : liste des marchés conclus du 01/01/2022 au 30/09/2022,
- annexe n° 2 : liste des modifications de marchés, avec ou sans incidences financières, passées du 01/01/2022 au 30/09/2022,
- annexe n° 3 : liste des dépenses mandatées du 01/01/2022 au 18/10/2022.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006984-DE
Date de publication	22/12/2022

## LISTE DES MARCHES CONCLUS

Période concernée : du 01/01/2022 au 30/09/2022

La consultation du(des) marchés(s) peut être effectuée dans les locaux de l'organisme acheteur.

## Travaux

Marchés(s) d'un montant inférieur à 20 000,00 € HT

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales
20220018	Lot n° 2 Mise en accessibilité du collège « Prosper Mérimée » de Saint-Savin	FABRIX	86061	6 876,66	10/01/2022	
20220019	Lot n° 3 Mise en accessibilité du collège « Prosper Mérimée » de Saint-Savin	BHM	36300	8 918,75	10/01/2022	
20220005	Lot n° 4 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	INTERIEUR PRO	86600	19 175,45	20/01/2022	
20220002	Lot n° 1 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	NAE NOUVELLE AQUITAINE ENVIRONNEMENT	86240	10 860,00	20/01/2022	
20220007	Lot n° 6 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	CAP REA SARL	86360	7 969,00	20/01/2022	
20220075	Lot n° 7 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	BOUCHET FRERES SARL	86580	1 158,87	20/01/2022	
20220006	Lot n° 5 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	CAP REA SARL	86360	11 126,00	20/01/2022	

20220046	Lot n°04 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	ETANCHEITE DU SUD OUEST	16600	19 258,20	04/02/2022	
20220088	Lot n°2 Installation d'un espace France service à la Maison Départementale des Solidarités de Jaunay-Marigny	MORILLON EURL	86240	7 091,80	08/02/2022	
20220090	Lot n°4 Installation d'un espace France service à la Maison Départementale des Solidarités de Jaunay-Marigny	BOUCHET FRERES SARL	86580	2 448,60	08/02/2022	
20220091	Lot n°5 Installation d'un espace France service à la Maison Départementale des Solidarités de Jaunay-Marigny	SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE	86440	14 174,99	08/02/2022	
20210295	Lot 6 Rénovation énergétique du collège « Arsène Lambert » de Lencloître	SAJELEC	86800	17 075,46	11/02/2022	
20220101	Lot n°03 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	ETANCHEITE DU SUD OUEST	16600	18 641,05	23/03/2022	
20220142	Travaux de climatisation bureaux Bâtiment Imagic Parc du Futuroscope	DESCHAMPS LATHUS SAS	86361	19 145,00	04/05/2022	
20220174	Lot 2 Consignation des réseaux de fluides du collège « Henri IV » de Poitiers	LUMELEC	86320	8 240,38	19/05/2022	

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales 
20220017	Lot n° 1 Mise en accessibilité du collège « Prosper Mérimée » de Saint-Savin	ARLAUD IRIBARREN	86160	28 801,00	10/01/2022	
20220086	Lot n° 4 Mise en accessibilité du collège « Prosper Mérimée » de Saint-Savin	JARASSIER FILS	86160	21 871,00	10/01/2022	
20220020	Lot n° 5 Mise en accessibilité du collège « Prosper Mérimée » de Saint-Savin	LUMELEC	86320	28 167,76	10/01/2022	
20220004	Lot n° 3 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	ABAU SARL	86290	68 521,73	20/01/2022	
20220003	Lot n° 2 Rénovation charpente isolation partie administrative et locaux sociaux réalisation abri à sel CE Neuville	UNISCOP	86061	86 206,55	20/01/2022	
20220021	Lot 1 Désamiantage Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	NSDP NOUVELLE SOCIETE DE CONSTRUCTION PLUS	87220	59 844,00	31/01/2022	
20220028	Lot 01 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	KDS	87220	30 840,00	04/02/2022	
20220038	Lot 11 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	DUTREIX SCHINDLER	87000	20 856,00	04/02/2022	
20220043	Lot n° 01 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	ROIFFE TRAVAUX LOCATION	86120	45 079,00	04/02/2022	

20220045	Lot n° 03 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	ROBERT JEAN SARL	86200	76 324,40	04/02/2022	
20220053	Lot n° 11 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	LUMELEC	86320	89 828,46	04/02/2022	
20220034	Lot 07 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	LES ATELIERS RAMBAULTALUMINIUM FERRONNERIE	86110	50 892,00	04/02/2022	
20220035	Lot 08 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	EMPREINTE	86100	33 527,59	04/02/2022	
20220036	Lot 09 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	EIFFAGE ENERGIE POITOU CHARENTES	86060	59 376,17	04/02/2022	
20220037	Lot 10 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	BRUNET POITIERS	86000	64 055,00	04/02/2022	
20220047	Lot n° 05 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	COURIVAUD	86580	20 160,00	04/02/2022	
20220048	Lot n° 06 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	OFFICE DU CONFORT ET ISOLATIONHABITAT	86130	72 358,80	04/02/2022	





20220050	Lot n°08 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	2PI	86550	75 827,31	04/02/2022	
20220051	Lot n°09 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	BOUCHET FRERES SARL	86580	41 135,36	04/02/2022	
20220052	Lot n°10 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	BOUCHET FRERES SARL	86580	24 160,55	04/02/2022	
20220089	Lot n°3 Installation d'un espace France service à la Maison Départementale des Solidarités de Jaunay-Marigny	MORILLON EURL	86240	32 145,31	08/02/2022	
20220059	Lot n°04 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	BOURLOTON JEAN PAUL	86400	70 000,00	11/02/2022	
20220067	Lot n°12 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	EIFFAGE ENERGIE POITOU CHARENTES	86060	43 297,61	11/02/2022	
20220066	Lot n°11 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	NOUVELLE SOCIETE D'ASCENSEURS	86280	22 700,00	11/02/2022	

20220058	Lot n° 03 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	STERCO BATIMENT	86440	68 843,00	11/02/2022	
20220057	Lot n° 01 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	NSDP NOUVELLE SOCIETE DE CONSTRUCTION PLUS	87220	44 218,50	11/02/2022	
20210291	Lot 1 Rénovation énergétique du collège « Arsène Lambert » de Lencloître	RENAULT BATIMENT TRAVAUX PUBLICS RBTP	86200	44 474,00	11/02/2022	
20220083	Lot 5 Rénovation énergétique du collège « Arsène Lambert » de Lencloître	BOUCHET FRERES SARL	86580	60 005,72	18/02/2022	
20220106	Lot n° 08 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	DELAGE AMENAGEMENTS	86550	68 362,03	23/03/2022	
20220111	Lot n° 13 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	NOUVELLE SOCIETE D'ASCENSEURS	86280	22 600,00	23/03/2022	
20220108	Lot n° 10 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	SOCIETE POITEVINE DE PEINTURE	86440	64 600,96	23/03/2022	
20220175	Lot 3 Consignation des réseaux de fluides du collège « Henri IV » de Poitiers	AXIMA CONCEPT	86360	54 050,00	19/05/2022	











N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales
20210047	01/04/21 AU 31/03/22 - RÉPARATIONS PONCTUELLES DE CHAUSSEES EN ENROBÉ PROJETÉ/ Lot n° 01 : Réparations ponctuelles de chaussées en enrobé projeté Secteur Nord	TECHNIROUTE	86300	Montant maximum 1 000 000,00	06/01/2022	
20220054	Lot n° 12 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	EIFFAGE ENERGIE POITOU CHARENTES	86060	120 064,26	04/02/2022	
20220029	Lot 02 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	STERCO BATIMENT	86440	100 738,80	04/02/2022	
20220030	Lot 03 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	SMAC SUD OUEST	86440	243 655,01	04/02/2022	
20220032	Lot 05 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	SAPAC POITOU-ATLANTIQUESODEMA	86440	521 114,98	04/02/2022	
20220031	Lot 04 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	BOURLOTON JEAN PAUL	86400	155 469,19	04/02/2022	
20220033	Lot 06 Rénovation énergétique des bâtiments A et B et mise en accessibilité du collège « Jean Macé » de Châtellerauld	FABRIX	86061	330 395,21	04/02/2022	

20220049	Lot n° 07 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	ROBERT JEAN SARL	86200	91 671,35	04/02/2022	
20220082	RD347-Créneaux de dépassement - Aménagements paysagers - Communes de Verrue, Saint-Jean de Sauves et Coussay	ANTOINE ESPACES VERTS	47110	284 256,91	08/02/2022	
20220060	Lot n° 05 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	SMAC SUD OUEST	86440	202 629,55	11/02/2022	
20220061	Lot n° 06 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	ROULLIAUD SAS	37390	295 000,00	11/02/2022	
20220062	Lot n° 07 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	OFFICE DU CONFORT ET ISOLATIONHABITAT	86130	254 743,70	11/02/2022	
20220068	Lot n° 13 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	EIFFAGE ENERGIE POITOU CHARENTES	86060	218 970,04	11/02/2022	
20220064	Lot n° 09 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	DELHOUME	86240	110 000,00	11/02/2022	

20220063	Lot n°08 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	BOURLOTON JEAN PAUL	86400	115 000,00	11/02/2022	
20210294	Lot 4 Rénovation énergétique du collège « Arsène Lambert » de Lencloître	SOCIETE PAIN MENUISERIEALUMINIUM	86580	455 637,31	11/02/2022	
20210293	Lot 3 Rénovation énergétique du collège « Arsène Lambert » de Lencloître	SOCIETE POITEVINE DE PEINTURE	86440	352 139,55	11/02/2022	
20210292	Lot 2 Rénovation énergétique du collège « Arsène Lambert » de Lencloître	SOPREMA ENTREPRISES	86000	346 468,90	11/02/2022	
20220092	Travaux de réhabilitation du pont sur la Vonne - RD27A - Marigny Chemereau	VEYER SASTRAVAUX PUBLICS	41330	500 441,90	11/02/2022	
20220084	Lot n°05 Réalisation d'isolation thermique extérieures, remplacement des menuiseries, rénovation du réseau de chaleur avec remplacement des émetteurs et mise en accessibilité du collège « Bellevue » d	COLAS CENTRE OUEST	44307	117 035,22	18/02/2022	
20220102	Lot n°04 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	SMAC SUD OUEST	86440	543 384,12	23/03/2022	
20220103	Lot n°05 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	FABRIX	86061	1 204 443,03	23/03/2022	



20220104	Lot n°06 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	M3C MENUISERIE CHARPENTECOUVERTURE CLOISON	86000	187 118,15	23/03/2022	
20220105	Lot n°07 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	M3C MENUISERIE CHARPENTECOUVERTURE CLOISON	86000	113 767,93	23/03/2022	
20220107	Lot n°09 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	BATISOL PLUS	86100	136 116,98	23/03/2022	
20220109	Lot n°11 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	SAINT ELOI FOUGERE	86360	230 855,07	23/03/2022	
20220110	Lot n°12 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	GUYONNAUD AUDEBRAND SARL	79203	254 146,03	23/03/2022	
20220112	Lot n°14 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	COLAS CENTRE OUEST	44307	143 738,40	23/03/2022	

20220100	Lot n°02 Rénovation énergétique de l'externat et de la partie administrative, réhabilitation du rez-de-chaussée de l'externat et mise en accessibilité du collège « Jean Moulin » de Poitiers	JC PERRIN ET FILS SARL	86580	220 550,00	23/03/2022	
20220130	Confortement du barrage de la Forge - RD8 - L'hommaizé	VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT	49330	365 956,00	01/04/2022	
20220044	Lot n°02 Réhabilitation et extension de la Maison Départementale des Solidarités de Proximité de Loudun et de l'accueil de la Subdivision des Routes de Loudun	RENAULT BATIMENT TRAVAUX PUBLICSRBTP	86200	187 137,20	21/04/2022	
20220141	Travaux de climatisation Bâtiment Arthur 4D Parc du Futuroscope	DESCHAMPS LATHUS SAS	86361	198 970,80	04/05/2022	
20220156	Travaux d'enrobés tièdes à froids sur les routes départementales de la Vienne/ Lot n° 3 : Réseaux du Développement Local - Secteur Centre du Département	EUROVIA POITOU CHARENTESLIMOUSIN	86060	Montant maximum 5 200 000,00	06/05/2022	
20220162	réalisation d'enduits superficiels d'usures (ESU) et de couches de roulement en enrobés coulés à froid (ECF) sur les routes départementales de la Vienne	EUROVIA POITOU CHARENTESLIMOUSIN	86060	Montant maximum 5 100 000,00	12/05/2022	
20220176	Marché en procédure d'urgence pour le désamiantage du collège de DANGE SAINT ROMAIN	NSDP NOUVELLE SOCIETE DE CONSTRUCTION PLUS	87220	129 647,50	19/05/2022	
20220240	Travaux d'entretien et de maintenance courante sur la voirie départementales et ses dépendances	SIMER MONTMORILLON	86501	Montant maximum 600 000,00	29/07/2022	
20220253	TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU BATIMENT STUDIO GRILL PARC DU FUTUROSCOPE LOT 10 PLOMBERIE CVC	DESCHAMPS LATHUS SAS	86361	539 362,26	08/08/2022	

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales
20220157	Travaux d'enrobés tièdes à froids sur les routes départementales de la Vienne/ Lot n° Lot N° 4 : Réseaux du Développement Local - Secteur Sud du Département	COLAS FRANCE	86102	Montant maximum 10 000 000,00	06/05/2022	 
20220155	Travaux d'enrobés tièdes à froids sur les routes départementales de la Vienne/ Lot n° Lot N° 2 : Réseaux du Développement Local - Secteur Nord du Département	EUROVIA POITOU CHARENTESLIMOUSIN	86060	Montant maximum 8 800 000,00	06/05/2022	 
20220154	Travaux d'enrobés tièdes à froids sur les routes départementales de la Vienne/ Lot n° Lot N° 1 : réseau structurant	EUROVIA POITOU CHARENTESLIMOUSIN	86060	Montant maximum 12 000 000,00	06/05/2022	 



Marchés(s) d'un montant inférieur à 20 000,00 € HT

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales  ou sociales 
20220015	PORTE CLE SIA	GRAND OUEST	86550	1 780,00	05/01/2022	
20220014	CRAYONS PAPIER SIA	GRAND OUEST	86550	410,00	05/01/2022	
20220013	CHECHES SIA	GRAND OUEST	86550	1 312,00	05/01/2022	
20220012	TABLIERS SIA	GRAND OUEST	86550	381,50	05/01/2022	
20220016	STYLOS SIA	STEFICA SARL	33185	1 536,00	05/01/2022	
20220010	LANYARDS SIA	GRAND OUEST	86550	190,00	05/01/2022	
20220008	TOTBAG SIA	VENDREDI 13	81502	4 650,00	05/01/2022	
20220011	BALLONS SIA	GRAND OUEST	86550	470,00	05/01/2022	
20220025	BALLONS CD	GRAND OUEST	86550	880,00	11/01/2022	
20220024	CASQUETTES CD	GRAND OUEST	86550	6 400,00	11/01/2022	
20220026	COUPE VENT CD	STEFICA SARL	33185	6 050,00	11/01/2022	
20220027	STYLOS CD ANTIBACTERIEN	VENDREDI 13	81502	620,00	11/01/2022	

20220022	VAPO GEL CD	GRAND OUEST	86550	1 420,00	11/01/2022	
20220023	PORTE CLE MASCOTTE	GRAND OUEST	86550	900,00	11/01/2022	
20220040	BALLE ANTI STRESS CD	GRAND OUEST	86550	285,00	12/01/2022	
20220039	BOUTEILLE ISOTHERME CD	GRAND OUEST	86550	3 592,00	12/01/2022	
20220042	BRACELE CONNECTE CD	GRAND OUEST	86550	1 560,00	12/01/2022	
20220041	JEU DE SEPT FAMILLES CD	GRAND OUEST	86550	2 215,00	12/01/2022	
20220056	TEE SHIRT ROUGE POITOU	GRAND OUEST	86550	1 420,00	18/01/2022	
20220081	TEE SHIRT BLANC	STEFICA SARL	33185	7 740,00	01/02/2022	
20220113	DOUDOUNES FEMMES	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	225,00	09/02/2022	
20220116	SNOODS SPORT	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	1 080,00	22/02/2022	
20220115	MUSETTE POUR SPORT	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	2 235,00	22/02/2022	
20220128	TEE SHIRTS RUNNING	GRAND OUEST	86550	118,50	22/03/2022	
20220140	KAKEMONOS CARAVANE DES SPORTS	DUPLIGRAFIC SARL	77600	100,00	12/04/2022	
20220149	TAP TAP EVENTAIL SPORTS	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	1 698,00	26/04/2022	
20220148	LANYARDS CD	GRAND OUEST	86550	456,00	26/04/2022	
20220168	LANYARDS HEURES VAGABONDES	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	313,00	17/05/2022	



20220169	TEE SHIRT HEURES VAGABONDES	GRAND OUEST	86550	4 805,00	17/05/2022	
20220185	CASQUETTES CARAVANE DES SPORTS	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	374,00	24/05/2022	
20220198	BRACELETS DONS D'ORGANES	GRAND OUEST	86550	255,00	15/06/2022	
20220197	STYLOS DONS D'ORGANES	GRAND OUEST	86550	220,00	15/06/2022	
20220199	LANYARDS DGAS	GRAND OUEST	86550	122,50	16/06/2022	
20220203	STYLETS DGAS	GRAND OUEST	86550	777,00	21/06/2022	
20220222	COUPES MOYENNES	TROPHÉES DE FRANCE	59554	390,00	30/06/2022	
20220223	PETITS ET GRANDS SACS PAPIER RENFORCES	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	2 220,00	30/06/2022	
20220221	TROPHÉES	TROPHÉES DE FRANCE	59554	156,50	30/06/2022	
20220224	PETITS ET GRANDS SACS PAPIER NON RENFORCES	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	1 575,00	30/06/2022	
20220220	PETITES COUPES	TROPHÉES DE FRANCE	59554	272,50	30/06/2022	
20220228	LANYARDS	GRAND OUEST	86550	570,00	05/07/2022	
20220229	LANYARD	GRAND OUEST	86550	285,00	07/07/2022	
20220244	COUPE VENT SECURITE CIVILE	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	737,50	26/07/2022	
20220265	TOTE BAG EGH	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	712,50	16/08/2022	
20220270	SERVIETTES DE TABLE	GRAND OUEST	86550	1 280,00	02/09/2022	

20220280	TOTE BAG INAUGURATION COLLEGE JOSEPHINE BAKER	ALANN MARK S DIFFUSION	92110	251,00	22/09/2022	
----------	--	------------------------	-------	--------	------------	--

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 20 000,00 € HT et inférieur à 90 000,00 € HT


N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales
20210269	Lot n° 6 Mobilier pour le 35ème collège de la Vienne	MANUTAN COLLECTIVITES	79074	38 306,53	06/01/2022	
20210268	Lot n° 5 Mobilier pour le 35ème collège de la Vienne	VENDEE BUREAU	85170	57 481,72	06/01/2022	
20210267	Lot n° 4 Mobilier pour le 35ème collège de la Vienne	VENDEE BUREAU	85170	40 351,12	06/01/2022	
20210266	Lot n° 3 Mobilier pour le 35ème collège de la Vienne	VENDEE BUREAU	85170	20 262,56	06/01/2022	
20210265	Lot n° 2 Mobilier pour le 35ème collège de la Vienne	VENDEE BUREAU	85170	62 889,95	06/01/2022	
220159	FOURNITURE, TRANSPORT ET LIVRAISON DE PRODUITS DE MARQUAGE ROUTIER PERMANENT	AXIMUM PRODUITS DE MARQUAGE	76100	Montant maximum 80 000,00	09/05/2022	
20220230	Fourniture et intégration de solutions de téléphonie d'entreprise multimarques - MARCHE SUBSEQUENT RESAH N° 2021-046-001-018	SPIE ICS	92247	69 924,13	23/06/2022	

Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 90 000,00 € HT et inférieur à 215 000,00 € HT

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales
20210264	Lot n° 1 Mobilier pour le 35ème collège de la Vienne	MOBIDECOR	75116	209 499,94	06/01/2022	
20220099	Fourniture , pose et réparation de pneumatiques pour les véhicules du Département de la Vienne/ Lot n° 2 : Véhicules de plus de 3,5 tonnes	CHOUTEAU PNEUS	86280	Montant estimatif 207 144,00	17/02/2022	


Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 215 000,00 € HT

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales
20220232	Téléphonie fixe, VPN, Accès Internet, Services opérés complémentaires Lot 1 - RESAH accord-cadre 2020-005	ORANGE SA	95610	Montant maximum 1 000 000,00	14/02/2022	
20220234	Hébergement cloud hybride avec services et offre de cybersécurité Lot 1 - RESAH AC N° 2020-027	ORANGE BUSINESS SERVICES SA	93210	Montant maximum 500 000,00	14/02/2022	
20220233	Téléphonie mobile, IoT, Machine to Machine, Services opérés complémentaires Lot n° 2 - RESAH AC 2020-005	ORANGE SA	95610	Montant maximum 320 000,00	14/02/2022	
20220214	ACQUISITION DE PERIPHERIQUES, ACCESSOIRES ET MATERIELS INFORMATIQUES - MARCHÉ SUBSEQUENT - RESAH AC n° 2019-063	koesio corporate it	87000	466 804,20	19/05/2022	

20220231	Prestations de service autour des matériels d'infrastructures informatiques Lot n° 4 - RESAH MARCHÉ SUBSEQUENT n° 2018-029-MS298	Axians Cloud Builder	92213	Montant maximum 240 000,00	03/06/2022	
20220247	FOURNITURE ET LIVRAISON DE FONDANT ROUTIER	QUADRIMEX SELS	84300	Montant maximum 1 000 000,00	12/08/2022	
20220232	Téléphonie fixe, VPN, Accès Internet, Services opérés complémentaires Lot 1 - RESAH accord-cadre 2020-005	ORANGE SA	95610	Montant maximum 1 000 000,00	14/02/2022	
20220234	Hébergement cloud hybride avec services et offre de cybersécurité Lot 1 - RESAH AC N° 2020-027	ORANGE BUSINESS SERVICES SA	93210	Montant maximum 500 000,00	14/02/2022	
20220098	Fourniture , pose et réparation de pneumatiques pour les véhicules du Département de la Vienne/ Lot n° 1 : Véhicules de moins de 3,5 tonnes	CHOUTEAU PNEUS	86280	Montant estimatif 400 000,00	17/02/2022	
20220214	ACQUISITION DE PERIPHERIQUES, ACCESSOIRES ET MATERIELS INFORMATIQUES - MARCHÉ SUBSEQUENT - RESAH AC n° 2019-063	koesio corporate it	87000	466 804,20	19/05/2022	
20220231	Prestations de service autour des matériels d'infrastructures informatiques Lot n° 4 - RESAH MARCHÉ SUBSEQUENT n° 2018-029-MS298	Axians Cloud Builder	92213	Montant maximum 240 000,00	03/06/2022	

Marchés(s) d'un montant inférieur à 20 000,00 € HT

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales mentales ou sociales
20220069	KAKEMONO INFOS CARAVANE DES SPORTS	DUPLIGRAFIC SARL	77600	80,00	18/01/2022	
20220074	RULL UP TERRE DE JEUX	DS IMPRESSION	67170	150,93	25/01/2022	
20220076	MAGAZINE DE LA VIENNE MARS 2022	MAURY IMPRIMEUR SA	45330	14 864,00	27/01/2022	
20210242	Prestations de maintenance, d'assistance et supports pour l'application ACADE et prestations associées	SESN	13016	14 000,00	28/01/2022	
20220085	ROLL UP ARENA	DS IMPRESSION	67170	115,00	03/02/2022	
20220095	FLYERS PROXILOISIRS	IMPRIMERIE ROCHELAISE	17000	418,00	08/02/2022	
20220094	AGENDA ENS 2022	IRO IMPRESSION ROUTAGE DEL OUEST	17185	645,00	08/02/2022	
20220096	ROLL UP PROXILOISIRS	DS IMPRESSION	67170	115,00	08/02/2022	
20220097	VITROPHANIE PROXILOISIRS	STUDIO LUDO	86130	530,00	08/02/2022	
20220073	Spectacles sur l'histoire du Poitou	GERSAL FREDERIC	86240	13 200,00	11/02/2022	
20220118	AFFICHES 2M2 PROXILOISIRS	DS IMPRESSION	67170	55,00	22/02/2022	

20220080	FORMULAIRES DEMANDE D'AIDE SOCIALE	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	275,00	25/02/2022	
20220093	DOSSIER FAMILIAL D'AIDE SOCIALE	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	248,00	25/02/2022	
20220079	CHEMISES APA JANVIER 2022	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	986,00	25/02/2022	
20220124	Autocollant pour bâche Proxi'Loisirs	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	55,00	16/03/2022	
20220133	Mission CSPS travaux plan de relance CE Neuville	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	86360	2 700,00	17/03/2022	
20220129	PROGRAMME PRIXILOISIRS	IMPRIMERIE ROCHELAISE	17000	359,00	24/03/2022	
20220126	Organisation d'Etats Généraux du Handicap dans le Département de la Vienne	KPMG EXPERTISE ET CONSEIL	92066	19 000,00	24/03/2022	
20220136	ENVELOPPES AVEC LOGO DÉPARTEMENT DE LA VIENNE 2022	IMPRIMERIE ROCHELAISE	17000	11 672,00	08/04/2022	
20220137	ENVELOPPES TRANSPORT HANDICAP 2022	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	112,00	08/04/2022	
20220145	BOITE DE DONS SPORT ET COLLECTION	DUPLIGRAFIC SARL	77600	300,00	19/04/2022	
20220144	CHEMISES POLE ADOPTION 2022	SIPAP OUDIN IMPRIMERIE	86000	398,00	19/04/2022	
20220143	ORDONNANCE PRÉNATALE 2022	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	204,00	22/04/2022	
20220146	Restauration de 11 liasses de minutes notariales	QUILLET SAS	17111	11 373,45	26/04/2022	
20220153	Distribution du magazine « La Vienne », de flyers et de divers documents - Lot 3 : Distribution de la Lettre de Civaux	SARL VIENNE PUBLICITE SWINI	86300	Montant maximum 8 000,00	02/05/2022	
20220158	LETTRE DE CIVAUX N°60	MEGATOP IMPRIMERIE	86530	3 695,00	03/05/2022	




20220164	PROGRAMME SPORT ET COLLECTION	MEGATOP IMPRIMERIE	86530	692,96	10/05/2022	
20220166	ROLL UP BACHE BLIZZARD LES HEURES VAGABONDES	DUPLIGRAFIC SARL	77600	265,00	12/05/2022	
20220165	BANDEROLES HEURES VAGABONDES	DS IMPRESSION	67170	1 535,25	12/05/2022	
20220167	CART COM LES HEURES VAGABONDES	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	1 205,00	12/05/2022	
20220161	ORDONNANCES POSTNATALES 2022	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	204,00	16/05/2022	
20220170	Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction de deux salles de classe en bâtiments modulaires pour le collège « Louise Michel » de Lussac les châteaux	HOSSIN FRANCOIS NICOLASARCHITECTE	86000	6 850,00	17/05/2022	
20220171	KALEMONOS SCENE HEURES VAGABONDES	DS IMPRESSION	67170	188,26	18/05/2022	
20220184	PANNEAU 600X400 RESTAURATION ENS FONTOU	DS IMPRESSION	67170	144,38	24/05/2022	
20220183	PLAQUETTE APPELS PROJET ENS	MEGATOP IMPRIMERIE	86530	165,00	24/05/2022	
20220195	Restauration de 20 registres de l'enregistrement et 1 matrice du cadastre napoléonien	QUILLET SAS	17111	8 163,09	18/06/2022	
20220200	DOSSIERS FAMILLE 2022	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	2 535,00	20/06/2022	
20220212	KAKEMONOS JOURNEES DU PATRIMOINE	DUPLIGRAFIC SARL	77600	100,00	29/06/2022	
20220205	Prestations d'audit préparatoire à la certification d'un système d'archivage électronique	SAS SERDA SAS	75009	3 225,00	29/06/2022	
20220219	LA VIENNE OCTOBRE 2022	MAURY IMPRIMEUR SA	45330	17 508,00	30/06/2022	

20220139	Etude de diagnostic par l'ORS N-A pour le compte du Département de la Vienne et notamment la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA)	OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE NOUVELLE-AQUITAINE (ORS-NA)	33000	17 060,00	30/06/2022	
20220217	AUTOCOLLANTS LOGO CD86	IMPRIMERIE ROCHELAISE	17000	365,00	30/06/2022	
20220190	CERFA DEMANDE D'AGREMENT D'ASSISTANT MATERNEL	IMPRIMERIE NOUVELLE	86580	375,00	13/07/2022	
20220238	AUTOCOLLANTS QUESTIONNAIRE CLIENTELE TOURISME	IMPRIMERIE ROCHELAISE	17000	2 088,00	13/07/2022	
20220239	ENVELOPPES MISE SOUS PLI AUTOMATIQUE AVEC LOGO	SIPAP OUDIN IMPRIMERIE	86000	721,00	13/07/2022	
20220241	Ramassage et entretien des EPI des agents de la direction des routes pour les subdivisions de Montmorillon et l'Isle Jourdain	ESAT ADAPEI 86	86280	Montant maximum 12 000,00	19/07/2022	
20220235	Ramassage et entretien (lavage et repassage) des équipements de protection individuelle (EPI) des agents de la Direction des Routes pour les subdivisions de Châtelleraut et de Loudun	PROGECAT ESAT Les chevaux blancs	86200	Montant maximum 5 000,00	25/07/2022	
20220225	Mise en surveillance du Pont Henri IV dans le cadre des travaux d'étanchéité	SITES	92500	15 962,00	02/08/2022	
20220193	Contrat maintenance GESTOR	INETUM SOFTWARE FRANCE	93400	Montant maximum 10 000,00	11/08/2022	
20220269	BROCHURE AGENDA ENS	MEGATOP IMPRIMERIE	86530	351,00	30/08/2022	
20220272	PANNEAU EXPO JEP -LPO SANXAY	DUPLIGRAFIC SARL	77600	170,00	06/09/2022	
20220273	PANNEAUX EXPO JEP INSTAGRAMERS	DS IMPRESSION	67170	416,06	06/09/2022	
20220274	AFFICHES LES HEURES NUMERIQUES	DS IMPRESSION	67170	59,23	07/09/2022	



20220277	ROLL'UP EXPOSITION B. ALLIGAND BDV	DUPLIGRAFIC SARL	77600	100,00	13/09/2022	
20220278	LA VIENNE DECEMBRE 2022	SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS	62360	19 300,00	16/09/2022	
20220279	ROLL UP ACADIE 2023	DUPLIGRAFIC SARL	77600	90,00	19/09/2022	
20220281	ROLL'UP B. ALLIGAND - EXPLICATIF	DS IMPRESSION	67170	104,57	22/09/2022	
20220282	BANDEAUX SCRATCHS CARAVANE DES SPORTS	DUPLIGRAFIC SARL	77600	1 038,00	23/09/2022	
20220283	ROLL'UP COLLEGE JOSEPHINE BAKER	DS IMPRESSION	67170	143,28	26/09/2022	
20220241	Ramassage et entretien des EPI des agents de la direction des routes pour les subdivisions de Montmorillon et l'Isle Jourdain	ESAT ADAPEI 86	86280	Montant maximum 12 000,00	19/07/2022	
20220235	Ramassage et entretien (lavage et repassage) des équipements de protection individuelle (EPI) des agents de la Direction des Routes pour les subdivisions de Châtelleraut et de Loudun	PROGECAT ESAT Les chevaux blancs	86200	Montant maximum 5 000,00	25/07/2022	


N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales mentales ou sociales
20220192	EXPLOITATION, GESTION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET RESEAUX D'EAU POTABLE, D'EAU INDUSTRIELLE ET D'ASSAINISSEMENT (EP et EU) DE LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	EAU DE VIENNE-SIVEER	86000	45 460,13	04/01/2022	
20210289	Prestations de maintenance, d'assistance et de supports pour le logiciel Marcoweb et prestations associées	AGYSOFT	34790	27 408,00	24/01/2022	
20220072	Organisation de séjours de loisirs à destination d'enfants âgés de 13 à 17 ans placés en famille d'accueil sous la responsabilité du Département de la Vienne	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAIS DE LA VIENNE	86000	Montant maximum 39 500,00	25/01/2022	
20220055	Prestation relative à l'amélioration de l'organisation et de la coordination de l'aide alimentaire dans le Département de la Vienne	A R E A S	86280	40 625,00	31/01/2022	
20220087	Mission de diagnostic déchets préalable à une opération de déconstruction ou de réhabilitation de bâtiment pour le collège « Henri IV » de Poitiers	ECODIAGE	86190	27 072,50	08/02/2022	
20220114	ANIMATION PORTANT SUR LA LECTURE A DESTINATION DES ENFANTS ET DES ADULTES LES ACCOMPAGNANT EN SALLE D'ATTENTE DE PMI DU DEPARTEMENT DE LA VIENNE	ASSOCIATION LE PLAC ART	86000	31 890,00	15/02/2022	
20220117	MAGAZINE DE LA VIENNE AVRIL MAI JUIN 2022	LENGLET IMPRIMEURS	59554	52 272,00	22/02/2022	

20210243	Prestations de maintenance, d'assistance et de supports pour le progiciel ARKHEIA et prestations associées	ANAPHORE	13570	24 000,00	09/03/2022	
20220122	EXPERTISE PHYSIOLOGIQUE ET SECURITAIRES D'ARBRES SUR ESPACES NATUREL SENSIBLES	SAS SOINS MODERNES DES ARBRES	78190	Montant maximum 20 000,00	17/03/2022	
20220125	MAINTENANCE ET ENTRETIEN COURANT DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	ANCELIN CITEOS	86370	Montant maximum 85 000,00	18/03/2022	
20220127	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour des travaux de stabilisation du talus en rive droite de la Vienne le long de la RD 749 - Commune de Bonneuil Matours	NCA ENVIRONNEMENT	86170	39 128,50	22/03/2022	
20220131	Sondages et diagnostics pour des travaux de stabilisation du talus en rive droite de la Vienne le long de la RD 749 à Bonneuil Matours	AIS CENTRE ATLANTIQUE	86280	31 370,00	28/03/2022	
20220132	ETUDE IMPACT AFAFE SAINT MARTIN	ATLAM	85190	59 840,00	01/04/2022	
20220151	Distribution du magazine « La Vienne », de flyers et de divers documents - Lot 1 : Distribution en zone urbaine et péri-urbaine regroupant les agglomérations de Poitiers et de Châtelleraut	ADREXOPROSPECTUS MAILING ADRESSEBAL GEOMARK	13592	Montant maximum 60 000,00	02/05/2022	
20220163	Fourniture et livraison de repas en liaison froide	SPRC	86280	25 000,00	02/05/2022	
20220150	COLLECTE, TRAITEMENT ET RECYCLAGE DE DECHETS SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	SUEZ RV SUD OUEST	33140	Montant maximum 32 000,00	03/05/2022	
20220147	MAINTENANCE DES PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	SAS SPIE FACILITIES	86440	Montant maximum 88 000,00	04/05/2022	

20220246	Assistance au Département de la Vienne pour la mise en place d'un plan de transition numérique de l'administration	VOIRIN CONSULTANTS	67300	63 750,00	13/05/2022	
20220172	Maîtrise d'œuvre pour la mise en accessibilité et l'agrandissement de la cour du collège « Isaac de Razilly » de Saint Jean de Sauves	ATELIER DUNE	86000	39 948,00	18/05/2022	
20220180	PRESTATIONS DE STOCKAGE ET DE PILOTAGE DE LA MONTGOLFIERE DU DÉPARTEMENT	MONTGOLFIERE SENSATION	86110	Montant maximum 30 000,00	23/05/2022	
20220182	FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES ACCUEILLANTS FAMILIAUX PERSONNES AGEES / PERSONNES HANDICAPEES - Lot 2 : Formation continue des accueillants familiaux	GRETA POITOU CHARENTESLYCEE NELSON MANDELA	86022	Montant maximum 48 000,00	23/05/2022	
20220181	FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES ACCUEILLANTS FAMILIAUX PERSONNES AGEES / PERSONNES HANDICAPEES - LOT 1 : Formation initiale des accueillants familiaux	GRETA POITOU CHARENTESLYCEE NELSON MANDELA	86022	Montant maximum 84 000,00	23/05/2022	
20220179	REALISATION DE PRESTATIONS TECHNIQUES AVEC LOCATION DE MATERIELS POUR LE FESTIVAL « LES HEURES VAGABONDES DE LA VIENNE » EDITION 2022 - LOT 2 : GRANDE SCENE	GESTE SCENIQUE	79260	35 579,15	25/05/2022	
20220178	REALISATION DE PRESTATIONS TECHNIQUES AVEC LOCATION DE MATERIELS POUR LE FESTIVAL « LES HEURES VAGABONDES DE LA VIENNE » EDITION 2022 - LOT 1 : PETITE SCENE	GESTE SCENIQUE	79260	84 076,35	25/05/2022	
20220189	Prestations de gardiennage et de télésurveillance d'un ensemble de bâtiments départementaux/ Lot n° 2 : Télésurveillance et interventions sur un ensemble de bâtiments départementaux	POITOU CONTROLE AMG OPTI SECURITE	86000	Montant maximum 80 000,00	31/05/2022	

20220243	Animation et suivi de la mise en place d'une dynamique d'intelligence collective de l'administration du Département de la Vienne	Dekindt Advisory (SAS ORGATIM)	75002	37 800,00	02/06/2022	
20220187	DIAGNOSTIC HYDRO-BIOLOGIQUE DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE DE LA ZONE HUMIDE DU LECHE	RIVE SARL	72400	45 176,00	13/06/2022	
20220196	Plan de prévention du bruit dans l'environnement- Réexamen-révision-4ème échéance	IMPEDANCE INGENIERIE	91400	Montant maximum 75 000,00	16/06/2022	
20220186	Prestations d'hébergement, de maintenance et supports pour le logiciel Transcolaire, modules et prestations associées	ANVERGUR	56450	70 000,00	25/06/2022	
20220177	PRESTATIONS DE MAINTENANCE, ASSISTANCE ET SUPPORTS POUR LE LOGICIEL PEGASE BOURSE ET PRESTATIONS ASSOCIEES	INETUM SOFTWARE FRANCE	93400	40 000,00	27/06/2022	
20220209	Etude de la clientèle touristique en Vienne 2022-2023	SARL Eurocontact PROTOURISME	75008	68 825,00	27/06/2022	
20220236	Ramassage et entretien des EPI des agents de la Direction des Routes pour la subdivision de Poitiers, le centre technique départemental de de Poitiers et la DHANT de Chasseneuil	ASSOCIATION POURQUOI PAS LARUCHE	86000	Montant maximum 25 000,00	25/07/2022	
20220276	MOE restructuration de la vie scolaire et travaux d'accessibilité du collège « Jules Verne » de Buxerolles	AXE INGENIERIE	86580	50 400,00	07/09/2022	
20220285	Achat de prestations de communication et de places de match de basket-ball auprès du PB86 pour les rencontres à l'Arena Futuroscope	SAOS POITIERS BASKET 86	86180	Montant maximum 80 000,00	28/09/2022	
20220236	Ramassage et entretien des EPI des agents de la Direction des Routes pour la subdivision de Poitiers, le centre technique départemental de de Poitiers et la DHANT de Chasseneuil	ASSOCIATION POURQUOI PAS LARUCHE	86000	Montant maximum 25 000,00	25/07/2022	




Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 90 000,00 € HT et inférieur à 215 000,00 € HT

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales mentales ou sociales
20220001	MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	SARL GUIGNARD BOUILLY	86000	Montant maximum 212 000,00	03/01/2022	 ou 
20220071	ETUDES ENVIRONNEMENTALES ET REGLEMENTAIRES - AMENAGEMENT DE LA RD611 ENTRE COULOMBIERS ET FONTAINE LE COMTE	IRIS CONSEIL REGIONS	33150	200 000,00	26/01/2022	
20220134	ETUDE PREALABLE A UN AMENAGEMENT FONCIER SUR LE PERIMETRE DE CAPTAGE DES SOURCES DE FLEURY ET LA-JALLIERE	CABINET CHRISTOPHE SUISET ET ASSOCIES	85000	120 070,00	22/04/2022	
20220152	Distribution du magazine « La Vienne », de flyers et de divers documents - Lot 2 : Distribution en zone rurale	LA POSTE- MEDIAPOST	75757	Montant maximum 120 000,00	02/05/2022	
20220123	Prestations de maintenance et assistance pour le progiciel Delos et prestations associées	INETUM SOFTWARE FRANCE	93400	170 000,00	10/05/2022	
20220160	MAINTENANCE CURATIVE DE LIENS EN FIBRE OPTIQUE ET DE GENIE CIVIL	SOGETREL SAS	92130	Montant maximum 210 000,00	17/05/2022	
20220173	GESTION DE LA MAINTENANCE D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	OPTLINE SERVICE	86961	Montant maximum 214 000,00	01/06/2022	
20220245	MAINTENANCE DES SYSTEMES DE CONTROLE D'ACCES D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	CATALISE	86961	Montant maximum 210 000,00	02/08/2022	



20220271	Etudes techniques, environnementales et réglementaires - RD148 - Aménagement de sécurité - Secteur 1 : Courbes des Bourbes - Secteur 2 : Courbes de Beaumont - Commune de Saint Pierre d'Exideuil	VERDI CONSEIL MIDI ATLANTIQUE	33000	Montant maximum 150 000,00	06/09/2022	
20220275	MAINTENANCE CHAUFFAGE CLIMATISATION VMC PLOMBERIE ET SANITAIRES SUR BÂTIMENTS DE LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	DESCHAMPS LATHUS SAS	86361	Montant maximum 214 000,00	13/09/2022	
20220245	MAINTENANCE DES SYSTEMES DE CONTROLE D'ACCES D'UN ENSEMBLE DE BATIMENTS SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	CATALISE	86961	Montant maximum 210 000,00	02/08/2022	
20220271	Etudes techniques, environnementales et réglementaires - RD148 - Aménagement de sécurité - Secteur 1 : Courbes des Bourbes - Secteur 2 : Courbes de Beaumont - Commune de Saint Pierre d'Exideuil	VERDI CONSEIL MIDI ATLANTIQUE	33000	Montant maximum 150 000,00	06/09/2022	
20220275	MAINTENANCE CHAUFFAGE CLIMATISATION VMC PLOMBERIE ET SANITAIRES SUR BÂTIMENTS DE LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE	DESCHAMPS LATHUS SAS	86361	Montant maximum 214 000,00	13/09/2022	

**Marchés(s) d'un montant égal ou supérieur à 215 000,00 € HT**

N° marché	Objet du contrat	Titulaire	Code postal	Montant HT	Date	Clauses environnementales ou sociales   
20220070	MOE pour la construction de la MDS de Poitiers, de l'EVA et de locaux d'archives de la MDPH et amélioration thermique de la DGAS et de la MDPH	NORD SUD ARCHITECTURE	75011	763 270,00	03/02/2022	

20220120	Etudes techniques, environnementales et réglementaires RD347 Mise à 2X2 voies entre Neuville de Poitou / Mirebeau - Secteur 1 - Noiron / Etables - Secteur 2 - Etables / Neuville de Poitou	IRIS CONSEIL REGIONS	33150	Montant maximum 465 000,00	03/03/2022	
20220138	Repérage d'amiante et d'HAP par carottages dans les routes départementales de la Vienne	GINGER CEBTP	79260	Montant maximum 600 000,00	13/04/2022	
20220188	Prestations de gardiennage et de télésurveillance d'un ensemble de bâtiments départementaux/ Lot n° 1 : Prestations de gardiennage	SECURIT DOG MAN	86130	Montant maximum 700 000,00	31/05/2022	
20220208	Exécution des services publics de transports scolaires d'élèves et d'étudiants en situation de handicap du Département de la Vienne/ Lot n° 8 : CHAUVIGNY / ST SAVIN	ASTRUC MOBILITY	85000	Montant maximum 500 000,00	28/06/2022	
20220207	Exécution des services publics de transports scolaires d'élèves et d'étudiants en situation de handicap du Département de la Vienne/ Lot n° 7 : CENON SUR VIENNE / VOUNEUIL SUR VIENNE	LES FIACRES GIRONDINS	33310	Montant maximum 500 000,00	28/06/2022	
20220206	Exécution des services publics de transports scolaires d'élèves et d'étudiants en situation de handicap du Département de la Vienne/ Lot n° 4 : MONCONTOUR / ST JEAN DE SAUVES / MIREBEAU	ASTRUC MOBILITY	85000	Montant maximum 500 000,00	28/06/2022	
20220215	Groupeement de commandes pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide - Lot n° 1 - Restaurants	SPRC	86280	730 000,00	01/07/2022	
20220242	EMISSION ET LIVRAISON DE CHEQUES D'ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE (CAP) A DESTINATION DE PUBLICS EN PRECARITE POUR LE DEPARTEMENT DE LA VIENNE	ADEQUATION LE CHEQUE DEJEUNER	92230	Montant maximum 7 600 000,00	11/08/2022	



20220251	Levés topographiques terrestres pour les projets routiers du Conseil Départemental de la Vienne - Lot 1 : Secteur nord	SOGEFRA	77700	Montant maximum 400 000,00	12/08/2022	
20220252	Levés topographiques terrestres pour les projets routiers du Conseil Départemental de la Vienne - Lot 2 : Secteur sud du département	SOGEFRA	77700	Montant maximum 400 000,00	12/08/2022	
20220242	EMISSION ET LIVRAISON DE CHEQUES D'ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE (CAP) A DESTINATION DE PUBLICS EN PRECARITE POUR LE DEPARTEMENT DE LA VIENNE	ADEQUATION LE CHEQUE DEJEUNER	92230	Montant maximum 7 600 000,00	11/08/2022	

**ANNEXE 2 – LISTE DES MODIFICATIONS DE MARCHÉ PASSES DU 01/01/2022 AU 30/09/2022**

Poste	Montant initial du contrat en € HT	Montant de l'avenant	Taux d'augmentation	Montant total du contrat	Objet de l'avenant	Date de notification avenant
	198 792,00 €	24 784,25 €	12,47 %	223 576,25 €	Introduction d'un PN + Prolongation durée d'exécution	17/02/2022
ION	Minimum : 200 000 €	15 958,80 €	31,92 %	Minimum : 215 958,80 €	Indemnité compensatrice au titre de la théorie de l'imprévision	11/03/2022
ION	Minimum : 140 000 €	6 000,30 €	17,14 %	Minimum : 146 000,30 €	Indemnité compensatrice au titre de la théorie de l'imprévision	11/03/2022
	124 500,00 €	85 770,01 €	68,89 %	210 270,01 €	Modification de la rémunération du maître d'œuvre	23/05/2022
	219 000 €	84 843,53 €	38,74%	303 843,53 €	Modification circonstances imprévues / Augmentation montant marché	27/07/2022
40)	200 000 €	10 000,00 €	5,00%	210 000,00 €	Augmentation du montant maximum de 10 000 € HT soit un maximum de 210 000 € HT et une augmentation de 5%	03/02/2022
10)	30 000 €	3 000,00 €	5,00%	33 000,00 €	Augmentation du montant maximum de 3 000 € HT soit un maximum de 33 000 € HT et une augmentation de 5% pour la 2ème année de reconduction et prolongation du délai de cette deuxième année de reconduction jusqu'au 31-07-23	04/06/2022
					Entrée en maintenance de modules	

	Montant initial du contrat en € HT	Nature de la modification au contrat	Date de notification avenant
F	5 844 664 €	Modification article 10.5 du CCAP relatif au paiement des sous traitants	18/02/2022
1) 310)	100 000,00 €	Avenant transfert	30/06/2022
	accord-cadre à bons de commandes avec seuil minimum de 27 000 € HT et maximum de 60 000 € HT pour période initiale de 1 an. Les montants sont similaires pour chaque période de reconduction.	le présent avenant n° 2 a pour objet de rajouter, à titre définitif, 1 prix supplémentaire nouveau au bordereau des prix unitaires (BPU) initial	11/01/2022
00)	Accord-cadre à bons de commandes avec seuil maximum de 106 000 € HT pour période initiale de 2 ans.	le présent avenant n° 1 a pour objet de rajouter, à titre définitif, 1 prix supplémentaire nouveau au bordereau des prix unitaires (BPU) initial	25/01/2022
00)	Accord-cadre à bons de commandes avec seuil maximum de 106 000 € HT pour période initiale de 2 ans.	le présent avenant n° 2 a pour objet de rajouter, à titre définitif, 6 prix supplémentaires nouveaux au bordereau des prix unitaires (BPU) initial	11/02/2022
	accord-cadre à bons de commandes avec seuil		

accord-cadre à bons de commandes avec seuil maximum de 20 000 € HT pour période initiale de 1 an	le présent avenant n°3 a pour objet de rajouter, à titre définitif, 2 prix supplémentaires nouveaux au BPU initial	15/04/2022
accord-cadre à bons de commandes avec seuil minimum de 27 000 € HT et maximum de 60 000 € HT pour période initiale de 1 an. Les montants sont similaires pour chaque période de reconduction.	le présent avenant n° 4 a pour objet de rajouter, à titre définitif, 1 prix supplémentaire nouveau au bordereau des prix unitaires (BPU) initial	17/06/2022
20 000 €	Actualisation du BPU	11/03/2022

# ANNEXE 3 - LISTE DES MANDATEMENTS DU 01/01/2022 AU 18/10/2022

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
1	D1.1.1	TOUS PRODUITS ALIMENTAIRES	49008,48
	D1.1.2	EAU	1868,59
	D1.1.4	BOISSONS ALCOOLISEES	6491,77
	D1.1.5	AUTRES BOISSONS	1285,96
	D1.2.1	SCE RESTAURATION COLLECTIVE	14136,66
	D1.2.2	RESTAURATION INDIVIDUALISEE (HORS REMBOURSEMENT DE FRAIS)	15319,01
	D1.2.3	SERVICE DE TRAITEUR	24204,07
	D1.2.4	MAINTENANCE ET REAPPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES	15388,7
	D1.2.5	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION DU MATERIEL ET DES EQUIPEMENTS DE CUISINE	8182,04
	D1.2.6	TITRES RESTAURANT	387670
	D1.2.7	MATERIEL ET EQUIPEMENTS DE CUISINE	534,93
	D1.2.8	ARTS DE LA TABLE	210,59
	Total Type 1		524300,8
10	D10.1.1	ACHAT ET LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES AUTOMOBILES	42381,67
	D10.1.10	ACHAT ET LOCATION LONGUE DUREE DE REMORQUES CUVES BENNES ET ENSEMBLES ODULAIRES	43886,35
	D10.1.12	ACCESSOIRES ET PIECES DETACHEES POUR REMORQUES CUVES BENNES ENSEMBLES MODULAIRES	1032,01
	D10.1.13	PNEUS TOUS TYPES DE VEHICULES	4483,25
	D10.1.14	HUILES GRAISSES LUBRIFIANTS TOUS TYPES DE VEHICULES ENGIN ET MACHINES	1268,99
	D10.1.15	NETTOYAGE TOUS TYPES DE VEHICULES	636,74
	D10.1.16	CONTROLES TECHNIQUES TOUS TYPES DE VEHICULES	2902,65
	D10.1.18	CONTROLE TECHNIQUE DE LA MONTGOLFIERE	1100,72
	D10.1.2	LOCATION COURTE DUREE DE VEHICULES AUTOMOBILES	456,91
	D10.1.3	ACCESSOIRES ET PIECES DETACHEES POUR VEHICULES AUTOMOBILES	1996,43
	D10.1.4	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION DE VEHICULES AUTOMOBILES	49783,05
	D10.1.4.1	PRESTATIONS AMENAGEMENT VEHICULES	763,7
	D10.1.5	ACHAT ET LOCATION LONGUE DUREE DE CAMIONS ET DE VEHICULES UTILITAIRES	2205,18
	D10.1.7	ACCESSOIRES ET PIECES DETACHEES POUR CAMIONS ET VEHICULES UTILITAIRES	4732,92
	D10.1.8	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION DE CAMIONS ET DE VEHICULES UTILITAIRES	94514,42
	D10.2.1	TRANSPORTS FERROVIAIRES DE PERSONNES	15897,5
	D10.2.4	TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS DE PERSONNES NON HANDICAPEES CIRCUITS SCOLAIRES	13085,72
	D10.2.5	TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS DE PERSONNES HANDICAPEES	2088876,34
	D10.2.6	PEAGES ET DROITS DE STATIONNEMENT	28397,43
	D10.2.7	LOCATION TOUS TYPES DE VEHICULES AVEC CHAUFFEURS TRANSPORTS DE PERSONNES	7983,24
	D10.2.8	PILOTAGE MAINTENANCE ENTRETIEN ET STOCKAGE DE MONTGOLFIERE DU DEPARTEMENT	458,33
	D10.3.1	SERVICES AGENCES VOYAGES, MONTAGE PREST. INDISSOCIABLES DU TRANSPORT	146,8
	D10.3.2	BILLETERIE	6503,01
	D10.3.4	HOTELLERIE ET HEBERGEMENT	1198,86
	D10.4.4	DEMEMAGEMENTS ET GARDE MEUBLES	11020
	Total Type 10		2425712,22
11	D11.1.1	MATERIAUX CONSTRUCTION : CIMENT, BETON, ...	191780,88
	D11.1.10	GAZ INDUSTRIELS	4213,53
	D11.1.11	REVELLEMENTS MURAUX	368,1
	D11.1.2	MATERIAUX ET PRODUITS EN PLASTIQUES	2214,3
	D11.1.3	MATERIAUX ET PRODUITS BOIS	307,21
	D11.1.6	MATERIAUX ET PRODUITS METALLIQUES	9529,82
	D11.1.7	SERVICE TRAITEMENT DES METAUX	39,84
	D11.1.8	PEINTURES, VERNIS, ADJUVANTS	3101,18
	D11.1.9	AUTRES PRODUITS CHIMIQUES	64823,79
	D11.2.1	PRODUITS EXTRACTION	97797,58
	D11.2.2	PRODUITS COMPOSITES POUR REVELLEMENTS ROUTIERS	71496,34

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
12	D11.3.1	DISPOSITIF DE RETENUE	49599,72
	D11.3.2	SIGNALISATION VERTICALE	61973,24
	D11.3.3	BALISES ET BORNES	179
	D11.3.5	PRODUITS POUR SIGNALISATION	430
	D11.3.6	MARQUAGE ROUTIER	10314,82
	D11.3.7	SIGNALETIQUE INTERIEURE	
	D11.3.8	POSE DISPOSITIFS SIGNALISATION ET SECURITE	1395,85
	D.11.3.9	MAINTENANCE EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS SIGNALISATION ET SECURITE	
	D11.3.9	MAINTENANCE EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS SIGNALISATION ET SECURITE	2167,45
	D11.4.1	MAITRISE D'OEUVRE	
	D11.4.10	NETTOYAGE CHANTIER ET VOIRIE	42889,16
	D11.4.12	SERVICES METEOROLOGIQUES	10086,26
	D11.4.2	CONDUITE OPERATION	4597,75
	D11.4.3	OPC CONSEIL ET PREST.SECURITE SUR CHANTIER	16777,86
	D11.4.4	ETUDES ANALYSES CONTROLES PREALABLES REALISATION OUVRAGE	500
	D11.4.5	LEVEES TOPOMETRIQUES ET TOPOGRAPHIQUES	2814,8
		Total Type 11	649398,48
13	D12.1.1	OUTILLAGE PIECES ET ACCESSOIRES	32586,46
	D12.1.2	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION OUTILLAGE	5765,81
	D12.2.1	QUINCAILLERIE HORS OUTILLAGE	39597,67
	D12.3.1	INSTRUMENTS DE MESURE	10135,6
	D12.3.2	COMPTEURS	8297
		Total Type 12	96382,54
14	D13.1.1	ACHAT ENGIN ET MACHINES	14255,85
	D13.1.2	LOCATION ENGIN ET MACHINES	112082,61
	D13.1.3	LOC ENGIN MACHINES AVEC OPERATEURS	104893,04
	D13.1.4	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION ENGIN ET MACHINES	33275,22
	D13.1.5	PIECES DETACHEES ET ACCESSOIRES ENGIN ET MACHINES	6544,47
	D13.1.6	MATERIEL LEVAGE ET MANUTENTION	
	D13.2.2	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION TRACTEURS	6009,75
	D13.2.3	PIECES DETACHEES ACCESSOIRES TRACTEURS	1421,41
	D13.3.1	ENGIN MACHINES MATERIELS ESPACE VERT	7709,3
	D13.3.2	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION ENGIN ESPACES VERTS	7177,22
	D13.3.3	PIECES DETACHEES ENGIN ESPACES VERTS	3437,19
	D13.4.2	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION GROUPE ELECTROGENE	1197
		Total Type 13	298003,06
15	D14.1.1	PRODUITS VEGETAUX	5302,74
	D14.1.2	ENGRAIS TERREAUX SUBSTRATS	4894,67
	D14.1.3	INSECTICIDES HERBICIDES FONGICIDES	3685,75
	D14.1.4	ENTRETIEN ESPACES VERTS JARDINS PLANTATIONS	97105
		Total Type 14	110988,16
15	D15.1.1	MATERIEL CHAUFFAGE CLIMATISATION VENTILATION ET P.ACCESSOIRES	1895,76
	D15.1.2	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION MATERIEL INSTALL CHAUFFAGE	89091,91
	D15.1.3	MAINT. ENTRETIEN REPARATION MATERIEL INSTALLATION CLIMATISATION ET VENTILATION	14188,17
	D15.2.1	EQUIPEMENT PLOMBERIE SANITAIRE PIECES ACCESSOIRES	5773,82
	D15.2.2	MAINT ENTRETIEN REPARATION INSTALLATION PLOMBERIE SANITAIRE	1803,22
	D15.3.1	MATERIEL INSTALLATION ELECTRIQUE ET ECLAIRAGE ENTRETIEN REPARATION	15573,54
	D15.3.2	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION MATERIEL INSTALLATION ELECTRIQUE ET ECLAIRAGE	39362,2
	D15.3.3	CONTROLE VERIFICATION MATERIEL ET INSTALLATION ELECTRIQUE	2431,4
	D15.4.1	ASCENSEURS	27029,85
	D15.4.2	MAINT ENTRETIEN REPARATION ASCENSEURS	7550
	D15.4.3	CONTROLE VERIFICATION ASCENSEURS	



Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
16	D15.4.4	SERRURERIE	158,95
	D15.4.5	PORTES ET BARRIERES	27092,23
	D15.4.6	HUISSERIES MENUISERIES	40018,71
	D15.4.7	MAINTENANCE ENTRETIEN REPARATION CONTROLE MOYENS ACCES	36938,54
	D15.4.8	STORES VOLETS ROULANTS	
		Total Type 15	308908,3
	D16.1.1	ASSAINISSEMENT RESEAU EAUX USEES	31991,61
	D16.1.2	ASSAINISSEMENT RESEAU EAUX PLUVIALES	50336,19
	D16.2.1	TRAITEMENT DECHETS	26120,11
	D16.3.2	MAINTENANCE REPARATION ENTRETIEN ECLAIRAGE PUBLIC	9729,41
17		Total Type 16	118177,32
	D17.1.1	CONTROLE ANALYSE ENVIRONNEMENT	39496,01
	D17.1.2	CONTROLE ANALYSE SOLS	30902,06
	D17.1.3	ESSAIS ANALYSES POUR ATTESTATION CONFORMITE OUVRAGES ART INFRASTRUCTURES ROUTES	19204,57
	D17.1.4	ESSAI ANALYSE EQUIPEMENT MESURES, TEST ET SANTE	
18		Total Type 17	89602,64
	D18.1.1	ETUDE CONSEIL ORGANISATION DEMARCHE QUALITE AUDIT CONTROLE GESTION	98406,4
	D18.1.2	ETUDE CONSEIL URBANISME, AMENAGEMENT ET DEPLACEMENT	68767,66
	D18.1.3	ETUDE CONSEIL ENERGIE ET GESTION DECHETS	14461,89
	D18.1.4	ETUDE CONSEIL FAUNE, FLORE ET ENVIRONNEMENT	2100
	D18.1.5	ETUDE CONSEIL A CARACTERE TECHNOLOGIQUE	101334,15
	D18.1.6	GESTION MATERIEL RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	12961,01
	D18.2.1	SERVICES CONSEILS JURIDIQUES	96637,2
	D18.2.2	SERVICE ETS ACTES AUTHENTIQUES AUXILIAIRES JUSTICE	18
	D18.2.3	SERVICE REPRESENTATION JURIDIQUE	12764
19	D18.3.1	ASSURANCE DU PATRIMOINE	75364,99
	D18.3.2	ASSURANCE VEHICULE	118474,14
	D18.3.4	ASSU SPECIALE MONTGOLFIERE	2697,9
	D18.3.5	AUTRE ASSU RESPONSABILITE	322242,82
	D18.3.6	ACTIVITE CONSEIL EN ASSURANCE	5609,67
		Total Type 18	931839,83
	D19.1.1	EAU	64192,1
	D19.1.2	GAZ	349538,03
	D19.1.3	ELECTRICITE	668524,2
	D19.1.4	CARBURANTS (Y COMPRIS GPL)	14685,88
	D19.2.1	SIEGES	13164,5
	D19.2.3	PLANS, TABLES, BUREAUX	30994,5
	D19.2.4	MOBILIER RANGEMENT	400,25
	D19.2.5	PRESTATIONS CONNEXES AMEUBLEMENT	
	D19.3.1	FOURNITURES DE BUREAU	41892,75
	D19.3.2	PAPIER	40069,45
	D19.3.3	EMBALLAGE CARTON ET PAPIER	2156,97
	D19.3.4	IMPRIMES	6575,98
	D19.3.5	MACHINES DE BUREAU	3530,44
	D19.3.6	MAINTENANCE, ENTRETIEN REPARATION MACHINES DE BUREAU	1322,26
	D19.3.8	FOURNITURES POUR COPIEUR ET PHOTOCOPIEURS HORS PAPIER	762,09
	D19.3.9	MAINT ENTRETIEN REPARATION COPIEUR PHOTOCOPIEUR	758,46
	D19.4.1	MATERIEL NETTOYAGE	1378,79
	D19.4.10	DESINFECTION, DERATISATION, DESINSECTISATION	1663,21
	D19.4.2	FOURNITURES NETTOYAGE	3038,69
	D19.4.3	PRODUITS D' ENTRETIEN	19952,61
	D19.4.4	MAINTENANCE MATERIEL NETTOYAGE	100

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
2	D19.4.6	NETTOYAGE COURANT DES LOCAUX	405305,76
	D19.4.7	NETTOYAGE SPECIFIQUE DES VITRES	10989,75
	D19.4.8	NETTOYAGE SPECIALISE	2021,32
	D19.5.1	AFFRANCHISSEMENT	315881,57
	D19.5.2	ABONNEMENT BOITES POSTALES	99
	D19.5.3	LIVRAISON DE COLIS	123,42
		Total Type 19	1999121,98
	D2.1.10	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	451
	D2.1.11	ETUDE SONDAGE ENQUETE DE COMMUNICATION	700
	D2.1.12	CAMPAGNE DE COMMUNICATION	3466
	D2.1.14	DISTRIBUTION DE MAGAZINES ET DE DIVERS DOCUMENTS	115046,03
	D2.1.2	ACHAT ET GESTION D ESPACES PUBLICITAIRES	47914,98
	D2.1.3	CONCEPTION DE PUBLICATION ET DE MAQUETTE	2530
	D2.1.4	SERVICES PHOTOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELS DE COMMUNICATION	250
	D2.1.5	TRAVAUX GRAPHIQUES DE COMMUNICATION	4822
	D2.1.6	PRE-PRESSE	
	D2.1.7	TRAVAUX IMPRESSION OFFSET	169091,96
	D2.1.8	AUTRES TRAVAUX IMPRESSION	31469,96
	D2.1.9	TRAVAUX FACONNAGE PRODUITS IMPRIMES	9132,96
3	D2.2.1	ORGANISATION EVENEMENTS	16743,6
	D2.2.2	REALISATION DE STANDS (FOIRE ET SALON)	7967,4
	D2.2.3	LOCATION DE MATERIEL POUR MANIFESTATIONS	21976,68
	D2.2.4	GERBES BOUQUETS COURONNES DE FLEURS	4026,06
	D2.2.5	OBJETS PUBLICITAIRES OU PROMOTIONNELS	79965,18
	D2.2.6	MEDAILLES ET COUPES	1239
		Total Type 2	516792,81
	D3.1.1	MATERIEL D'ENREGISTREMENT VIDEO	312,8
	D3.1.2	MATERIEL DE PROJECTION VIDEO	1419,68
	D3.1.3	MAINTENANCE REPARATION ET ENTRETIEN DU MATERIEL VIDEO	745,5
	D3.2.1	MATERIEL PHOTOGRAPHIQUE ET ACCESSOIRES	123,88
	D3.3.1	MATERIEL ET ACCESSOIRES SCENIQUES (LUMIERE SON...)	5154,23
	D3.4.1	APPAREILS D'ENREGISTREMENT AUDIO	83,31
	D3.4.2	APPAREILS DE DIFFUSION SONORE	166,66
		Total Type 3	8006,06
4	D4.1.1	LIVRES NON SCOLAIRES ET DOCUMENTS IMPRIMES	131332,24
	D4.1.2	LIVRES EN GROS CARACTERES	1252,09
	D4.1.4	JOURNAUX REVUES PERIODIQUES	35719,97
	D4.1.5	ACHAT DE LIVRES DISPONIBLES UNIQUEMENT CHEZ L'EDITEUR	748,09
	D4.1.7	SUPPORTS AUDIOVISUELS ENREGISTRES	8049,88
	D4.1.8	DOCUMENTS NUMERIQUES DEMATERIALISES	91941,06
	D4.1.9	DOCUMENTS DIVERS AUTRES SUPPORTS	99,11
	D4.2.1	MOBILIERS DE RANGEMENT SPECIFIQUES ARCHIVES BIBLIOTHEQUES SCES DE DOCUMENTATION	291
	D4.2.2	CONDITIONNEMENT D'ARCHIVES	11998,4
	D4.2.3	MATERIEL DE TRAVAUX DE RELIURE ET DE RESTAURATION	9241,76
	D4.3.1	EXPLOITATION ET RESTAURATION D'ARCHIVES	38542,83
	D4.3.2	NUMERISATION ET ENCODAGE DE DOCUMENTS	33034,22
	D4.3.3	BASE DE DONNEES (ABONNEMENT)	33080,65
	D4.3.4	REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES ET VIDEOS	3681
	D4.3.5	DEPOUSSIERAGE DESINFECTION DES ARCHIVES	
	D4.4.1	ELIMINATION REGLEMENTAIRE DES ARCHIVES	680,9
	D4.4.2	BROYAGE DESTRUCTION DE LIVRES	
		Total Type 4	399693,2
5			

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
6	D5.1.1	TERMINAUX TELEPHONIE FAX	9960
	D5.1.2	ABONNEMENT CONSOMMATION FRAIS POUR LIGNE FIXE	408387,57
	D5.1.3	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DU MATERIEL DE TELEPHONIE	11528,08
	D5.1.4	TELEPHONIE MOBILE	78037,21
	D5.1.5	ACCESSOIRES MOBILE	27539,12
	D5.1.6	ABONNEMENT CONSOMMATION FRAIS POUR MOBILES	
	D5.2.1	TALKIE WALKIE	122,49
	D5.4.10	PRESTATIONS D INTEGRATION DE PROGICIELS ET LOGICIELS	41509,54
	D5.4.11	ASSISTANCE A LA MAITRISE D OUVRAGE	15171,16
	D5.4.12	ASSISTANCE A LA MAITRISE D OEUVRE (MISE EN OEUVRE DE LOGICIELS PROGICIELS)	115951,92
	D5.4.13	SUPPORT ASSISTANCE ET/OU MAINTENANCE LOGICIELS ET PROGICIELS	58972,56
	D5.4.2	LOCATION MAINTENANCE ET HEBERGEUR DE SERVEUR	43072,71
	D5.4.3	MICRO ORDINATEURS STATIONS DE TRAVAIL TABLETTES	70097,65
	D5.4.4	MAINTENANCE ENTRETIEN DE MICRO ORDINATEURS STATIONS DE TRAVAIL	17096,52
	D5.4.5	PERIPHERIQUES ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES	69562,6
	D5.4.6	CONSOMMABLES ET AUTRES FOURNITURES INFORMATIQUES COURANTES	3051,01
	D5.4.7	EXTENSIONS DE PUISSANCE	21492,89
	D5.4.8	ACHAT DE PROGICIELS ET LOGICIELS	171227,96
	D5.4.9	PRESTATIONS DE DEVELOPPEMENT DE PROGICIELS ET LOGICIELS	96135,99
		Total Type 5	1258916,98
	D6.1.1	OUTILS DE POSITIONNEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT	47950,69
	D6.1.10	FORMATION PROF CONTINUE SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES	4062
	D6.1.11	FORMATION PROF CONTINUE SECURITE ET PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	39206
	D6.1.12	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE INFORMATIQUE LOGICIEL METIER BUREAUTIQUE	15025
	D6.1.13	FORMATION REGLEMENTAIRE HORS AGENT DE LA COLLECTIVITE	98902,1
	D6.1.2	INSCRIPTION PARTICIPATION A DES COLLOQUES SALONS CONGRES ET EVENEMENTS	9123,33
	D6.1.3	PREPARATION AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS	
	D6.1.4	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE OBLIGATOIRE	21321
	D6.1.5	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE REPERES OUTILS FONDAMENTAUX	27150,01
	D6.1.7	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE SOLIDARITE COHESION SOCIALE ENFANCE SANTE	47056,82
	D6.1.8	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE CITOYENNETE CULTURE ET SPORT	11153,49
	D6.2.1	PRESTATION D AIDE AU RECRUTEMENT CABINET APEC	23380
		Total Type 6	344330,44
7	D7.1.1	MATERIEL ET EQUIPEMENT MEDICAL ET PARAMEDICAL	7689,32
	D7.1.2	FOURNITURE MEDICALE DE SOIN ANALYSE PRODUIT PHARMACEUTIQUE ET DE PARAPHARMACIE	19840,76
	D7.1.3	VACCIN	45086,73
	D7.1.4	VISITE MEDICALE	1967,77
	D7.1.5	EXPERTISE CONTROLE ET ANALYSE MEDICALE	8292,26
	D7.1.6	PRODUITS D HYGIENE CORPORELLE	192,48
	D7.2.2	MAINTENANCE ET DEPANNAGE DES INSTALLATIONS ANTI-INTRUSION ET DE SURVEILLANCE	5996,29
	D7.2.3	TELESURVEILLANCE ET LEVEE DE DOUTE	14264
	D7.2.4	SERVICE DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE	120878,31
	D7.3.1	MATERIEL D EXTINCTION	337,48
	D7.3.2	MAINTENANCE DEPANNAGE ET ENTRETIEN DU MATERIEL D EXTINCTION	8008,72
	D7.3.3	MATERIEL DE DESENFUMAGE	405,32
	D7.3.4	MAINTENANCE DEPANNAGE ET ENTRETIEN DU MATERIEL DE DESENFUMAGE	
	D7.3.5	MATERIEL DE DETECTION ET ALARME INCENDIE	135
	D7.3.6	MAINTENANCE DEPANNAGE ET ENTRETIEN DU MATERIEL DE DETECTION ET D ALARME INCENDIE	13758,66
	D7.3.7	CONTROLE ET VERIFICATION DES MOYENS DE SECOURS ET DES EQUIPEMENTS DE SECURITE	2342,61
		Total Type 7	249195,71
8	D8.1.1	VETEMENTS DE TRAVAIL DE PROTECTION ET DE SECURITE	45995,91
	D8.1.2	CHAUSSURES ET BOTTES DE SECURITE	12103,08
	D8.1.3	AUTRES EQUIPEMENTS DE SECURITE	25222,34

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
9	D8.2.1	LINGE DE MAISON ET DIVERS ARTICLES TEXTILE	
	D8.3.1	HABILLEMENT HORS SECURITE	6109,39
	D8.3.2	CHAUSSURES HORS SECURITE	568,33
	D8.3.4	BLANCHISSERIE TEINTURERIE MERCERIE	25740,81
		Total Type 8	115739,86
	D9.1.2	EQUIPEMENT ET MATERIEL DE JEUX EXTERIEURS	1760,07
	D9.1.3	JEUX ET JOUETS	1603,47
	D9.1.5	REPRESENTATIONS ARTISTIQUES SPECTACLES MUSICAUX DE DANSE DE THEATRE	14858,52
	D9.1.6	ANIMATION CULTURELLE SOCIOCULTURELLE ET DE LOISIRS	
		Total Type 9	18222,06
FR	13.02	PRODUITS D'EXTRACTION NON ENERGETIQUES	
	14.04	VÊTEMENTS DE TRAVAIL	
	14.10	CHAUSSURES (quelle que soit la matière, sauf chaussures orthopédiques)	
	15.08	ENREGISTREMENTS SONORES, IMAGES FIXES ET IMAGES ANIMEES	
	16.02	PRODUITS PETROLIERS RAFFINES LIQUIDES (ESSENCE SUPER GASOIL)	9258,02
	20.03	PRODUITS EN METAL ET QUINCAILLERIE	
	25.02	SIEGES	
	30.15	MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION OU DE SECURITE	
	31.03	PRODUITS COMPOSITES POUR REVETEMENTS ROUTIERS	
	31.04B	SIGNALISATION VERTICALE (Panneaux routiers)	
		Total Type FR	9258,02
SR	60.04	TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS DES PERSONNES NON HANDICAPEES (y compris bagages,	
	60.05	TRANSPORTS ROUTIERS ET URBAINS DES HANDICAPES (y compris bagages, animaux et véh	
	61.08A	LOCATION DE MACHINES OU OUTILLAGES AVEC OPERATEUR ENGIN DE TRAVAUX	
	64.01	ACHEMINEMENT DE LETTRES ET COLIS A VITESSE NORMALE	
	64.03	PERSONNALISATION DE DOCUMENTS PAR EDITION INFORMATIQUE, MISE SOUS ENVELOPPE OU F	
	65.01	ASSURANCES DU PATRIMOINE - CONTRATS DOMMAGES AUX BIENS	
	65.07	AUTRES ASSURANCES DE RESPONSABILITE (hors 65.03 à 65.06)	
	67.02	ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	
	67.08	INFOGERANCE D'UN SYSTEME D'INFORMATION	
	67.10	MAINTENANCE DES GROS ORDINATEURS, SERVEURS ET CALCULATEURS SPECIALISES	
	69.01	SURVEILLANCE D'IMMEUBLES, GARDE, PROTECTION PAR VIGILES OU TELESURVEILLANCE	
	69.05	CONSEIL EN SECURITE SUR LES CHANTIERS	
	69.06	CONSEIL EN SECURITE (hors chantiers)	
	70.04	ETUDES, CONSEILS ET ASSISTANCE EN URBANISME, POLITIQUE DE LA VILLE ET AMENAGEMENT	
	70.06	ETUDES A CARACTERE GENERAL (hors communication)	
	70.07	ETUDES ET RECHERCHES SCIENTIFIQUES FONDAMENTALES ET APPLIQUEES	
	71.01	MAITRISE D'OEUVRE (hors services de maîtrise d'oeuvre pour les projets urbains)	
	71.03	ETUDES, ANALYSES ET CONTRÔLES NECESSAIRES A LA REALISATION D'UN OUVRAGE (à l'ex	
	71.03B	ETUDES TOPOGRAPHIQUES BORNAGE (GEOMETRES)	
	74.01	ASSAINISSEMENT DES RESEAUX D'EAUX USEES	
	74.06	NETTOYAGE DES VOIES ET LIEUX PUBLICS (hors bâtiment) VOIRIE, PLAGES, AIRES DE S	
	75.01	SERVICES DE CONSEILS JURIDIQUES	
	75.03	SERVICES DE REPRESENTATION JURIDIQUE	
	78.02	SERVICES DE QUALIFICATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLES (1)	
	78.03	FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE destinée aux agents des collectivités publiq	
	78.05	FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE destinée aux agents des collectivités publiq	
	78.06	SERVICES DES ECOLES DE CONDUITE destinés aux agents des collectivités publiques	
	79.02	SERVICES D'ADMINISTRATION D'IMMEUBLES	
	80.02A	CONTROLE ET ANALYSE DE L EAU	
	81.02	MAINTENANCE DES CAMIONS ET DES VEHICULES UTILITAIRES	
	81.28	MAINTENANCE D'INSTALLATIONS DE LEVAGE ET DE TRANSPORT ELECTRO-MECANIQUES	
	81.29	MAINTENANCE D'INSTALLATIONS ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
TO	81.30	MAINTENANCE D'INSTALLATIONS ET D'EQUIPEMENTS DE CONTRÔLE DES ACCES, DE PORTES AU	
	81.31	MAINTENANCE DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS POUR LA GESTION DE BIENS IMMOBILIERS	
	81.36	MAINTENANCE DES MATERIELS AGRICOLES (REPARATIONS PREVENTIVES)	
	82.03	TRAVAUX D'IMPRESSION OFFSET	
	84.02	MAINTENANCE DES ESPACES VERTS, PARCS , JARDINS, PLANTATIONS ORNEMENTALES	
		Total Type SR	
	BAT0001	HOTEL DEPT PLACE A. BRIAND POITIERS	115167,75
	BAT0002	HOTEL DEPT AILE NORD	2553,6
	BAT0003	HOTEL DEPT AILE CENTRALE	216950,21
	BAT0008	IMMEUBLE 26 RUE THIBAudeau POITIERS	25679,56
	BAT0010	ARCHIVES DPTALES 30 RUE CHAMP BALAIS POTIERS	65883,59
	BAT0013	DISS 39 RUE DE BEAULIEU POITIERS	31703,51
	BAT0016	BDV 64 RUE DU DOLMEN POITIERS	13659,36
	BAT0023	CENTRE EXPLOITATION CHAUVIGNY	3211,88
	BAT0024	CENTRE EXPLOITATION ST-GERVAIS	750
	BAT0025	CENTRE EXPLOITATION GENGAY	898,94
	BAT0026	CENTRE EXPLOITATION ZAC DU TELEPORT	202
	BAT0027	CENTRE EXPLOITATION ISLE-JOURDAIN	2624,57
	BAT0028	CENTRE EXPLOITATION LATILLE	14713,09
	BAT0029	CENTRE EXPLOITATION LENCLOITRE	398,17
	BAT0030	CENTRE EXPLOITATION MONTMORILLON	13637,06
	BAT0031	CENTRE EXPLOITATION CIVRAY	12661,78
	BAT0032	CENTRE EXPLOITATION NEUVILLE	54460,65
	BAT0033	CENTRE EXPLOITATION NIEUIL L'ESPOIR	3539,31
	BAT0034	CENTRE EXPLOITATION PLEUMARTIN	
	BAT0035	CENTRE EXPLOITATION ST-JEAN -DE-SAUVES	1903,8
	BAT0037	CENTRE EXPLOITATION VOUNEUIL SUR VIENNE	3216
	BAT0038	CENTRE EXPLOITATION CHARROUX	790,4
	BAT0039	SUBDIVISION NORD CHATELLERAULT	7501,72
	BAT0040	IMMEUBLE 1BIS RUE VICTOR HUGO POITIERS	17590,82
	BAT0046	ANCIEN LABORATOIRE DEPT	
	BAT0047	CDT CHEIZE D'OR	
	BAT0048	SUBDIVISION SUD ISLE-JOURDAIN	
	BAT0049	CENTRE EXPLOITATION ST SAVIN	6800,94
	BAT0065	CENTRE EXPLOITATION LOUDUN	1478
	BAT0069	CENTRE EXPLOITATION ST GEORGES LES BAILLARGEAUX	1360,06
	BAT0070	POLE MMT 188 AVENUE DE LA LIBERATION POITIERS	20619,17
	BAT0072	CENTRE D'EXPLOITATION DE MIREBEAU	976,02
	BAT0073	CENTRE EXPLOITATION CHATELLERAULT	22105,26
	BAT0075	CENTRE EXPLOITATION LUSIGNAN	5236,54
	COL00001	COLLEGE JULES VERNE BUXEROLLES	46310,12
	COL00002	COLLEGE ROMAIN ROLLAND CHARROUX	26491,77
	COL00003	COLLEGE JEAN MACE CHATELLERAULT	28650,59
	COL00004	COLLEGE GEORGE SAND CHATELLERAULT	50346,85
	COL00005	COLLEGE RENE DESCARTES CHATELLERAULT	50910,47
	COL00006	COLLEGE GERARD PHILIPPE CHAUVIGNY	17181,95
	COL00007	COLLEGE CAMILLE CLAUDEL CIVRAY	17060,48
	COL00008	COLLEGE ANDRE BROUILLET VALENCE EN POITOU	121088,76
	COL00009	COLLEGE BELLEVUE DANGE ST ROMAIN	19300,16
	COL00010	COLLEGE JEAN JAURES GENCAY	27428,75
	COL00011	COLLEGE ST EXUPERY JAUNAY-MARIGNY	90794,29
	COL00012	COLLEGE RENE CASSIN ISLE JOUDAIN	36137,76
	COL00013	COLLEGE DOCTEUR LEON HUET LA ROCHE POSAY	6760,12
	COL00014	COLLEGE ARTHUR RIMBAUD LATILLE	14822,81
	COL00015	COLLEGE ARSENE LAMBERT LENCLOITRE	6744,82

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
TX	COL00016	COLLEGE JOACHIM DU BELLAY LOUDUN	33775,5
	COL00017	COLLEGE JEAN MONNET LUSIGNAN	9917,78
	COL00018	COLLEGE LOUISE MICHEL LUSSAC-LES-CHATEAUX	82465,16
	COL00019	COLLEGE GEORGES DAVID MIREBEAU	46164,98
	COL00021	COLLEGE JEAN ROSTAND NEUVILLE	10940,6
	COL00022	COLLEGE JARDIN DES PLANTES POITIERS	39776,41
	COL00023	COLLEGE FRANCOIS RABELAIS POITIERS	12763,86
	COL00024	COLLEGE HENRI IV POITIERS	2201,99
	COL00025	COLLEGE FRANCE BLOCH SERAZIN POITIERS	57556,57
	COL00026	COLLEGE JEAN MOULIN POITIERS	5674,24
	COL00027	COLLEGE PIERRE RONSARD POITIERS	23070,45
	COL00028	COLLEGE FERDINAND CLOVIS PIN POITIERS	13528,76
	COL00029	COLLEGE TEOPHRASTE RENAUDOT ST-BENOIT	29932,9
	COL00030	COLLEGE MAURICE BEDEL ST GERVAIS	6324,82
	COL00031	COLLEGE ISAAC DE RAZILLY ST JEAN DE SAUVES	45548,49
	COL00032	COLLEGE PROSPER MERIMEE ST-SAVIN	13688,32
	COL00033	COLLEGE F. & I. JOLIOT CURIE VIVONNE	58576,18
	COL00034	COLLEGE CAMILLE GUERIN VOUNEUIL/VIENNE	84715,83
	COL00035	COLLEGE JOSEPHINE BAKER VOUNEUIL SOUS BIARD	
	PALAISCONG	PALAIS DES CONGRES	
	UTISS1	UTISS 1 LOUDUN	
	UTISS2	UTISS 2 CHATELLERAULT NORD	1444,29
	UTISS3	UTISS 3 CHATELLERAULT SUD	2826,5
	UTISS4	UTISS 4 JAUNAY-CLAN	88045,99
	UTISS5	UTISS 5 CHAUVIGNY	5412,08
	UTISS6	UTISS 6 FONTAINE LE COMTE	2306
	UTISS7	UTISS 7 POITIERS	6037,12
	UTISS8	UTISS 8 CIVRAY	335,28
	UTISS9	UTISS 9 MONTMORILLON	
	VRD	VRD FUTUROSCOPE	1780
		Total Type TO	1913113,56
	08ROC003	CARREFOUR NORD	
	0AR1ICA1	RD12 QUINCAV	
	0ARSIHOP	SIGNALISATION HORIZONTALE PARC	128964,81
	10AE0007	REHABILITATION COLLEGE DE CIVRAY	
	10AE0010	TRANSFORMATION CHAUFFERIE COLLEGE DE GENCAV	
	10AE0013	REMPLACEMENT SELF COLLEGE DE LA ROCHE POSAY	
	10AE0017	DEPLACEMENT SALLE INFORMATIQUE COLLEGE JEAN MONNET LUSIGNAN	
	10AE0018	COLLEGE LUSSAC LES CHATEAUX	
	10AE0020	TX COLLEGE JEAN MOULIN POITIERS	
	10AE0022	TX COLLEGE JARDIN DES PLANTES	
	10AE0027	TX COLLEGE RONSARD POITIERS	
	10AE0029	TX COLLEGE ST BENOIT	
	10AE0030	TX COLLEGE ST GERVAIS LES TROIS CLOCHERS	
	10AE0033	CLOTURE COLLEGE VIVONNE	
	10AE0034	TX COLLEGE VOUNEUIL SUR VIENNE	
	10AFLCD	TV LCD STATION SATELLITE	
	11AFDMS2	AGRANDISSEMENT DMS 2	
	11D42638	POLE TECHNOLOGIQUE FB SERAZIN	
	14KINEMA	TX RENOVATION KINEMAX	
	15DEABLT1	AMENAGTSENTIER DECOUVERTE ENS BOIS DE LA LOGE	
	15MURIMA	MURS SOUTENEMENT IMAX 3D KUBE	
	15URENOV	TRAVAUX DE RENOVATION PLATEAU NIVEAU 4	
	15VE00011	REHABILITATION EXTERNAT JAUNAY CLAN	
	15VE00014	REHABILITATION BAT C COLLEGE DE LATILLE	



Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	15VE00033	EXTENSION REfectoire PREAU RECONSTRUCTION SANITAIRES COLLEGE VIVONNE	
	16AE0150	PLAN INV ARSENE LAMBERT LENCLOITRE	
	16AE0190	PLAN INV GEORGES DAVID MIREBEAU	
	16AE0260	PLAN INV JEAN MOULIN POITIERS	
	16AE0270	PLAN INV PIERRE DE RONSARD POITIERS	
	16AE0290	PLAN INV THEOPHRASTE RENAUDOT ST BENOIT	
	16AOERP	MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE PMR	
	16CLIM	CLIMATISATION CHAUFFAGE 2016	
	16ETANCH	TRAVAUX ETANCHEITE 2016	
	16MDSMON	RESTRUCTURATION MDS MONTMORILLON	
	16RKDX03	ETUDES GENERALES	742,4
	16RKDX04	RD951 CRENEAUX DEPASSEMENT JARDRES CHAUVIGNY	
	16RKDX06	RD611 AMENAGEMENT A 3 VOIES ENTRE COULOMBIERS ET FONTAINE	
	16RKDX07	RD951 DEVIATION DE ST JULIEN L'ARS	28,39
	16RKDX08	LIAISON RD62 PEAGE A10 RD18 JAUNAY CLAN	11808,26
	16RKDX09	LIAISON RD46/RD14 MONT SUR GUESNES	347264,03
	16RKDX10	LIAISON RD46/RD27 LATILLE	1651,45
	16RKDX11	PONT DE BONNEUIL MATOURS	1735151,27
	16RKDX12	RD7 BARRE DE COUHE	7838,17
	16RKDX15	RD347 CRENEAUX DE DEPASSEMENT	408705,47
	16RKDX18	PONT HENRY IV CHATELLERAULT	750337,98
	16RKDX21	RD8B LHOMMAIZE	
	16RKDX23	BARRAGE DE LA FORGE	26255,12
	16RKDX24	RD148 AMENAGT PRESSAC ET DEUX SEVRES	1010
	16RKDX25	RD347 CRENEAU DE DEPASST NEUVILLE MIREBEAU	4094,7
	16RKDX32	RD88 PONTS DE CHATEAU LARCHER	
	16RKDX33	RD 25 DEVIATION CHAUNAY	
	16SAVEUR	TRAVAUX SANITAIRES SAVEURS DU SOLEIL	
	16TXDIVE	PETITS TRAVAUX DIVERS	
	17ABCEIJ	CREATION DU CE ISLE JOURDAIN	784,66
	17ABCTD	CREATION CENTRE TECHNIQUE DEPARTEMENTAL	200
	17ABMDSC	CREATION MDS CHAUVIGNY	
	17AE0170	PLAN INV JEAN MONNET LUSIGNAN	
	17AE0240	PLAN INV HENRI IV POITIERS	1042156,13
	17AE0990	PLAN INV DIVERS COLLEGES	
	17LOEB	PAV 360 LOEB	
	17/Q01	MAINT ET ASSISTANCE PARCK	
	17RROO01	PAPI	94375,77
	18ADAP	TX AMELIORATION ACCESSIBILITE PARC DU FUTUROSCOPE 2017	
	18AE0040	PLAN INV GEORGE SAND CHATELLERAULT	
	18AE0070	PLAN INV C CLAUDEL CIVRAY	
	18AE0170	PLAN INV J MONNET LUSIGNAN	
	18AE0290	PLAN INV TH RENAUDOT ST BENOIT	480
	18AE0990	PLAN INV 35EME COLLEGE	5225977,08
	18ASCENS	ASCENSEURS	
	18CARENA	ARENA FUTUROSCOPE	
	18CVC	CHAUFFAGE VENTILATION CLIM 2018	
	18DEMIRC	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DES COLLEGES	
	18RKDX34	RD347 CRENEAU DEPASSEMENT ETABLES NOIRON	682,53
	18ROXO25	REVISIONS DEFINITIVES	
	18TXVAE	TX VAE ET ESCALIER PAVILLON DE LA VIENNE	
	19ADAP	ADAP 2019	
	19AEB260	PLAN INV JEAN MOULIN POITIERS	29380,23
	19ROXO17	REVISIONS OA	
	19RWEE01	PROGRAMME SPECIAL 2019	
	19RWEL04	RD61 POUANT	

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	20ABLOUD	TRAVAUX EXTENSION MDSP LOUDUN	66274,44
	20ADAP	TRAVAUX D'ADAP 2020	0
	20AEB290	PLAN INV TH RENAUDOT ST BENOIT	427818,77
	20BANCS	RENOVATION DES BANCS DU THEATRE ALPHANUMERIQUE	
	20CVC	CVC ADM 2 ET PAV COM 2020	
	20IMAGES	TRAVAUX IMAGES STUDIO	13788,28
	20RCEC02	RD725 SCORBE CLAIRVAUX	3888,58
	20RKDX37	CALIBRAGE RD12 DESSERT 35EME COLLEGE	3211,95
	20RKDX40	RD24 PARD24 PARKING HISTORIAL	165583,27
	20ROXO26	PARTICIPATION DEPARTEMENTPONT FENEAU OUZILLY	
	20SSI	TRAVAUX DE SSI	8321,52
	21ABFRAP	MDS de Poitiers- EVA-archives	103775,67
	21AEB030	PLAN DE RELANCE ENERGETIQUE JEAN MACE	1004772,59
	21AEB091	PLAN DE RELANCE ENERGETIQUE DANGE ST ROMAIN	896483,13
	21AEB150	PLAN DE RELANCE ENERGETIQUE LENCLOITRE	1097685,85
	21AEB160	REHABILITATION DEMI PENSION ET MISE EN ACCES	33954,45
	21AEB190	RECONSTRUCTION COLLEGE MIREBEAU	31470,94
	21AEB260	PLAN DE RELANCE ENERGETIQUE JEAN MOULIN	1481779,51
	21AEB320	ACCESSIBILITE COLLEGE MERIMEE	46117,81
	21AEBADA	MISE ACCESS COLLEGES PUBLICS	10688,35
	21AEBEVA	EXTENSION DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES ET MDPH	266305,94
	21CAMPICAR	REHABILITATION PARKING ARENA CAMPING CAR CHENIL	1172970,58
	21CENEUV	CE DE NEUVILLE	143120,09
	21NUMERI	GROUPE FROID CITE DU NUMERIQUE	
	21PARC	TRAVAUX DIVERS 2021 PARC	41436,79
	21PARVIS	PARVIS AMPHI 300 PALAIS DES CONGRES	47097,85
	21PDCINV	TX INVESTISSEMENT PDC 2021	4327
	21RAFP03	RD1 ST JULIEN L ARS	1058,38
	21RBFL02	RD725 COUSSAY LES BOIS	50673,3
	21RCFL04	RD725 SCORBE CLAIRVAUX	89130,21
	21RCFL08	RD14 PLEUMARTIN	31739,3
	21RCFP10	RD20 JARDRES	35737,73
	21RCFT03	RD749 CHAUVIGNY	
	21RDFT02	RD727 GOUEX	612,09
	21RDKI01	RD18 AMBERRE	1136,09
	21RDKI02	RD725 MAZEUIL	1891,01
	21RDKI04	RD18 ST JEAN DE SAUVES	1265,26
	21RDKL01	RD23 COLOMBIERS	105000,01
	21RDKL03	RD1 ANTRAN	74166,67
	21RDKL04	RD1 ANTRAN	74660,36
	21RDKL05	RD725 COUSSAY LES BOIS	50192,06
	21RDKL06	RD0 MONTHOIRON	3078,24
	21RDKP05	RD4 MARNAY	11226,12
	21RDKT01	RD13 VERRIERES	32187,28
	21RDKW01	RD8 LE VIGEANT	2676,32
	21RDKW02A	RD727 PAYROUX	13980,28
	21RHBP01	RD910 DISSAY CARREFOUR LONGEVE	
	21RHFL01	RD82 BEAUMONT ST CYR	
	21RHKL01	RD15 VOUNEUIL SUR VIENNE	94531,78
	21RHKL02	RD749 BONNEUIL MATOURS	49136,77
	21RKKL01	RD910 LES ORMES	7260
	21RKKP01	RD910 JAUNAY MARIGNY	3228,73
	21ROCD01	RD22 DANGE ST ROMAIN	0
	21ROED02	RD755 LATHUS ST REMY	
	21ROED11	RD161 PONT ALBERT CAMUS CHATELLERAULT	439,33
	21ROED12	RD103 BIEF DE CONFORTE ST MACOUX ST SAVIOL	33430

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	21ROED13	DEVEGETALISATION DES OUVRAGES D'ART	11600
	21RRJL03	REVISIONS OPERATIONS	23550,7
	21RRPE01	REVISIONS	44852,84
	22ACCES	CONTROLE ACCES FUTUROSCOPE	
	22CHAMBRE	POSE DE CHAMBRE TELECOM	14415
	22CLIM	TRAVAUX DE CLIMATISATION	16147,74
	22DB0010	EXT REHAB VIE SCOLAIRE MEA J VERNE	3907,5
	22DB0130	MEA CONSTRUCTION PREAU DR LEON HUET	
	22DB0160	AGRANDISSEMENT CUISINE J DU BELLAY	
	22DB0310	MEA AGR COUR ISAAC DE RAZILLY	41822
	22DEDAAT	ETUDES DIAGNOSTICS DAAT BATIMENTS ET COLLEGES	7500
	22/E1	MODULAIRES COLLEGE LUSSAC LES CHATEAUX	159941,52
	22FONCT	TRAVAUX FONCTIONNEMENT PARC	17677,59
	22PARC	TRAVAUX DIVERS PARC 2022	379375,84
	22PDCINV	TRAVAUX PALAIS DES CONGRES INVESTISSEMENT 2022	13060,16
	22RAFI01	RD15 SAINT-CLAIR	46483,12
	22RAFI03	RD19 SAIX / MORTON	35228,51
	22RAFI04	RD19 MORTON	52007,95
	22RAFI05	RD19 CRAON	5600,44
	22RAFI06	RD24 CEAUX EN LOUDUN	66376,44
	22RAFI07	RD27 CHERVES	24567,52
	22RAFI09	RD68 MONTS SUR GUESNES	42490,12
	22RAFI10	RD725 MIREBEAU	37352,73
	22RAFL02	RD11H VICQ SUR GARTEMPE	6298,49
	22RAFL03	RD17 ARCHIGNY BONNES	87745,2
	22RAFL04	RD75 OYRE MAIRE COUSSAY LES BOIS	68756,37
	22RAFP01	RD 18 AVANTON	38357,14
	22RAFP02	RD 27 CHERVES	61610,36
	22RAFP03	RD 95 LES ROCHES PREMARIES/AND	43549,06
	22RAFT01	RD9 PAIZAY LE SEC PR 34,550 AU PR 41,000	121939,48
	22RAFT02	RD33 JOURNET PR 7,264 AU PR 12,420	55924,59
	22RAFT03	RD33 JOURNET PR 13,221 AU PR 14,972	14274,15
	22RAFT04	RD119 HAIMS PR 0,850 AU PR 6,030	52416,15
	22RAFW01	RD11 MILLAC PR 67,850 AU PR 72,290	74961,51
	22RAFW02	RD100 MAUPREVOIR PR 24,850 AU PR 26,901	26583,33
	22RAFW03	RD159 CHAMPNIERS PR 0,000 AU 2,880	22571,01
	22RBFL01	RD3 PLEUMARTIN	60833,33
	22RBFP01	RD 4 ST BENOIT	40459,09
	22RBFP02	RD 7 BOIVRE LA VALLEE	49093,79
	22RBFP03	RD 94 CURZAY SUR VONNE	26391,34
	22RBFP04	RD 742 CELLE L&#8217;EVESCAULT	42956,9
	22RBFP05	RD169 JAUNAY MARIGNY	
	22RBFT01	RD729 SAULGE DU PR 5,250 AU PR 10,600	34508,55
	22RCFI01	RD23 SAMMARCOLLES	44256,31
	22RCFI05	RD53 BEUXES	33290,89
	22RCFI06	RD52 MARTAIZE	
	22RCFI07	RD24 VOUZAILLES	
	22RCFL02	RD757 LENCLOITRE	
	22RCFL03	RD725 LENCLOITRE	
	22RCFL04	RD9 MONTHOIRON	31241,75
	22RCFL05	RD132 AVAILLES EN CHATELLERAULT	
	22RCFL06	RD910 CHATELLERAULT	42621,5
	22RCFP01	RD 742A VIVONNE	54294,71
	22RCFP02	RD144 MARNAY	
	22RCFP03	RD741 SMARVES	
	22RCFP05	RD4/95 ITEUIL	

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	22RCFP06	RD757 ST MARTIN LA PALLU	
	22RCFP07	RD4 ST GEORGES LES BX	
	22RCFP08	RD20 ST GEORGES LES BX	
	22RCFP09	RD20 ST GEORGES LES BX	
	22RCFT01	RD118 HAIMS	24699,5
	22RCFT02	RD119 HAIMS	22855,92
	22RCFT03	RD727 MAZEROLLES DU PR 34, 1829 AU PR 34,834	182728,45
	22RCFW01	RD10 LA FERRIERE AIROUX	94600,36
	22RCFW02	RD10 LE VIGEANT	1124,17
	22RCFW03	RD106 VOULEME	37831,03
	22RCFW04	RD28 PAYROUX	23255,25
	22RCFW06	RD741 ST MARTIN L'ARS DU PR 44,182 AU PR 44,400	
	22RDFL01	RD1 ANTRAN	55833,33
	22RDFL02	RD58 BUXEUIL	48180,71
	22RDFP01	RD 18 CHASSENEUIL DU POITOU	58740,39
	22RDFP02	RD20D JAUNAY MARIGNY GIR20	40670,7
	22RDFP03	RD62 JAUNAY MARIGNY GIR50	68697,16
	22RDFP04	RD95 MARCAY	56037,85
	22RDFP05	RD 742 MARIGNY CHEMEREAU	
	22RDFT01	RD11 PINDRAY PR 34,361 AU PR 3	35693,75
	22RDFT02	RD675 LATRIMOUILLE PR 8,500 AU PR 9,900	10871,02
	22RDFW01	RD4 CHAMPAGNE SAINT HILAIRE PR 44,800 AU PR 45,900	77572,06
	22RDFW02	RD97C VALENCE EN POITOU PR 0,020 AU PR 0,823	94881,8
	22RDFW03	RD727 USSON DU POITOU PR 58,000 AU PR 58,650	96795,18
	22REEENI	TRAVAUX DIVERS VOIRIE	259538,81
	22RFFI01	RD19 SAIX	
	22RFFI02	RD20 MOUTERRE-SILLY	
	22RFT01	RD54 LATHUS PR 27,046 AU PR 36,113	31665,3
	22RFT02	RD116 SILLARS PR 7,997 AU PR 1	20831,45
	22RFW01	RD110 PRESSAC PR 6,500 AU PR 15,000	28302,06
	22RFW02	RD741 MAUPREVOIR PR 45,000 AU PR 55,000	26667
	22RGAD01	PAPI	11569,02
	22RHBC02	RD757 GIRATOIRE AVEC 21 ET 43 VENDEUVRE	440
	22RHBP01	CARREFOUR DE LONGEVE	2627,84
	22RHFL01	RD14 38 SENILLE ST SAUVEUR	
	22RHFW01	RD103 CHARROUX	19163,3
	22RHFW02	RD103 CHARROUX	67716,92
	22RJJD08	REVISIONS OPERATIONS OA	48,88
	22RJLI01	RD24 MAULAY	15000
	22RJLI02	RD24 VERRUE	8333,33
	22RJLI03	RD24 CHAMPIGNY EN ROCHEREAU	11079,17
	22RJLI04	RD39 CURZAY SUR DIVE	20833,33
	22RJLI05	RD41 COUSSAY	8333,33
	22RJLI06	RD71 MARTAIZE	8333,34
	22RJLP01	RD 18 SEVRES ANXAUMONT	
	22RJLP02	RD 18 ST JULIEN L&#8217;ARS	
	22RJLP03	RD 21 BOIVRE LA VALLEE	
	22RJLP04	RD 26 SAINT SAUVANT	9340,45
	22RJLP05	RD 31 ASLONNES	
	22RJLP06	RD 40 BERUGES	
	22RJLP08	RD 85 MONTAMISE	
	22RJLP09	RD 95 ITEUIL	
	22RJLT01	RD118 PINDRAY	15000
	22RJLT02	RD12 BOURESSE	11250
	22RJLT03	RD33 SAINT LEOMER	2807,8
	22RJLT04	RD101 BOURESSE	13333,33

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	22RJLW01	RD4 CHATAIN	20833,33
	22RJLW02	RD25 QUEAUX	20416,67
	22RJLW03	RD28 MOUTERRE SUR BLOURDE	30579,17
	22RJLW04	RD36 CHATEAU GARNIER	18750
	22RJLW05	RD103 CHARROUX	26250
	22RKFI01	RD347 ANGLIERS	25239,7
	22RKFI04	RD347 LOUDUN	
	22RKFI05	RD347 VARENNES	
	22RKFL01	RD725 COUSSAY LES BOIS	66666,67
	22RKFL02	RD725 THURE	98026,19
	22RKFL03	RD749 VOUNEUIL SUR VIENNE	10107,89
	22RKFL04	RD910 CHATELLERAULT	15721,09
	22RKFL05	RD749 BONNEUIL MATOURS	
	22RKFP01	RD741 SMARVES	97760,6
	22RKFP02	RD741 MARNAY	156948,87
	22RKFP03	RD347 NEUVILLE DE POITOU	143705,53
	22RKFT01	RD727 MONTMORILLON PR 23.273 AU PR 24,305	139406,17
	22RKFT02	RD727 MONTMORILLON PR 24,900 AU PR 25,520	104114,61
	22RKFT03	RD951 SAINT SAVIN PR 37,000 AU PR 37,500	56935,9
	22RKFW01	RD148 PRESSAC PR 4,396 AU PR 4,653	38333,34
	22RKFW02	RD148 PRESSAC PR 3,025 AU PR 4,395	153633,33
	22RKFW03	RD148 SAVIGNE PR 26,852 AU PR 26,852	107368,1
	22RNLREE	TRAVAUX DIVERS MOIJ	61630,26
	22ROCC01	PONT DE BONNEUIL MATOURS	204900,89
	22ROCD02	PONT HENRI IV TRAVAUX	412118,75
	22ROCD03	BARRAGE DE LA FORGE	352111,86
	22ROCD04	PONT DE MARIGNY CHEMEREAU	492401,54
	22ROCD05	RD88 PONT DE CHATEAU LARCHER	6106,75
	22ROED01	RD82-BEAUMONT ST CYR	201677,57
	22ROED02	RD757-MIGNE AUXANCES	98838,2
	22ROED05	REMISE EN PEINTURE GARDE CORPS DES OA	72505,81
	22ROED06	RD29 OUVRAGES BOURG SUR LA CLOUERE ST SECONDIN	34823,82
	22ROED07	RD741 AQUEDUC USSON DU POITOU	88118,88
	22ROED09	DEVEGETALISATION OUVRAGES DART	1044
	22ROED11	ENLEVEMENT DES EMBACLES	26513,6
	22ROED12	RD951 PONT NEUF SUR LA GARTEMPE SAINT SAVIN	
	22ROED13	RD12 MUR DE MASSEUIL QUINCAY	
	22ROED14	RD103 OUVRAGE SUR CHARENTE ASNOIS	
	22ROED15	VOOIE VERTE PONT CHAMAILLARD SAIRES ET BERTHEGON	
	22ROED16	RD161 CHATELLERAULT	
	22RPAB01	ETUDES GENERALES ET PROVISION ETUDES	6711,5
	22RRJP01	REVISIONS	4130,88
	22RTLPO1	RD21 NEUVILLE TX COMPLEMENT CAVITE	8060,33
	22RWAL03	RD5 RECALIBRAGE PORT DE PILES	5892
	22RWAT02	RD7 COUHE CIVRAY 2EME ET 3EME TRANCHE (ETUDES)	387,04
	22RYAC01	MISE A 2X2 VOIES D UNE SECTION SECTEUR DE VERRUE	932026,2
	22RYAC02	MISE A 2X2 VOIES ENTRE ETABLES EET NEUVILLE	3551,53
	22RYAC04	AMENGT VIRAGES DES BOURBES	4451,77
	22RYAC08	RD611 AMENAGT 3 VOIES ENTRE COULOMBIERS ET FONTAINE	15114,76
	22RYAC10	RD7 BARREAU DE COUHE	6157
	22RYAC11	RD347 CRENEAU DE DEPASST ETABLES NOIRON	77,07
	22RYAI03	LIAISON RD46 RD24 RD14 MONTS SUR GUESNES	14369,58
	22RYAI06	PARKING DE L HISTORIAL	52518,31
	22RYAT05	DEVIATION DE CHAUNAY	
	22STUDIO	TX RENOVATION STUDIO GRILL	359,05
	5VE00002	RECONSTRUCTION EXTERNAT COLLEGE RABELAIS	

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
UF	5VE00003	SEGPA COL DESCARTES	
	5VE00009	TOITURES ET Puits DE JOUR	
	6VZ00002	RECONSTRUCTION COLLEGE JAUNAY CLAN	
	7AROA013	VRD ZAC TELEPORT	
	8ABFDISS	ENLEVEMENT D'EMBACLES	
	8AFARTHUR	REMPLACEMENT DE CHASSIS EXTERIEURS	
	8ARBATIC	ARTHUR ET LES MINIMOYS	
	8ARBATIL	TRAVAUX BATIMENTS SUBDI CENTRE	
	8ARBATIL	TRAVAUX BATIMENT LOUDUN	
	8ARST005	TRAVAUX BATIMENT LOUDUN	
	8RFOLCH1	RD742 CELLE L'EVESCAULT	
	8VE00001	RD910/18 LA FOLIE CHASSENEUIL	
	8VE00003	COLLEGE DE LUSIGNAN SALLES DE SCIENCES	
	8VE00003	SALLES SCIENCES COL ST GERVAIS	
	8VE00004	SALLES SCIENCES COL MIREBEAU	
	8VE00006	CLASSES MODULAIRES ET EXTENSION COLLEGE ARTHUR RIMBAUD LATILLE	
	8VE00007	LOGEMENTS FONCTION COLLEGE JEAN ROSTAND NEUVILLE DE POITOU	
	8VE00008	EXTENSION COLLEGE NEUVILLE	
	9AE00009	CHAUFFAGE COLLEGE BELLEVUE DANGE ST ROMAIN	
	9AE00019	CLASSE COMPLEMENTAIRE G DAVID	
	9AFALPHA	RENOVATION THEATRE ALPHANUMERIQUE	
	9AFGTC	TX ELECTRIQUES GTC	
	9AFIMAGI	AMENAGEMENT SALLE IMAGIC	
	9AFPALAI	TX PALAIS DES CONGRES	
	9AFPRESH	PRE-SHOW PAVILLON DE LA VIENNE	
	9AFSOLID	REFECTION SOLIDO	
	9AFTHEAT	AMENAGEMENT MOE	
	CREPEVOL	TRAVAUX CREPE VOLANTE	3026,65
	REMPMIRE	REPARATION REMPARTS COLLEGE DE MIREBEAU	304563
	SSI2021	TX SSI 2021	573399,99
		Total Type TX	26777760,89
	09/Q4	CHARTRE GRAPHIQUE SITE INTERNET	
	09/Q6	MAINTENANCE LOGICIEL DELOS	
	09/Y4	HAUT DEBIT ZONE D'OMBRE CELLE L'EVESCAULT	
	10/T12	COVOITURAGE SUR LE TERRITOIRE POITOU CHARENTES	
	10/Y1	LIEN TRES HAUT DEBIT TECHNOPOLE	
	11/M1	OUTIL DE POSITIONNEMENT ET D'ACCOMPAGNEMENT	
	11/R3	VIABILITE HIVERNALE	
	12/G1	IMPRESSION ACCORD CADRE	
	12/T4	TRANSPORT A LA DEMANDE CANTON DE CHARROUX	
	13/Y4	FOURNITURE LIEN TRES HAUT DEBIT POUR LA TECHNOPOLE	
	14/R9	SCHEMA DEPARTEMENTAL DE L'EAU	
	14/Y3	ENTRETIEN TOITURE TERRASSE	
	14/Y5	RESTRUCTURATION BATIMENT TELEPORT 4	
	15/J5	HEURES VAGABONDES	
	15/Q10	MAINTENANCE ASSISTANCE ORPHEE	
	15/Q6	SUIVI PROGICIEL IODAS	
	15/Q7	SUIVI PROGICIEL ASTRE GF	
	15/Q9	MAINTENANCE ASSISTANCE SUPPORT MARCO	
	15/Y3	TRES HAUT DEBIT	45878,39
	16/J5	HEURES VAGABONDES 2016	
	16/J6	PLAN JEUNESSE	
	16/Q13	SIG-SIR(SYSTEME INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET ROUTIER)	
	16/Q3	MAINTENANCE ET ASSISTANCE PORTAIL DOCUMENTAIRE BDP ET PRESTATIONS ASSOCIEES	
	17/J6	HEURES VAGABONDES	
	17/J7	AMO ARENA FUTUROSCOPE	
	17/L1	EMISSION DE CHEQUES EMPLOI SERVICE UNIVERSEL	11474,17



Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	17/L2	TRANSPORTS DE PERSONNES	
	17/M1	TITRES RESTAURANT	
	17/N3	PORTAIL ENTREPRISE SNCF	
	17/Q10	AMO TELECOM	
	17/Q11	EXTENSION WIFI	
	17/Q12	MAINTENANCE ARKHEIA	
	17/Q13	MAINTENANCE DELOS	9750
	17/Q14	MAINTENANCE GESTOR	
	17/Q15	MAINTENANCE TELEPHONE CD86 ET COLLEGES	860
	17/Q16	COLLECTE DEEE	
	17/Q17	MAINTENANCE LE SEMAINIER	
	17/Q18	LOGICIEL GESTION MARCHE	
	17/Q2	MAINT ASSISTANCE MICRO SAT	
	17/Q3	MAINTENANCE ET ASSISTANCE SESAME	
	17/Q4	MAINTENANCE ASSISTANCE DU SYSTEME DE GESTION IMPRESSION DOC NUMERISES	
	17/Q8	ASSISTANCE SYSTEME DECISIONNEL	
	17/Y2	NETTOYAGE SITE DU FUTUROSCOPE	729,97
	17/Y3	PIG HABITER MIEUX	299679,82
	18/J5	HEURES VAGABONDES 2018	
	18/J6	PLAN JEUNESSE	
	18/N4	PORTAIL SNCF	
	18/Q1	MAINTENANCE ET ASSISTANCE HUBER	
	18/Q2	SUIVI LOGICIEL PEGASE	9710,63
	18/Q4	SUIVI PROGICIEL EASYVISTA	
	18/Q5	SUIVI PROGICIEL ARCHINOE	4015,2
	18/Q7	SUIVI PROGIEL OASIS	2898,98
	18/Q8	SIF SIR	95221,2
	18/Q9	ACQUISITION LOG E.SEDIT RH	18180
	18/R12	ACHAT VEHICULES LIGAP	524376,72
	18/Y2	ENTRETIEN TOITURE TERRASSE	4239,39
	19/F1	FINANCEMENT TRAVAUX ARENA	27266844,8
	19/J1	PLAN JEUNESSE	
	19/J8	HEURES VAGABONDES 2019	
	19/N3	PORTAIL SNCF	
	19/Q10	MAINTENANCE SUPPORT SIGNAL	
	19/Q11	PLATEFOME DEMAT MARCHES PUBLICS LOCAL TRUST MPE	
	19/Q12	MAINTENANCE SOLUTION GESTION DU TEMPS DE TRAVAIL INCOVAR	
	19/Q14	MAINTENANCE SUPPORT ASTRE GF	84153,81
	19/Q2	MAINT SUPPORTS MENSURA GENIUS	1200
	19/Q3	HEBERGEMENT VISUAL COURSE	8333,08
	19/Q4	MAINTENANCE ET ASSISTANCE SCORE PRIV@CY ET COMPLIANCE	850
	19/Q5	MATERIEL IMPRESSION	86345,48
	19/Q6	PRESSES NUMERIQUES	39488,61
	19/Q7	PREST GESTION DEP TELECOM	
	19/Q8	REFONTE SITE INTERNET DEPARTEMENT	19385
	19/Q9	SITE INTERNET MUTUALISE ARCHIVES DEPARTEMENTALES 79 ET 86	5185,51
	19/R11	SIGNALISATION HORIZONTALE	67,5
	19/R4	ETUDE SURVEILLANCE OUVRAGES A	
	19/R5	MARCHE DE MAINTENANCE DE VEHICULES ET D'ENGINS	
	19/R6	MARCHE ENTRETIEN ET FOURNITURES POUR TRACTEURS ELAGUEURS DOUSSET MATELIN	62769
	19/R7	MARCHE ENTRETIEN ET FOURNITURES VSV ET ACCESSOIRES NOREMAT	39114,59
	19/R8	MARCHE ENTRETIEN ET FOURNITURES OUTILS DE FAUCHAGE NOREMAT	151810,07
	19/R9	MARCHE ENTRETIEN ET FOURNITURES CHARGEURS ENGINS GARAGE DE LA BOIVRE	60335,96
	19/W9	PLATEFORME SYSTEME INFORMATION TOURISTIQUE DEPARTEMENTAL	9435
	19/Y1	ESPACE VERT	
	20/J1	PLAN JEUNESSE	

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	20/Q1	MAINTENANCE ET SUPPORT SYRACUSE	7661,36
	20/Q10	MAINTENANCE ET SUPPORT IODAS	73927,81
	20/Q11	MAINTENANCE ET ASSISTANCE SUIPI	2494,76
	20/Q13	PREST ASS SHAREPOINT ET 0365	
	20/Q15	PREST ASS BASE DONNEES	3375
	20/Q16	SOLUTION DEMAT MARCHES PUBLICS	11250
	20/Q17	MAINTENANCE CAISSES RESTAURANTS ADMINISTRATIFS	2427,54
	20/Q18	PRESTATION LOGICIEL AS@LAE	56633,33
	20/Q2	MAINTENANCE ET SUPPORT SCRIBE	4119,94
	20/Q3	HEBERGEMENT MAINTENANCE ET SUPPORT ACTEURCS	12848,4
	20/Q4	MAINTENANCE ET SUPPORT HORUS	47246,42
	20/Q5	MAINTENANCE ET SUPPORT REGARDS	7423,04
	20/Q6	EXT WIFI DPTX ET COLLEGES	47478,26
	20/Q7	FOURNITURE CERTIF ELEC	4715
	20/Q8	MAINT ET SUPPORT ORPHEE	12079,28
	20/Q9	MAINTENANCE ET SUPPORT SATELL	5379,63
	20/R10	MARCHE CARBURANTS	632260,43
	20/R4	ETUDE SURVEILLANCE OA 2020	804,07
	20/R8	ENROBES	
	21/E1	PLAN EQUIPEMENT NUMERIQUE COLLEGES PUBLICS ET PRIVES	92667,24
	21/J1	PLAN JEUNESSE	9304,74
	21/J6	SPORT ENTREPRISE	367,91
	21/J7	HEURES VAGABONDES 2021	
	21/N2	CONTRAT ESSAI STE INSERTION SAS HARPE	42467,7
	21/N3	PORTAIL SNCF	
	21/Q1	Maint et ass AstreRH Formasoft	
	21/Q10	ORDINATEURS PORTABLES	63218,91
	21/Q11	MAINTENANCE ET ASSISTANCE PEGASE BOURSE	
	21/Q12	Maint et ass Pegase ACADE	12340
	21/Q13	Maint et ass ARKHEIA	6928
	21/Q14	Ass Astre RH/Formasoft	
	21/Q2	Prestation assistance système décisionnel	5850
	21/Q3	Heberg, maint, support Easy Vista	34044,94
	21/Q4	MAINT ASSISTANCE PARCK PILOTE	
	21/Q6	Maintenance, exploitation téléphone fixe CD 86	6766,35
	21/Q7	Maint, ass et supports MICROSAT et presta associées	
	21/Q8	Héberg, maint et supports Webtrafic et presta associées	
	21/R2	TRAVAUX ENTRETIEN VOIRIE OA (21RDOL03)	22800,74
	21/R3	ETUDE SURVEILLANCE OA (21REGD01)	10535,19
	21/R4	ENTRETIEN ET FOURNITURES POUR CAMION ET EQUIPEMENTS ASSOCIES	208475,7
	21/R5	SIGNALISATION VERTICALE	135987,83
	21/R6	SIGNALISATION HORIZONTALE	19408,49
	21/R7	GLISSIERES DE SECURITE	5297,34
	21/R8	ENROBES	51614,98
	21/Y1	ESPACES VERTS	54835,02
	22/E2	TNE TRANSFERT DE COMPETENCES DTN	
	22/E3	TNE LABORATOIRE NUMERIQUE ET MOBILITE COLLEGE JEAN ROSTAND NEUVILLE	
	22/G1	RECEPTION 1ER JUILLET 2022	25925,46
	22/G2	ETATS GENERAUX DU HANDICAP	18901,94
	22/J1	PLAN JEUNESSE	41063,45
	22/J2	CARAVANE DES SPORTS	11963,41
	22/J3	ORGANISATIONS MANIFESTATIONS	1553,87
	22/J4	STAGE SCIENCE ET SPORT	3450
	22/J5	PLAN SPORTS 2024	13971,78
	22/J6	SPORT ENTREPRISE	1290,27
	22/J7	HEURES VAGABONDES 2022	358840,3

Type	Code Nomen	Nomenclature	Mandaté HT
	22/N1	ABONNEMENT REPERES	3805,84
	22/Q1	MAINTENANCE ET ASSISTANCE MARCOWEB	10824
	22/Q10	LICENCE MICROSOFT 365	258334,56
	22/Q11	MISE EN PLACE DU PLAN TRANSITION NUMERIQUE	
	22/Q3	MAINTENANCE ASSISTANCE DELOS	
	22/Q4	MATERIEL DE SAUVEGARDE	
	22/Q5	MAINT ET ASSIST PEGASE BOURSE	15421,67
	22/Q6	HEBERGEMENT ET MAINTENANCE TRANSOLAIRE	3408,77
	22/Q7	MAINTENANCE GESTOR	
	22/Q8	BOITIER FORTIGATE	
	22/Q9	PRESTATION AUDIT SAE AMADEO	1290
	22/R1	FOURNITURE DE VOIRIE OA (22ROLD01)	7943,59
	22/R2	TRAVAUX ENTRETIEN VOIRIE OA ( 22ROLD03)	49724,98
	22/R3	ETUDE ET SURVEILLANCE PATRIMONIAL OA (22REGD01)	20230,36
	22/R4	SIGNALISATION VERTICALE	78064,32
	22/R5	SIGNALISATION HORIZONTALE	1449369,77
	22/R6	GLISSIERES DE SECURITE	17920,74
	22/R7	ENROBES	651941,56
	22/R8	MARCHE FOURNITURE POSE REPARATION DE PNEUMATIQUES	20786,73
	22/Y1	PRESTATION NETTOYAGE TECHNOPOLE	67018,69
	22/Y2	MAINTENANCE BATIMENTS TECHNOPOLE FUTUROSCOPE	21449,88
		Total Type UF	33731864,17
		Total général	72 895 329,09

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Mission Commande Publique

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### COMPTE-RENDU SUR LES MARCHES PUBLICS PASSES EN 2022

En application de l'article L 3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Départemental m'a donné délégation de pouvoir prendre, pour la durée de mon mandat, *« toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant les avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »*.

Ce même article fait obligation au Président de rendre compte au Conseil Départemental, de l'exercice de cette compétence.

En application de ces dispositions, vous trouverez, ci-joint, au titre de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2022, l'ensemble des marchés qui ont été passés, soit un total de 273 marchés notifiés.

Il est à noter que la répartition des marchés selon leur nature est la suivante :

- Travaux : 32%
- Fournitures Courantes : 24%
- Services : 44%

En outre, la Commission d'Appel d'Offres (CAO) s'est réunie à huit reprises jusqu'au 30 septembre 2022 et un jury de concours de maîtrise d'œuvre s'est réuni à deux reprises.

- Modifications de marchés (avenants) : 4 avis délivrés par la CAO (pour 7 avenants);
- Jury de concours : 2 (le 30/03/2022, pour l'analyse des candidatures au marché de maîtrise d'œuvre puis le 14/09/2022, pour l'analyse et le classement des projets de maîtrise d'œuvre relatifs à la création d'un pôle socio-éducatif et sportif sur la commune de Mirebeau)
- Marchés : 13 dossiers qui ont donné lieu à l'attribution de 25 lots.

Pour les dépenses mandatées en 2022, arrêtées au 18/10/2022, le montant total s'élève à 72 895 329.09€ HT. Sur l'ensemble de ces dépenses, la répartition géographique des fournisseurs ou prestataires est globalement la suivante :

- Département de la Vienne : 35%
- Nouvelle Aquitaine (hors Vienne) : 5%
- France (hors Nouvelle Aquitaine) : 57%
- Hors France : 1%
- Non déterminé : 2%

Le présent rapport est complété des annexes suivantes :

- Annexe n°1 : Liste des marchés conclus du 01/01/2022 au 30/09/2022 ;
- Annexe n°2 : Liste des modifications de marchés, avec ou sans incidences financières, passées du 01/01/2022 au 30/09/2022 ;
- Annexe n°3 : Liste des dépenses mandatées du 01/01/2022 au 18/10/2022 ;

**Je vous propose de prendre acte de ce rapport.**



Je vous invite à prendre acte.

Je passe la parole à Guillaume pour les subventions Fonds Social Européen (FSE).

#### **48. Subvention globale FSE 2021-2027 Création d'une autorisation d'engagement**

**Guillaume DE RUSSÉ :** Vous savez que le 17 mars dernier nous avons posé notre candidature pour être organisme intermédiaire dans le cadre de la programmation Fonds Social Européen + (FSE+) pour la période du mandat 2021-2027. Bonne nouvelle, nous avons reçu de la part de la Préfète de Région une enveloppe de 5 442 486 € pour favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail. Il convient maintenant d'autoriser le Président à signer la demande de subvention. Je pense que nous serons assez d'accord là-dessus.

**Alain PICHON :** C'est bon.

**Guillaume DE RUSSÉ :** Surtout de créer une autorisation d'engagement pour la gestion de ces crédits FSE à hauteur de 5 442 486 €. Je pense que vous avez dans votre délibération la répartition sur les années à venir. Voilà, bref et concis.

**Alain PICHON :** Absolument. Merci Guillaume. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté.



## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

DEMANDE DE SUBVENTION GLOBALE FSE+ 2021-2027  
CREATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

## DECIDE :

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la demande de Subvention Globale FSE+ et tout document y afférant,
- de créer une autorisation d'engagement pour la gestion des crédits FSE+ d'un montant de 5 442 486 € avec l'échéancier suivant :

*En euros*

		ECHEANCIER	
		ANCIEN	NOUVEAU
MONTANT AP/AE			5 442 486,00
MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT	Antérieurs		
	N		600 000,00
	N+1		1 000 000,00
	N+2		1 050 000,00
	N+3		1 050 000,00
	N+4		1 742 486,00
Reste à financer		0,00	0,00
IMPUTATION			

## ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006988-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique

Direction du Budget et des Finances

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### SUBVENTION GLOBALE FSE 2021-2027 CREATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT

Le Fonds Social Européen (FSE) s'inscrit dans la stratégie de l'Union Européenne visant à favoriser une croissance intelligente, durable et inclusive dans le cadre d'une politique de cohésion économique, sociale et territoriale.

Les Départements, en qualité de chefs de file des politiques d'insertion, sont directement concernés par cet outil communautaire, le FSE venant soutenir les politiques d'insertion qu'ils conduisent.

Par délibération de la Commission Permanente en date du 17 mars 2022, vous m'avez autorisé à déposer la candidature du Département pour être Organisme Intermédiaire dans le cadre de la programmation du Fonds Social Européen + pour la période 2021-2027 et assurer la gestion d'une subvention globale.

La détermination du contenu de la convention de gestion de la subvention globale FSE+ est en cours. Toutefois, par courrier en date du 16 juin 2022, la Préfète de Région a alloué au Département une enveloppe de 5 442 486 €.

En vue de la gestion et de la programmation pluriannuelles des crédits FSE+, il est nécessaire de créer une autorisation d'engagement.

**Je vous propose de créer une autorisation d'engagement pour la gestion des crédits FSE+ d'un montant de 5 442 486 € avec l'échéancier suivant :**

*En euros*

		ECHEANCIER	
		ANCIEN	NOUVEAU
MONTANT AP/AE			5 442 486,00
MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT	Antérieurs		
	N		600 000,00
	N+1		1 000 000,00
	N+2		1 050 000,00
	N+3		1 050 000,00
	N+4		1 742 486,00
	Reste à financer	0,00	0,00
IMPUTATION			

■ ■  
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

Claude.

#### **49. Décision Modificative n° 3 de 2022**

**Claude EDELSTEIN :** Il s'agit de la DM3 que j'ai présentée hier en Commission des finances. Trois grandes parties :

- La première est de redistribuer le crédit non consommé sur le RSA de 4 900 000 € sur d'autres dépenses de solidarité, particulièrement pour les APCH ;
- La deuxième est l'ajustement de la réserve DMTO. Profiter de la hausse des recettes DMTO pour les affecter comme le prévoit le décret de juillet 2022 dans une enveloppe de réserve pour faire face aux différentes problématiques des investissements. Cela porterait l'enveloppe à 16 000 000 € pour autofinancer une part de nos investissements ;
- La troisième est la clôture d'opération concernant la LGV financée par le Département à hauteur totale de 5 656 562 €. Ici, il convient d'enregistrer en recettes et en dépenses 83 000 €.

**Valérie DAUGE :** Y a-t-il des interventions ? Non. Nous mettons aux votes. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté, je vous remercie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL**

Séance du 16 décembre 2022

**DECISION MODIFICATIVE N° 3 DE 2022**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à inscrire :
  - en recettes, 5 000 000 € supplémentaires au titre des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO),
  - en dépenses, 5 000 000 € sur le compte « mise en réserve – surplus des DMTO », afin de porter la mise en réserve d'une partie des DMTO de l'exercice 2021 à hauteur de 16 000 000 €, cette réserve étant dédiée au financement prévisionnel des projets d'investissement du territoire,
  - un crédit de 83 000 € en dépenses et en recettes afin de permettre de clôturer l'opération d'aménagement foncier « LGV-SEA Paris-Poitiers-Bordeaux »,
- d'adopter le projet de décision modificative n° 3 pour l'année 2022 en recettes et en dépenses, conformément au détail fourni en annexe.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006986-DE
Date de publication	22/12/2022

## VIREMENTS DE CREDITS DM3 2022

### BUDGET PRINCIPAL

#### I. INVESTISSEMENT

Imputation			Libellé	Virement (-)	Virement (+)
Chap.	Fonct.	Nature			
204	928	20422	Subventions d'équipement personnes privées bâtiments et installations	-15 000 €	
21	738	2118	Autres terrains	-175 000 €	
21	738	2157	Matériel et outillage technique		15 000 €
21	621	2157	Matériel et outillage technique	-700 000 €	
23	621	23151	Réseaux de voirie		700 000 €
27	738	2748	Autres prêts		175 000 €
				<b>-890 000 €</b>	<b>890 000 €</b>

#### II. FONCTIONNEMENT

Imputation			Libellé	Virement (-)	Virement (+)
Chap.	Fonct.	Nature			
011	0201	6184	Versements à des organismes de formation	-16 000 €	
011	0201	62878	Remboursement de frais à des tiers	-5 000 €	
011	0201	6288	Autres	-56 130 €	
011	50	6251	Voyages déplacements et missions	-45 000 €	
011	50	62268	Autres honoraires conseils	-20 000 €	
011	58	6184	Versements à des organismes de formation	-18 000 €	
012	50	64111	Rémunération principale		333 430 €
014	52	7498	Autres		97 100 €
016	550	64111	Rémunération principale	-43 000 €	
016	551	6511411	Rémunération personnel titulaire	-1 062 000 €	
017	564	6568	Autres participations	-49 000 €	
017	564	6574	Subvention de fonctionnement personnes organismes de droit privé	-235 000 €	
017	566	64111	Rémunération principale	-26 000 €	
017	567	65171	RSA versements pour allocations forfaitaires	-4 900 000 €	
65	021	6531	Indemnités	-19 500 €	
65	021	6535	Formation	-12 000 €	
65	50	65243	Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	-120 000 €	
65	51	652412	Maison d'enfants à caractère social		2 729 000 €
65	52	6511211	Prestation de compensation du handicap		800 000 €
65	52	65242	Frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés		1 302 900 €
65	538	65243	Frais de séjour en établissements pour personnes âgées		1 400 000 €
6586	01	65861	Frais de personnel groupes d'élus	-35 800 €	
<b>s/total</b>				<b>-6 662 430 €</b>	<b>6 662 430 €</b>
<b>TOTAL</b>				<b>-7 552 430 €</b>	<b>7 552 430 €</b>

### BUDGET ANNEXE LOCATION FUTUROSCOPE ARENA PALAIS DES CONGRES

#### I. INVESTISSEMENT

Imputation			Libellé	Virement (-)	Virement (+)
Chap.	Fonct.	Nature			
16	01	1675	Autres immobilisations corporelles		3 664 €
23	91	231352	Bâtiments privés	- 3 664 €	
<b>s/total</b>				<b>-3 664 €</b>	<b>3 664 €</b>

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Direction du Budget et des Finances

## RAPPORT DU PRESIDENT

### DECISION MODIFICATIVE N° 3 DE 2022

Après les décisions modificatives du budget primitif 2022 approuvées respectivement par délibérations du Conseil Départemental des 24 juin 2022 et 23 septembre 2022 (DM2), le projet de DM3 est consacré à des ajustements du budget prévisionnel 2022 portant essentiellement sur les prévisions d'exécution budgétaires dans le domaine des solidarités, et sur la réserve DMTO.

Les ajustements proposés pourront être réalisés par des virements entre chapitres ou des inscriptions de crédits. Ils concernent uniquement le budget principal et se rapportent essentiellement aux éléments suivants :

#### **1) Ajustement des crédits alloués au financement de l'allocation RSA**

Lors du vote du budget primitif 2021, un crédit prévisionnel de 81,731 M€ a été attribué au financement de l'allocation RSA. Le budget primitif 2022 dédié à l'allocation RSA représentait une revalorisation de 4,24% de la dépense constatée au CA2021 (78,401 M€). Pour mémoire, en 2021, pour la première fois depuis sa création, la dépense consacrée à l'allocation RSA avait enregistré une baisse de -0,26%.

Au cours de l'année 2022, le montant de l'allocation RSA a été revalorisé à 2 reprises :

- +1,9% au 01/09/2022
- +4% au 01/07/2022

Les derniers appels de fonds de la CAF et de la MSA pour 2022 ont été reçus mi-novembre. La dépense totale relative au RSA en 2022 est donc connue : 76,736 M€.

Cette somme représente une diminution de 2,12% de la dépense consacrée à l'allocation RSA par rapport au CA2021.

Par ailleurs, l'activité réellement constatée en 2022 au sein des établissements pour personnes âgées et handicapées, des services à domicile ainsi que des structures d'accueil pour la protection de l'enfance est supérieure aux prévisions.



Afin de permettre le rattachement des charges à l'exercice, il est proposé de redistribuer les crédits non consommés sur l'allocation RSA (**4,9 M€**) dans le secteur des solidarités.

## 2) Ajustement du budget consacré à la Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

Afin d'améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap, le Département de la Vienne a consacré 1,16 M€ complémentaire en faveur du handicap lors de la DM2.

En 2022, le budget à consacrer à la PCH a en effet évolué de manière significative. Cette situation s'explique par la concomitance de trois phénomènes majeurs :

- augmentation du nombre de bénéficiaires : + 29 bénéficiaires par rapport aux prévisions (soit +129 depuis le début de l'année)
- augmentation des plans d'aides moyens, principalement en raison d'une évolution tarifaire nationale : +45€ / mois depuis janvier 2022
- nouveau dispositif de soutien à la parentalité créé en 2021 par l'Etat et non compensé : 615 000€.

Afin de permettre le financement des allocations PCH en 2022, un budget complémentaire de 800 K€ est nécessaire.

L'exécution budgétaire de l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie (APA) est inférieure aux prévisions. Il est donc proposé de réaliser un virement de **800K€** du budget APA vers le budget PCH.

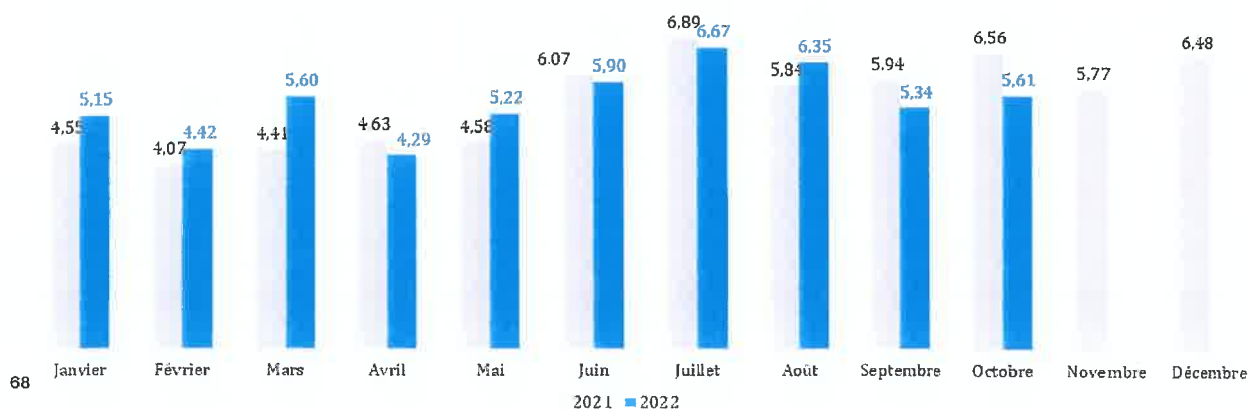
## 3) Ajustement de la réserve DMTO

### Point sur les recettes DMTO au 01/11/2022

Une recette prévisionnelle de 50,2 M€ relative à l'encaissement de Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a été inscrite lors du vote du budget primitif 2022.

Sur le plan national, depuis la crise sanitaire, les DMTO connaissent une dynamique importante. En Vienne, au 01/11/2022, le Département a perçu 54,55 M€ de DMTO.

Les recettes DMTO ont donc poursuivi leur croissance en 2022 (+1,9% au 01/11/2022 par rapport au 01/11/2021). Toutefois un ralentissement est observé sur les mois de septembre (-10%) et octobre (-14%). Ce constat est partagé par une majorité des départements en France.



## Modalités de mise en réserve des DMTO

Le 15 juillet 2022, un décret a été publié afin d'encadrer les modalités de mise en réserve des DMTO (article 12 du décret n°2022-1008 du 15 juillet 2022). Compte tenu des DMTO enregistrés depuis 2018, le Département de la Vienne est autorisé à constituer une réserve maximale de 16,2 M€ en 2023.

Dans le cadre de ce décret, le Département de la Vienne a fait le choix de provisionner une enveloppe de 11 M€ en vue de se prémunir des risques potentiels suivants :

- Inflation sur les matières premières, augmentation du coût de la main d'œuvre, difficultés d'approvisionnement,
- Augmentation des taux d'intérêts en comparaison avec la situation de marché constatée au 01/01/2022.

Cette réserve permettrait également de financer les projets d'investissements pour la Vienne sans recours excessif à l'endettement.

## Ajustement de la mise en réserve des DMTO

Lors de la DM2-2022, le compte 6715 « mise en réserve – surplus de DMTO » a été abondé de 11 M€.

Compte tenu des DMTO effectivement perçus au 01/11/2022 et dans une démarche de prévention du recul de ces recettes aléatoires, la réserve de DMTO pourrait être augmentée dans le respect du plafond réglementaire.

Il est donc proposé d'inscrire une recette supplémentaire de **5 M€** de DMTO afin de porter la réserve DMTO à hauteur de 16 M€.

## **4) Clôture d'opération**

L'opération d'aménagement foncier engagée par le Département dans le cadre de la réalisation de la Ligne à grande vitesse LGV-SEA Paris-Poitiers-Bordeaux est désormais terminée financièrement. L'opération représente pour le Département un coût de 5 656 562,64€.

Il convient aujourd'hui de clôturer l'opération et d'en apurer les comptes par une dépense et une recette de 83 000€.

■ ■  
■

**Je vous propose :**

- **de m'autoriser à inscrire,**
  - **en recettes, 5 000 000 € supplémentaires au titre des droits de mutation à titre onéreux,**
  - **en dépenses, 5 000 000 € sur le compte « mise en réserve – surplus de DMTO », afin de porter la mise en réserve d'une partie des DMTO de**

- l'exercice 2021 à hauteur de 16 000 000 €, cette réserve étant dédiée au financement prévisionnel des projets d'investissement du territoire,**
- **d'inscrire un crédit de 83 000 € en dépenses et en recettes afin de permettre de clôturer l'opération d'aménagement foncier « LGV-SEA Paris-Poitiers-Bordeaux »,**
  - **d'adopter le projet de décision modificative n° 3 pour l'année 2022 en recettes et en dépenses, conformément au détail fourni en annexe.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

Le rapport 50 sur le SDIS. Nous saluons la présence du Colonel LANDRIEAU.

**50. Service d'Incendie et de Secours : BP 2023 et Convention pluriannuelle 2023 - 2025 de partenariat**

**Claude EDELSTEIN :** Tout à fait. Ce rapport a aussi été présenté hier ainsi que la convention triennale sur la période 2023-2025. Souligner l'engagement du Département à financer sur trois ans plus de 40 000 000 € de fonctionnement et 1 950 000 € d'investissement. Pour 2022, il s'agit d'un montant de 13 382 839 € et 500 000 € en investissement, ce qui représente une progression de 4 % par rapport à l'an passé, pour 2023.

**Valérie DAUGE :** Je le mets aux votes. Y a-t-il des abstentions ? Des avis contraires ? Il est adopté, merci.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

**SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS : BP 2023  
ET CONVENTION PLURIANNUELLE 2023 - 2025 DE PARTENARIAT**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- de fixer la contribution du Département, au titre de l'année 2023, au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), à 13 382 839 euros en fonctionnement et 500 000 euros en investissement et d'inscrire ces sommes au budget primitif 2023,
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention pluriannuelle 2023-2025 de partenariat entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et le Département de la Vienne, jointe en annexe,

- de créer une autorisation d'engagement en fonctionnement et une autorisation de programme en investissement pour les 3 années de la convention selon les modalités suivantes :

En euros	Total Autorisation d'Engagement/ Autorisation de Programme	Crédits de Paiement 2023	Crédits de Paiement 2024	Crédits de Paiement 2025
Autorisation d'engagement	40 632 228	13 382 839	13 543 434	13 705 955
Autorisation de programme	1 950 000	500 000	650 000	800 000

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légimité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006993-DE
Date de publication	22/12/2022



Convention pluriannuelle de partenariat entre le Service Départemental d'Incendie  
et de Secours et le Département de la Vienne 2023-2025

**ENTRE**

Le Département de la Vienne, sis Place Aristide Briand, CS 80319, 86008 Poitiers Cedex, représenté par M. Alain PICHON, Président du Conseil Départemental, et dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

**ET**

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vienne, sis 11 avenue Galilée, CS 60120, 86961 Futuroscope Cedex, représenté par Mme Marie-Jeanne BELLAMY, Présidente du Conseil d'Administration, et dénommé ci-après « le SDIS »,

d'autre part,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), et notamment l'article L1424-35,

**VU** la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre relative au Budget Primitif 2023, autorisant la signature de la présente convention,

**VU** la délibération du Conseil d'Administration du SDIS autorisant la signature de la présente convention,

**Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de renouveler les termes de la convention de partenariat 2020-2022 en définissant les modalités de partenariat entre le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vienne pour la période 2023-2025, dans leurs relations financières et leurs engagements réciproques.

Elle répond en cela à 4 objectifs partagés :

- ✓ garantir la qualité et la continuité de fonctionnement du SDIS dans la conduite de la politique publique de sécurité civile en lui permettant de répondre de façon globale et anticipée aux problématiques de distribution des secours sur le territoire départemental ;
- ✓ permettre au Département et au SDIS de poursuivre le dialogue de gestion privilégiant la maîtrise de l'évolution des dépenses et le respect des principes de rigueur budgétaire ;
- ✓ promouvoir entre le SDIS et le Département une culture commune du partenariat en poursuivant la mise en œuvre d'espaces de coopération et/ou de mutualisation d'actions et de moyens ;
- ✓ définir des principes de pilotage partagés et renforcer la connaissance mutuelle des deux administrations.

*A titre d'information, la liste des actions menées dans le cadre la précédente convention de partenariat (2020-2022) est annexée à la présente convention.*



## Article 2 – Partenariats

Les thématiques ci-dessous proposées ont fait l'objet d'une réflexion partagée des deux administrations. Elles seront initiées et déclinées durant la période de mise en œuvre de la présente convention en privilégiant notamment les axes suivants :

### 1- Hygiène et sécurité

- a. Communication : mutualisation des actions et de supports de communication en direction des agents pour ce qui concerne les services « hygiène et sécurité » du SDIS et du Département, lesquels sont soumis aux mêmes règles et contraintes sur de nombreux risques.
- b. Préconisations sur le choix technique des défibrillateurs des bâtiments départementaux et accompagnement à l'utilisation. Suivi de l'installation et du renouvellement des dispositifs puis intégration de ces derniers dans la carte interactive de défibrillateurs de la Vienne élaborée par le SDIS.
- c. Faciliter l'accès des agents du SDIS aux dispositifs sociaux du Département en identifiant les interlocuteurs correspondants.

### 2- Formation

- a. Formation des cadres du Département et du SDIS à la gestion de crise. Dans le cadre de la conduite des situations de crise par l'autorité préfectorale (directeur des opérations), les cadres d'astreinte du Département peuvent être sollicités pour participer à un centre opérationnel de décision (poste de commandement en préfecture ou poste de commandement opérationnel à proximité de l'événement).  
Le SDIS organise des sessions de sensibilisation/formation à la gestion de crise à destination des cadres du Département afin de proposer une culture commune et de mieux appréhender la nature des sollicitations possibles tout au long d'une opération de crise.
- b. Le SDIS pilotera pour le compte du Département un exercice de mise en situation des agents en cas d'incendie sur le site mutualisé Hôtel du Département/Préfecture et d'évacuation des locaux. Une sensibilisation au rôle de leueur de doute sera réalisée auprès des agents identifiés.

### 3- Politique commune « achats »

Dans le cadre des projets de mutualisation d'achats, les projets suivants seront étudiés :

#### Coordonnateur du groupement : Département de la Vienne

- ✓ Poursuite du groupement de commandes relatif aux besoins en carburant livré en vrac dans les unités territoriales.
- ✓ Renouvellement du groupement de commandes concernant l'achat de fournitures de bureau et de papier à imprimer.
- ✓ Poursuite du groupement de commandes concernant les prestations d'entretien des locaux.

#### Coordonnateur du groupement : SDIS

- ✓ Mise en place d'un groupement de commandes relatif à l'entretien et à la maintenance des parcs roulants des deux collectivités, sous réserve d'une identification précise des besoins par le Département.

- ✓ Mise en place d'un marché réservé relatif à l'entretien des espaces verts : échange de pratique, sourcing commun, étude d'opportunité d'un groupement de commande.
- ✓ Poursuite et développement de la collaboration entre les deux fonctions « achats » : échanges des pratiques sur la commande publique, sur les techniques d'achats, sourcing commun, suivi de l'exécution des contrats en groupement et mise en œuvre d'évaluations au cours des contrats.

D'autres mutualisations pourraient être réalisées en fonction des besoins et d'un intérêt commun comme par exemple les achats d'énergie.

#### 4- Surveillance du réseau routier

Pérennisation du dispositif en place au regard de l'efficacité constatée à chaque mise en œuvre. Ainsi, lors des périodes de vigilance météorologique pour vent violent, un agent de la Direction des Routes du Département est présent au centre de traitement des appels du SDIS, afin de coordonner l'action des deux administrations. Pour les autres événements météorologiques, le SDIS et la Direction des Routes (direction ou cadre d'astreinte) conviennent des modalités de présence éventuelle. Lors de situation de crise hivernale sur les routes départementales, la direction des routes informera le SDIS de la constitution d'une cellule interne de pilotage, au sein de laquelle un officier sapeur-pompier du SDIS pourra être présent.

#### 5- Participation à la promotion du volontariat

Le Département favorise la promotion du volontariat auprès du grand public et des agents :

- Par des affichages dans les locaux, à travers de communication et articles élaborés conjointement dans le magazine de la Vienne, sur le site institutionnel « lavienne86.fr » et également sur les réseaux sociaux qui seront relayés en interne sur le portail agents,
- À l'occasion des journées d'accueil des nouveaux arrivants organisées par le Département via la distribution de flyers et/ou par une communication adaptée,
- Par l'organisation de réunions sur les principaux sites départementaux pour promouvoir le volontariat au profit des personnes en poste.

#### 6- Maintien à domicile

Le SDIS est confronté à des interventions itératives de la part de personnes âgées à domicile qui disposent, ou non, de moyens de téléassistance. Ces situations se traduisent par l'intervention de moyens en sapeurs-pompiers conséquents et parfois injustifiés. Une démarche a été initiée par le SDIS et le Département afin d'étudier les différentes modalités de téléassistance ou de réseau de services et d'aides à la personne, notamment le dispositif de boîte à clés. L'objectif serait de diminuer les coûts d'interventions en ne mobilisant pas une équipe dédiée à forcer la porte d'entrée ou en pénétrant par des ouvrants au moyen d'une échelle.

Par ailleurs, le projet de coordination des moyens d'action entre le SDIS, le Département et le Dispositif d'Appui à la Coordination de la Vienne relative au partage d'information pour la prise en charge ou l'accompagnement de la personne avec l'outil numérique régional de coordination des parcours santé PAACO globule fait l'objet d'une convention tripartite spécifique.

#### 7- Relations internationales

Le SDIS et le Département poursuivent conjointement un projet financé par l'Agence Française du Développement jusqu'en 2024 dans le domaine de la gestion de crise, de la lutte contre les feux de forêts et secours routier pour la province de Jujuy en Argentine. Ce projet initié en novembre 2021 représente un investissement humain important pour les équipes du SDIS particulièrement dans le cadre de la dispense des formations proposées. Le Département assure la coordination, le suivi administratif et financier du dispositif.

8- Centre d'impression

Le Département dispose d'un centre d'impression interne, doté d'équipements permettant des impressions et reliures multiples à des coûts optimisés. Le SDIS confie certains travaux à ce service qui donne toute satisfaction. La valorisation financière de cette prestation est prise en compte dans le dialogue de gestion annuel.

9- Cuves de carburant

Un maillage des cuves de carburants a été réalisé avec les moyens des centres de secours et des centres d'exploitation dotés de cuves.

La couverture est aujourd'hui satisfaisante sur tout le territoire de la Vienne.

10- Navette « courrier »

Une navette « courrier » est réalisée quotidiennement par le Département à destination de ses services dans la zone urbaine de Grand Poitiers. Celle-ci dessert également la direction du SDIS à Chasseneuil-du-Poitou, les centres de Poitiers Saint-Eloi et de Poitiers Blaiserie. Le SDIS fournit les pochettes courrier avec l'identification des destinataires.

### **Article 3 – Contribution financière du Département**

#### **1. Participation en fonctionnement et en investissement**

Année 2023 : Il sera soumis au vote du Conseil Départemental à l'occasion de l'examen du budget Primitif 2023 un budget de 13 882 839 € pour le fonctionnement global du SDIS réparti comme suit :

- 13 382 839 € subvention de fonctionnement,
- 500 000 € de subvention d'investissement pour contribuer à la réhabilitation de casernes, à l'acquisition de matériels lourds et véhicules et au projet NexSIS (nouvel outil de communication permettant d'apporter une meilleure interopérabilité entre les différents services de sécurité et de secours).

Cela traduit un effort très significatif du Département en faveur du SDIS en augmentant la subvention octroyée globalement de 4 % par rapport à 2022.

Années 2024 et 2025 : Sous réserve du vote des budgets correspondants par le Conseil Départemental et sous réserve de la bonne exécution par le SDIS des budgets précédents, une évolution de la participation départementale pourrait être envisagée sur la base suivante :

- 2024 : 13 543 434 euros en fonctionnement et 650 000 euros en investissement soit une augmentation globale de plus de 2,2 % par rapport à 2023.
- 2025 : 13 705 955 euros en fonctionnement et 800 000 euros en investissement soit une augmentation globale de plus de 2,2 % par rapport à 2024.

Chaque année, le SDIS élaborera un rapport sur l'exécution du budget de l'exercice passé ainsi que celui en cours et les perspectives de l'année suivante.

La subvention sera versée chaque année par trimestre soit (1/4) en janvier, avril, juin et octobre (le 1er du mois de chaque trimestre –et au plus tard le 15 du mois). Le dialogue de gestion régulier entre le SDIS et le Département doit permettre d'envisager conjointement les projets pluriannuels d'investissement du SDIS et leurs modalités de financement.

### **Article 4 – Dialogue de gestion**

Le SDIS et le Département se réunissent plusieurs fois par an pour réaliser un point d'étape sur les projets de la présente convention et réalisent une évaluation conjointe du déroulement de celle-ci.

Par ailleurs, les services se rencontrent a minima deux fois par an, en juin et en septembre, pour la présentation du budget prévisionnel de l'année n+1 et de ses enjeux.

Une prospective budgétaire sur la durée de la présente convention est envoyée en février au Département par le SDIS dans un document synthétique qui présente les écarts entre le compte administratif et le budget prévisionnel, ainsi que les différents ratios de gestion.

Le SDIS fournit au Département l'ensemble de ses données financières, et les administrations partagent leurs analyses respectives. Chaque fin d'année, le SDIS envoie une prospective financière (N+1, N+2, N+3) réévaluée permettant d'ajuster éventuellement le montant de la contribution pour l'année suivante.

## **Article 5 – Maîtrise de gestion**

### **1. Pilotage des charges**

Le SDIS s'engage à poursuivre les mesures déjà prises en matière d'engagement comptable, de commande publique, de trésorerie et de mise en place d'outils de suivi et de communication financière.

### **2. Maîtrise des charges de personnel**

La masse salariale représente le principal poste de dépense du SDIS, avec près de 80 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement. Aussi, son évolution maîtrisée est nécessaire pour garantir au Département de ne pas subir une hausse significative de sa contribution, tout en assurant au SDIS le maintien de sa capacité opérationnelle.

Le SDIS s'engage donc à maîtriser sa masse salariale en s'efforçant d'ouvrir les postes qui ne nécessitent pas de compétence spécifique aux filières administrative et technique, en limitant la création de nouveaux postes et en portant une attention particulière aux grades cibles des postes rendus vacants lors de départs en retraite. Toute création de poste dans les services support sera accompagnée, au préalable, d'un audit organisationnel.

Par ailleurs, le budget consacré aux indemnités étant directement lié à l'activité opérationnelle, cette dernière fera l'objet de tableaux de bord permettant un suivi trimestriel.

## **Article 6 – Durée de la convention**

La présente convention de partenariat prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et est conclue pour une durée de 3 ans.

## **Article 7 – Litiges**

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Pour le SDIS de la Vienne,  
La Présidente du Conseil d'Administration,

Monsieur Alain PICHON

Madame Marie-Jeanne BELLAMY



**Convention pluriannuelle de partenariat  
entre le SDIS et le Département de la Vienne  
2020 -2022**

**Bilan des actions mises en œuvre**

Dans le cadre de la convention signée la 31 juillet 2020, les échanges permanents entre le SDIS et le Département ont permis de faire émerger les actions de partenariat et de mutualisation suivantes :

<b>Projet de mutualisations / Partenariats</b>	<b>Réalisation</b>	<b>Observations</b>
Mise en place d'un groupement de commandes relatif aux besoins en carburant livré en vrac dans les unités territoriales.	Réalisé.	
Mise en place d'un groupement de commandes relatif à l'entretien et à la maintenance des 2 parcs roulants des deux collectivités	Reporté	Dossier nécessitant une coordination entre les marchés de la direction des routes, ceux de la DAG et du SDIS. Dossier à étudier sur la période de la prochaine convention.
Réalisation par le Département pour le compte du SDIS de la navette « courrier » entre les implantations géographiques des deux administrations ;	Réalisé quotidiennement.	La navette dessert quotidiennement le courrier entre le SDIS implanté à Chasseneuil, les 2 casernes de Poitiers, l'Hôtel du Département et la Préfecture.
Partage au bénéfice du SDIS de la Vienne des installations d'impression du Département ;	Réalisé	Réalisation de documents institutionnels, de documents de communication, cartes de visites, documents de travail, etc... Impression de tous les documents nécessaires au centre de vaccination sous commandement du SDIS pendant la crise sanitaire (attestation, formulaire santé, etc..)
Échanges d'expériences et de compétences dans le domaine de l'hygiène et la sécurité ;	Réalisé	Le SDIS a apporté son aide dans le choix technique des défibrillateurs installés dans l'ensemble des ERP des sites Départementaux.
Campagnes de communication conjointes (livret sur les compétences du SDIS transmis à l'ensemble des communes, promotion du volontariat dans le magazine de la Vienne et sur le site internet Vienne	Réalisé	
Formation à la gestion de crise	Réalisé pour le CODIR et les principaux directeurs	A reconduire dans la prochaine convention.

	concernés (DR, DB et DAG).	
Promotion du volontariat	Réalisé à travers une convention spécifique pour les exploitants agricoles et par de nombreuses communications (magazine de la Vienne, site institutionnel, carte postale notamment)	
Relations internationales	Réalisé	Échanges réguliers sur les thématiques entre le SDIS, le Département et la province de Jujuy en Argentine.
Maintien à domicile	Point entre DGAS et SDIS	Dossiers mis en suspens avec l'implication importante des équipes respectives dans la crise sanitaire. A reprendre.
Surveillance du réseau routier	Réalisé	Présence d'un cadre de la DR à chaque alerte météo le nécessitant.
Mutualisation des cuves à carburant sur le territoire	Réalisé	La mise en place d'un système de télérelève de compteurs reste à finaliser sur certains sites.

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Direction des Affaires Générales

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS : BP 2023 ET CONVENTION PLURIANNUELLE 2023 - 2025 DE PARTENARIAT

#### **1 – Périmètre d'intervention de la politique publique**

Le Service Départemental d'Incendie et Secours (SDIS) est un établissement public départemental doté d'instances délibératives propres et placé sous l'autorité d'un Président de Conseil d'Administration désigné par le Président du Conseil Départemental. Placé pour emploi sous l'autorité des Maires et du Préfet agissant dans le cadre de leurs pouvoirs de police respectifs, il intervient dans les domaines de la prévention, de la planification et de la mise en œuvre des secours.

L'article L.1424-35 du CGCT prévoit que : « Les relations entre le Département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours et, notamment, la contribution du Département, font l'objet d'une convention pluriannuelle ».

Cette convention consiste à fixer, pour une période de 3 ans, le cadre général des relations entre le Département et le SDIS, les objectifs et engagements réciproques, les résultats attendus ainsi que les modalités de dialogue de gestion mises en œuvre.

Cette démarche est l'accomplissement d'une volonté mutuelle de développer un partenariat fort entre le Département et le SDIS tout en renforçant la coopération déjà existante.

#### **2 – Grandes orientations de la nouvelle convention et pour le budget 2023**

La convention proposée en annexe répond à 4 objectifs partagés :

- garantir la qualité et la continuité de fonctionnement du SDIS dans la conduite de la politique publique de sécurité civile en lui permettant de répondre de façon globale et anticipée aux problématiques de distribution des secours dans le territoire départemental,



- permettre au Département et au SDIS de poursuivre le dialogue de gestion privilégiant la maîtrise de l'évolution des dépenses et le respect des principes de rigueur budgétaire,
- promouvoir entre le SDIS et le Département une culture commune du partenariat en poursuivant la mise en œuvre d'espaces de coopération et/ou de mutualisation d'actions et de moyens,
- définir des principes de pilotage partagés et renforcer la connaissance mutuelle des deux administrations.

L'année 2023 sera particulièrement marquée par le projet de convention 2023-2025 annexé au présent rapport. Un effort en investissement permettant au SDIS de renouveler son matériel et ses véhicules a été consenti pour les trois prochaines années. A cet effet, la création d'une autorisation de programme de 1 950 000 € est proposée. De même en fonctionnement, une autorisation d'engagement de 40 632 228 € va être ouverte.

La nouvelle convention poursuit, en l'amplifiant, le partenariat autour des sujets majeurs que sont le dialogue de gestion, la mutualisation des achats, la mise en commun de pratiques professionnelles et la participation à la promotion du volontariat.

### 3 – Synthèse budgétaire

Sur le plan financier, la convention fixe pour l'exercice 2023 la participation départementale en hausse de 4 % :

- 13 882 839 € versés pour les dépenses du SDIS, dont :
  - 13 382 839 € en fonctionnement
  - 500 000 € en investissement.

Fonctionnement			Investissement		
CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
12 834 830	12 993 048	13 382 839	350 000	350 000	500 000



**Je vous propose :**

- **de fixer la contribution du Département, au titre de l'année 2023, au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), à 13 382 839 euros en fonctionnement et 500 000 euros en investissement et d'inscrire ces sommes au Budget Primitif 2023,**
- **de m'autoriser à signer la convention pluriannuelle 2023-2025 de partenariat entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et le Département de la Vienne, jointe en annexe,**
- **de créer une autorisation d'engagement en fonctionnement et une autorisation de programme en investissement pour les 3 années de la convention selon les modalités suivantes :**

En €	Total AE/AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
Autorisation d'engagement	40 632 228	13 382 839	13 543 434	13 705 955
Autorisation de programme	1 950 000	500 000	650 000	800 000



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

## 51. Communication : BP 2023

**Claude EDELSTEIN** : Concernant le budget 2023 pour la communication pour un montant total de 670 000 € en fonctionnement.

**Grégory VOUHÉ** : Très rapidement concernant les objets publicitaires, l'ADEME précise, je cite : « *Leur utilité réelle reste souvent à démontrer. C'est pourquoi on tentera d'éviter d'y recourir* ». Si c'est le cas, il faut bien sûr soutenir et valoriser les productions locales, quitte à acheter en moindre quantité, comme le proclame, justement, notre Président, j'espère qu'il nous entend, je le cite : « *Le choix du local et de la proximité, c'est une conviction profonde* ». C'est du moins ce qu'Alain écrit dans la tribune du dernier magazine de la Vienne. Alors j'espère qu'il conviendra avec moi qu'il est bien sûr regrettable à tous points de vue que le magazine soit imprimé dans le Pas-de-Calais, comme s'il n'y avait pas d'imprimeur à Ligugé ou à Naintré. Pourquoi ne pas étudier la possibilité – si vous me laissez terminer, merci – d'un nombre de pages qui permettent aux entreprises locales de répondre à l'appel d'offres ? Quant à la montgolfière dont il est question, nous aimerions bien la voir un jour. En attendant de faire un tour en montgolfière, nous votons contre !

**Valérie DAUGE** : Nous avons déjà répondu sur ce sujet.

**Claude EDELSTEIN** : Oui, et je sais que des décisions ont déjà été prises dans ce sens. Notre Président de la Commission d'appel d'offres le sait.

**Valérie DAUGE** : Je le mets aux votes. Y a-t-il des abstentions ? Des avis contraires ? 4. C'est adopté, je vous remercie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## COMMUNICATION : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » ayant voté contre,

**DECIDE**, au titre du budget primitif 2023, d'inscrire un crédit de 670 000 € en fonctionnement pour les actions de communication, conformément au détail figurant dans l'annexe jointe.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007023-DE
Date de publication	22/12/2022

## POLITIQUE DE COMMUNICATION

<b>LIBELLES</b>	<b>2023</b> en euros
MAINTENANCE PAO	4 500
PUBLICATIONS LEGALES	1 000
IMPRESSIONS	35 000
MAGAZINE VIVRE EN VIENNE Impression /diffusion	390 300
ACHAT ESPACES INFORMATION	98 900
MONTGOLFIERE	10 000
OBJETS PUBLICITAIRES	80 000
ABONNEMENT GESTI MARCHE	7 900
DIVERS- PARTENARIAT -MANIFESTATIONS	30 000
LOCATION MATERIELS	12 400
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>670 000</b>

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Cabinet

Direction de la Communication

Cabinet

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### COMMUNICATION : BP 2023



#### 1/ Périmètre d'intervention

Le Département continuera d'utiliser les quatre grands vecteurs de communication que sont :

- le magazine de la Vienne : Vienne Mag,
- les médias locaux ou régionaux,
- internet à travers le site [www.lavienne86](http://www.lavienne86) et les réseaux sociaux,
- l'événementiel par l'organisation ou l'accompagnement de manifestations ou d'événements.

#### 2/ Synthèse budgétaire

Le budget dédié à la communication pour 2023 s'élève à 670 000 €.

#### 3/ Présentation plus détaillée des programmes

Vous trouverez la présentation détaillée dans l'annexe jointe.

**Je vous propose au titre du Budget Primitif 2023 d'inscrire un crédit de 670 000 € en fonctionnement pour les actions de communication, conformément au détail figurant dans l'annexe jointe.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

**INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT (HORS AP/AE) (1 ligne par imputation)**

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	<u>670 000</u>	<u>011-623</u>



## **52. Expositions temporaires à l'Hôtel du Département**

**Claude EDELSTEIN** : Nous allons continuer tranquillement sur le rapport 52 avec la proposition de la charte d'accueil des expositions temporaires. Vous avez la convention en question, jointe en annexe.

**Valérie DAUGE** : Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté, je vous remercie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## EXPOSITIONS TEMPORAIRES A L'HOTEL DU DEPARTEMENT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- d'adopter la « Charte d'accueil des expositions temporaires », jointe en annexe 1,
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les conventions de partenariat à intervenir avec les artistes ou organismes conformément au modèle de convention-type, joint en annexe 2.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007021-DE
Date de publication	22/12/2022



## Charte d'accueil des expositions temporaires à l'Hôtel du Département de la Vienne

### Préambule

La présente charte a été mise en place dans le souci de répondre de manière objective à la demande croissante d'artistes ou organismes d'exposer dans les locaux du Département de la Vienne.

Elle définit les conditions d'accueil de ces expositions, de même que les critères de sélection au regard des objectifs suivants :

- la mise en lumière des artistes amateurs et professionnels, organismes et associations du département,
- la sensibilisation des habitants à divers formes d'arts ou thématiques (environnement, sport, tourisme...),
- la promotion et le développement culturel du Département.

Il est rappelé que le Département de la Vienne ne dispose pas de lieu dédié aux expositions et n'offre pas, à ce titre, les conditions d'accueil équivalentes à celles d'une galerie d'art.

### Article 1 – Objet de la charte

Cette charte définit de manière précise les règles et modalités de mise à disposition, à titre gracieux, du hall d'accueil et de l'espace dédié au 1<sup>er</sup> étage, au niveau du Cabinet du Président, de l'Hôtel du Département, pour l'organisation d'expositions temporaires. Ces espaces sont des dépendances du domaine public départemental et à ce titre sont gérés par le Département et sont placés sous sa responsabilité. Cette charte s'impose dans la totalité de ses dispositions à tout porteur de projet.

### Article 2 – Critères de sélection des projets d'expositions

Les demandes de projet d'expositions doivent être adressées par écrit à l'attention du Président du Conseil Départemental et seront instruites par le Cabinet du Président. La demande doit être adressée par courrier ou par mail, accompagnée de photos des sujets proposés à l'exposition.

Le Cabinet du Président examine et propose de retenir les projets sur la base des critères suivants :

- intérêt du projet (qualité, originalité, créativité, thème...),
- faisabilité technique du projet et adaptation au lieu d'exposition.

Le Département de la Vienne se réserve le droit d'associer plusieurs artistes ou organismes, avec leurs accords respectifs, pour une même exposition. Enfin, les capacités d'accueil étant limitées, le Département de la Vienne se réserve le droit de refuser un projet, en particulier si l'artiste a déjà exposé les années précédentes.

Une fois le projet sélectionné, une convention sera établie entre le Département et l'exposant précisant les modalités d'organisation de l'exposition.

### Article 3 – Durée et modalités d'ouverture au public des expositions

Les expositions organisées à l'Hôtel du Département de la Vienne sont d'une durée de 2 mois. Toutefois, des modifications de durée peuvent être apportées pour des cas particuliers ou des circonstances particulières appréciées par la collectivité.

Le hall d'accueil de l'Hôtel du Département est ouvert au public du lundi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30. L'espace d'exposition au 1<sup>er</sup> étage n'est pas accessible au public mais réservé aux rendez-vous du Président. A la demande du Département, un vernissage pourra être organisé.

### Article 4 – Mise en œuvre technique

L'espace du hall d'accueil réservé pour les expositions est de 25m linéaires et au 1<sup>er</sup> étage de 8m linéaires (plan joint en annexe 3) se décomposant de la manière suivante, en mètres linéaires :

- Hall d'accueil :
  - espace A : 5.60 (L) x 2.15 (H)
  - espace B : 2.30 (L) x 2.10 (H)
  - espace C : 5.00 (L) x 2.15 (H)
  - espace D : 3.10 (L) x 2.15 (H)
- 1<sup>er</sup> étage :
  - espace E : 1 (L) x 2.10 (H)
  - espace F : 3 (L) x 2.10 (H)
  - espace G : 4 (L) x 2.10 (H)

Le Département de la Vienne met à disposition de l'exposant, à sa demande, des cimaises avec crochets.

L'équipement et le matériel devront être restitués en l'état à l'issue de l'exposition. En cas de dégradation lors de l'installation ou le démontage, l'exposant devra procéder au remplacement ou à l'indemnisation du Département, le cas échéant en recourant à son assurance responsabilité civile.

### Article 5 – Communication

Le Département de la Vienne supervise la communication liée aux expositions, en collaboration avec l'exposant qui devra fournir un visuel de très bonne qualité (résolution de l'image : 300DPI).

Le Département prend ainsi à sa charge :

- les frais liés à la réalisation, l'impression et la diffusion, auprès de ses partenaires, des cartons d'invitation (format A5) et des affiches (format 40x60 et A3)
- la diffusion dans les supports du Département (site [vienne86.fr](http://vienne86.fr), magazine « Vivre en Vienne »...)
- l'information presse
- les frais occasionnés par la réception le jour du vernissage

L'exposant devra assurer la diffusion de ses cartons d'invitation et des affiches afin de promouvoir son exposition étant précisé que les frais postaux seront à sa charge.

Le logo du Département de la Vienne doit impérativement figurer sur tout document, réseaux sociaux, relatif à l'exposition.

### **Article 6 – Actions culturelles**

Sur rendez-vous planifiés par le Département, l'exposant pourra être amené à assurer des visites guidées de l'exposition (dans les horaires d'ouverture de l'Hôtel du Département) auprès de publics divers (scolaires, groupes des centres sociaux...). Ces activités seront assurées à titre bénévole et ne donneront donc lieu à aucune rémunération.

### **Article 7 - Assurance**

Chacun des exposants transmettra avant chaque exposition la liste des œuvres ou supports exposés : descriptif, dimension et valeur unitaire (voir article 2 et 9 de la Convention d'organisation d'exposition temporaire au sein de l'Hôtel du Département).

## CONVENTION D'ORGANISATION D'EXPOSITION TEMPORAIRE AU SEIN DE L'HÔTEL DU DEPARTEMENT

### ENTRE LES SOUSSIGNES

**Le Département de la Vienne**, dont le siège est situé Place Aristide Briand, BP 319 86008 POITIERS Cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé **L'ORGANISATEUR**,

**D'UNE PART,**

**ET**

(Nom de l'organisme ou personne physique)

(Siège ou adresse)

(Représenté par...),

Dûment habilité(e) à signer la présente convention,

Ci-après dénommé **L'EXPOSANT**,

**D'AUTRE PART,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

**VU** la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative aux délégations de compétences à la Commission Permanente,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 approuvant la convention-type d'organisation d'exposition temporaire et autorisant la signature de la présente convention,

**VU** la charte d'accueil des expositions temporaires à l'Hôtel du Département de la Vienne, jointe en annexe 1 à la présente convention,

**VU** la demande de l'EXPOSANT en date du.....,

**IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

**Préambule**

A- L'EXPOSANT met temporairement à la disposition du Département des œuvres ou supports dans le but d'organiser une exposition.

B- L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disponibilité des locaux destinés à accueillir les œuvres ou supports de L'EXPOSANT qui déclare connaître et accepter les caractéristiques de ces locaux dans leur état au jour de la prise d'effet de la présente convention.

**Article 1. Objet**

L'EXPOSANT s'engage à mettre à disposition du Département une série d'œuvres ou supports qui seront exposés dans le hall d'accueil ou au 1<sup>er</sup> étage de l'Hôtel du Département de manière temporaire, et dont le descriptif et la valeur unitaire de chaque pièce figurent en annexe 2 de la présente convention.

Les heures d'ouverture au public seront conformes aux horaires d'ouverture de l'Hôtel du Département.

**Article 2. Obligations de l'exposant**

L'EXPOSANT procédera lui-même à l'installation et au démontage de l'exposition dans le respect du calendrier indiqué à l'article 6 de la présente convention. Le matériel mis à disposition de l'EXPOSANT par L'ORGANISATEUR devra être restitué à ce dernier dans l'état dans lequel il lui aura été confié.

L'EXPOSANT fournira à L'ORGANISATEUR la liste des œuvres ou supports (descriptif et valeur unitaire) et ce au moins 15 jours avant le début de l'exposition. L'ORGANISATEUR se réserve le droit de refuser d'exposer des œuvres proposées par l'EXPOSANT qui lui paraîtraient inappropriées, notamment en raison de leurs inadéquations avec les valeurs portées par le Département de la Vienne ou parce qu'elles portent atteinte à la loi ou aux droits des tiers, sans avoir à donner de justification et sans que cette décision ne puisse faire l'objet d'une indemnisation quelconque.

L'EXPOSANT ne pourra effectuer aucune vente d'œuvres ou supports dans les locaux de Département et aucun prix ne pourra être affiché ou même communiqué par les services départementaux.

**Article 3. Obligations de l'organisateur**

L'ORGANISATEUR s'assurera de la disponibilité des locaux d'exposition. Tout besoin de matériel exprimé par L'EXPOSANT devra faire l'objet d'une demande expresse auprès du Département qui y répondra sans la mesure du possible.



**Article 4. Communication**

L'ORGANISATEUR prend en charge les frais liés à la réalisation, l'impression et la diffusion des documents de communication relatifs à l'exposition, auprès de ses partenaires. Environ 300 cartons et 150 affiches seront remis par L'ORGANISATEUR à L'EXPOSANT qui en assurera la diffusion à ses frais. Pour la réalisation de ces documents, L'EXPOSANT devra fournir à L'ORGANISATEUR un visuel de très bonne qualité (résolution de l'image : 30DPI). Le cas échéant, L'ORGANISATEUR prend également en charge les frais occasionnés par la réception donnée le jour du vernissage.

**Article 6. Installation – vernissage – démontage**

L'installation de l'exposition aura lieu le (date) et le démontage le (date) aux horaires d'ouverture de l'Hôtel du Département dans le hall d'accueil et/ou au 1<sup>er</sup> étage en présence d'un représentant du Département. Le cas échéant, un vernissage aura lieu le (date).

**Article 7. Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prend fin à l'issue du démontage de l'exposition, dont les dates sont précisées à l'article 6.

**Article 8. Actions culturelles**

D'un commun accord avec L'ORGANISATEUR, L'EXPOSANT assurera des visites guidées de l'exposition (pendant les horaires d'ouverture de l'Hôtel du Département). Ces visites seront assurées à titre bénévole et ne donneront donc lieu à aucune rémunération.

**Article 9. Assurances – Responsabilités**

L'ORGANISATEUR a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable un contrat multirisques exposition. Cette assurance est valable pour les œuvres exposées dans les murs de l'Hôtel du Département, à compter du jour de l'installation jusqu'à l'enlèvement complet de l'exposition. L'EXPOSANT souscrit pour les besoins de l'exposition les assurances nécessaires garantissant sa responsabilité civile et les dommages à ses biens.

**Article 10. Annulation ou report de l'exposition**

L'ORGANISATEUR se réserve le droit d'annuler l'exposition pour tout motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis d'un mois.

L'EXPOSANT peut résilier la présente convention pour des motifs sérieux ; il doit alors notifier son intention à L'ORGANISATEUR par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois avant la date prévue pour l'installation de l'exposition.

En cas de report des dates d'exposition, les parties concluront une nouvelle convention ou un avenant à la présente convention si elle n'est pas échue.

#### **Article 11. Dispositions liées à l'occupation du domaine public départemental**

Les lieux d'exposition étant constitutifs de dépendances du domaine public départemental, la présente convention est conclue à titre précaire, révocable, non exclusif et périodique. Au terme normal de la convention, L'EXPOSANT ne pourra prétendre à la poursuite de l'exposition ni s'estimer bénéficiaire d'un titre d'occupation quelconque des lieux.

La présente convention est conclue à titre personnel avec l'EXPOSANT qui ne peut se substituer un tiers.

#### **Article 11. Litiges**

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le (date)

En 2 exemplaires originaux

**L'EXPOSANT**

**L'ORGANISATEUR**

Pour le Département de la Vienne,  
Le Président du Conseil Départemental,  
Alain PICHON

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Cabinet

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### EXPOSITIONS TEMPORAIRES A L'HOTEL DU DEPARTEMENT



Le Département souhaite reprendre l'organisation des expositions temporaires dans le hall d'accueil de l'Hôtel du Département et augmenter l'espace d'exposition en y dédiant un second lieu au 1<sup>er</sup> étage au niveau du Cabinet du Président.

La mise à disposition d'espaces au sein de l'Hôtel du Département s'articulera autour de trois objectifs principaux :

- la mise en lumière des artistes amateurs et professionnels, organismes et associations du département,
- la sensibilisation des habitants à diverses formes d'arts ou thématiques (environnement, sport, tourisme...),
- la promotion et le développement culturel du Département.

Pour permettre ces expositions, il est nécessaire de réglementer l'utilisation des deux espaces prévus, pour répondre, au mieux, aux besoins des exposants et aux attentes et obligations du Département.

**Je vous propose :**

- **d'adopter la « Charte d'accueil des expositions temporaires », jointe en annexe 1,**
- **de m'autoriser à signer les conventions de partenariat à intervenir avec les artistes ou organismes conformément au modèle de convention-type joint en annexe 2.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

### **53. Futuroscope Palais des Congrès Aréna Budget Annexe 80 : BP 2023**

**Claude EDELSTEIN :** Le rapport a été présenté hier en commission générale avec en synthèse des crédits de paiement en recettes et en dépenses fonctionnement de 8 026 000 € et en investissement 5 830 000 €.

**Alain PICHON :** Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté. Pour la communication, j'ai donné des consignes, en accord avec la Majorité, pour que les cadeaux publicitaires, j'allais dire des *goodies* – Henri, pas de blagues – soient achetés en France ou en Europe.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

FUTUROSCOPE PALAIS DES CONGRES ARENA  
BUDGET ANNEXE 80 : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint, Guillaume DE RUSSÉ, Alain PICHON, Claude EIDELSTEIN, Isabelle BARREAU, Gérard HERBERT et Pascale GUITTET ne prenant pas part à la délibération,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE** d'inscrire au titre du budget primitif 2023 relatif au budget annexe « Futuroscope, Palais des Congrès, Arena » :

- des crédits de paiement pour 8,026 M€ HT en fonctionnement,
- des crédits de paiement pour 5,830 M€ HT en investissement,
- des recettes à hauteur de 8,026 M€ HT en fonctionnement,
- des recettes à hauteur de 5,830 M€ HT en investissement.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,

Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006999-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement  
Durable

Direction des Technopoles et des sites Futuroscope

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### FUTUROSCOPE PALAIS DES CONGRES ARENA BUDGET ANNEXE 80 : BP 2023

#### 1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La politique publique Futuroscope, Palais des Congrès et Arena comprend les domaines d'intervention suivants :

- Travaux de grosses réparations sur le Parc du Futuroscope ;
- Travaux de grosses réparations sur le Palais des Congrès ;
- Arena Futuroscope : paiement des redevances.

#### 2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Le périmètre d'intervention est identique à celui des années précédentes, avec toutefois une évolution après l'ouverture de l'Arena Futuroscope.

Cet équipement de grande envergure a accueilli en 2022 des événements culturels et sportifs, notamment le match du Poitiers Basket 86, au mois d'avril, et l'artiste Angèle, pour le premier concert donné à l'Arena lors du mois inaugural.

L'année 2023, qui sera la première année complète d'exploitation, connaîtra une programmation toute aussi riche. Ce sont près de 110 événements qui y seront programmés, spectacles culturels, concerts, opéras et compétitions sportives.

Véritable symbole et nouvelle attraction du Département de la Vienne, l'Arena Futuroscope, située à quelques mètres du Parc du Futuroscope et du Palais des Congrès vient compléter et renforcer l'offre touristique et culturelle.

### 3/ Synthèse budgétaire par programme (en € HT)

Programme	Fonctionnement			Investissement		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Propositions 2023
<b>Futuroscope et Palais des Congrès</b>						
Charges à caractère général	1 236 282	969 889	120 000			
Travaux				2 296 538	1 816 000	1 866 000
Autres charges de gestion courante		1 000	1 000			
Amortissements	4 940 253	4 294 000	5 780 000			180 000
Avances sur marchés				7 745	50 000	50 000
<b>Arena</b>						
Charges à caractère général		1 575 527	1 465 000			
Charges financières		513 988	660 000			
Aréna					25 292 000	1 610 000
Autres travaux Arena				178 501	200 000	1 976 000
Transfert entre sections				148 000	148 000	148 000
Redevances Arena Dailly et dette garantie					806 104	
<b>Total</b>	<b>6 176 535</b>	<b>7 354 404</b>	<b>8 026 000</b>	<b>2 630 784</b>	<b>28 312 104</b>	<b>5 830 000</b>

### 4/ Présentation plus détaillée des programmes

#### I – PARC DU FUTUROSCOPE ET PALAIS DES CONGRES

Le Parc du Futuroscope a connu durant l'été 2022 un très haut niveau de fréquentation, avec 625 000 visiteurs pour les mois de juillet et août, niveau inégalé depuis plusieurs années.

Cette attractivité s'explique en partie par les nombreux investissements qui ont été réalisés sur le Parc du Futuroscope ces dernières années avec en 2022 l'ouverture de l'attraction « chasseurs de tornades ».

Conformément au bail emphytéotique administratif (BEA) qui a été signé par le Département de la Vienne au profit de la S.A du Parc du Futuroscope le 12 octobre 2020, le budget consacré au gros entretien renouvellement est de 1 616 000 € HT hors révision.

Ce budget permet chaque année de mettre en place deux grands types d'actions :



- des actions transversales sur l'ensemble du site du Futuroscope pour maintenir en bon état l'ensemble du bâti dont le Département est propriétaire. Il s'agit principalement de travaux d'étanchéité, de voirie, de chauffage, ventilation, climatisation, et de sécurité incendie ;
- des travaux sur des pavillons déterminés.

L'année 2023 permettra notamment la réalisation de travaux de contrôle d'accès dans de nombreux pavillons, restaurants ou bâtiments mais surtout d'importants travaux à l'entrée principale du Parc.

En contrepartie de ce financement départemental, le Département perçoit des redevances au titre des Parcs 1 et 2.

Le montant de ces redevances a été réévalué en fonction de la variation de l'indice national des loyers commerciaux (ILC) ; il est estimé à 3 212 173 € HT pour 2023.

En ce qui concerne le Palais des Congrès, un budget de 250 000 € HT en grosses réparations est proposé afin de réaliser notamment les travaux suivants :

- remplacement de plafonds suspendus dans le restaurant ;
- remplacement du système de son pour l'amphithéâtre 300 ;
- travaux de GTC (gestion technique centralisée) pour le contrôle du système de climatisation ;
- travaux de rénovation des loges.

Il est rappelé que la SAEML du Palais des Congrès, en contrepartie de l'exploitation de cette structure, verse un loyer annuel de base au Département d'un montant de 300 000 € HT affecté d'une part supplémentaire corrélée à la bonne tenue d'un chiffre d'affaires HT (CA) 2022, supérieur à 1,500 M€, qui sera effectivement constaté lors de la clôture des comptes 2022. Dans ce cas, le loyer est augmenté de 12 500 € HT par tranche de 50 000 € de CA. Cette part variable est versée par l'exploitant l'année suivante, en attendant que les comptes financiers d'exploitation soient définitivement arrêtés. Pour mémoire, la redevance annuelle maximale est fixée à 500 000 € HT.

## **II - LES ASSURANCES, IMPÔTS, HONORAIRES, ETUDES ET DIVERS**

Un budget de 3 500 € HT est prévu pour l'assurance propriétaire non occupant du Palais des Congrès.

L'exploitant du parc du Futuroscope souscrit à ses frais, pour le compte du Département de la Vienne, une assurance propriétaire non-occupant.

Conformément au contrat de bail en vigueur, le Palais des Congrès s'acquittera d'un loyer minimum de 300 000€ en 2023. Un complément de loyer pourra être versé courant 2023, selon le volume de chiffre d'affaire qui sera effectivement constaté lors de la clôture des comptes 2022.

En ce qui concerne les impôts fonciers et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour le Palais des Congrès, un budget estimé de recettes d'un montant de 60 000 € est également prévu, qui sera remboursé par le Palais des Congrès.

### **III - ARENA FUTUROSCOPE**

L'année 2022 a été marquée par l'inauguration et l'ouverture au public de l'Arena Futuroscope.

Conformément à l'engagement contractuel lié au marché de partenariat signé avec la société FUTURARENA, il est prévu le versement par le Département de la Vienne, d'un ensemble de redevances. Pour mémoire, ces redevances couvrent le solde de l'investissement initial, l'entretien, la maintenance et l'exploitation ainsi que les frais de gestion, pour un montant total de redevances estimé à 2 950 000 € HT :

- 1 990 000 € en fonctionnement
- 960 000 € en investissement

Un crédit de 135 000 € en charges d'intérêts est également prévu dans le cadre du financement de cet équipement.

En contrepartie, le Département percevra des recettes garanties et le remboursement de la taxe foncière et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour un montant estimé de 0,873 M €.

### **IV – AVANCES MARCHES PUBLICS**

Une inscription de 50 000 € HT sera prévue en dépenses et en recettes afin de faire face aux demandes d'avances faites par les titulaires des marchés publics



**Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif au budget annexe « Futuroscope, Palais des Congrès, Arena » :**

- d'inscrire des crédits de paiement pour 8,026 M€ HT en fonctionnement,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 5,830 M € HT en investissement,
- d'inscrire des recettes à hauteur de 8,026 M € HT en fonctionnement,
- d'inscrire des recettes à hauteur de 5,830 M € HT en investissement.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

#### INSCRIPTION DES CREDITS DE PAIEMENT

DEPENSES FONCTIONNEMENT	MONTANT en € HT	IMPUTATION
<b>Futuroscope Palais des Congrès</b>		
Charges à caractère général	120 000	011
Autres charges de gestion courante	1 000	65
Transfert entre sections (amortissement)	5 780 000	042
<b>Arena</b>		
Charges à caractère général	1 465 000	011
Charges financières	660 000	66
DEPENSES INVESTISSEMENT	MONTANT en € HT	IMPUTATION
<b>Futuroscope Palais des Congrès</b>		
Travaux Parc du Futuroscope et Palais des Congrès	1 866 000	23
Avances sur marchés	50 000	23
Transferts entre sections (amortissement)	180 000	040
<b>Arena</b>		
Arena	1 610 000	1675
Autres travaux Arena	1 976 000	23
Transferts entre section (amortissement°	148 000	040

#### **54. Affaires immobilières : BP 2023**

**Claude EDELSTEIN** : Il s'agit du budget 2023 des affaires immobilières avec une inscription en dépenses de fonctionnement de 724 800 €.

**Alain PICHON** : Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## AFFAIRES IMMOBILIERES : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE** d'inscrire au budget primitif 2023, au titre des affaires immobilières, les crédits de paiement d'un montant de 724 800 € en dépenses de fonctionnement.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006985-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Mission Affaires Immobilières

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### AFFAIRES IMMOBILIERES : BP 2023

#### 1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

Les affaires immobilières englobent les activités transversales liées à la mise en œuvre et au suivi juridique et administratif de l'ensemble des opérations foncières et immobilières effectuées par le Département de la Vienne ou auxquelles il est intéressé à un titre quelconque.

Parmi les opérations réalisées, le budget attribué au titre des affaires immobilières s'applique :

- à la location de locaux pour le fonctionnement du Département, les besoins des divers services départementaux, en particulier ceux en charge des solidarités, ou la mise à disposition de locaux au profit d'organismes tiers ;
- au fonctionnement des immeubles soumis au statut de la copropriété dans lesquels le Département est propriétaire de lots ;
- au paiement des impôts fonciers et assimilés auxquels les propriétés départementales sont assujetties ;
- au paiement des prestations diverses nécessaires à la réalisation des opérations immobilières courantes.

## 2/ Synthèse budgétaire

Fonctionnement			Investissement		
CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
649 487	729 500	724 800			

■ ■  
■

**Je vous propose d'inscrire au Budget Primitif 2023, au titre des affaires immobilières, les crédits suivants :**

- **724 800 € en dépenses de fonctionnement.**

■ ■  
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	<u>724 800</u>	<u>Chap 011</u>
RECETTES		



## 55. Recettes départementales et gestion de la dette : BP 2023

**Claude EDELSTEIN** : Le rapport 55 avec une présentation très rapide du rappel des éléments du budget primitif. En premier lieu, la page sur les recettes où nous pouvons constater que les recettes les plus importantes maintenant du Département sont la fiscalité indirecte pour plus de 219 000 000 €. Je rappelle que ce poste comprend la TVA, les DMTO, les taxes sur les assurances et la taxe sur l'électricité pour plus de 4 800 000 € de recettes pour le Département.

Je voulais vous soumettre une analyse de l'évolution des recettes. Nous avons vu tout à l'heure que les recettes, c'est + 21 000 000 €. Comme j'ai entendu beaucoup de demandes de dépenses supplémentaires, il faudra donc des recettes pour les assumer. Les trois lignes les plus importantes dans la progression de nos recettes à 86 % sont les recettes concernant l'aide sociale de l'État pour 8 200 000 €. Dans ces recettes, il y a le Ségur et l'avenant 43 principalement où nous savons que les compensations de ces recettes de l'État sont soit en décroissance, soit stables. La deuxième ligne la plus importante dans nos recettes, c'est la TVA à 4 500 000 € de plus. Nous savons que la TVA va être liée aux produits intérieurs bruts de notre pays. La troisième ligne en progression dans notre budget, ce sont les DMTO à 5,5. On connaît aussi la fragilité de ces recettes.

Pour souligner – si je dois le faire pour être bien compris – la fragilité de l'évolution de nos recettes. Il ne faudrait pas que le Département se retrouve comme beaucoup d'autres collectivités dans ce que nous appelons « l'effet ciseau », c'est-à-dire la baisse des recettes et la hausse des dépenses. Nous devons donc rester prudents et c'est ce que nous avons appliqué pour ce budget 2023.

Sur la page suivante, la fiscalité indirecte, je l'ai évoquée ici, avec la TVA, DMTO et la TSCA.

Les recettes de solidarité pour 99 000 000 €. C'est là que nous avons l'aide de l'État pour les dernières actions qui ont été proposées, l'avenant 43 et le Ségur avec la crainte d'une stabilité, voire d'une baisse. En tout cas, c'est prévu pour l'avenant 43.

La fiscalité directe : la CVAE principalement pour plus de 26 000 000 € en tout.

Les concours de l'État : la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui progresse de 0,3 % – il faut bien l'avoir en tête – par rapport à l'inflation que nous avons évoquée tout à l'heure.

Sur le tableau suivant, ce sont les inscriptions pour les emprunts, comme je l'ai évoqué, avec le maintien de notre endettement au niveau du budget principal. Le rappel de l'évolution très forte des taux d'intérêt et de l'évolution du livret A qui a une incidence sur nos emprunts. Le rappel de la dette départementale évoquée hier. L'annuité de la dette comparée aux Départements de même strate. Les dépenses, de rappeler s'il fallait encore le dire que nos dépenses sociales représentent quasiment les deux tiers de nos dépenses de fonctionnement avec 277 000 000 €.

Je fais un break pour faire voter le rapport 55 qui est dédié uniquement aux recettes et à la dette, M. le Président.

**Alain PICHON** : Effectivement. Sur le rapport 55, y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## RECETTES DEPARTEMENTALES ET GESTION DE LA DETTE : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- d'inscrire au budget primitif 2023 les recettes suivantes :

**Budget Principal**

En fonctionnement :

- 88 500 000 € au titre de la fraction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée,
- 2 600 000 € au titre de la fraction complémentaire sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée,
- 54 000 000 € au titre du droit départemental d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière,
- 15 000 000 € au titre du fonds globalisé de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO),
- 49 000 000 € au titre des différentes fractions de la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA),
- 4 200 000 € au titre de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) complémentaire à la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA),
- 4 800 000 € au titre de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE),
- 1 300 000 € au titre de la part départementale de la taxe d'aménagement, le produit de cette taxe étant affecté au financement des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE),

- 200 000 € au titre de la taxe additionnelle de séjour,
- 20 000 000 € au titre de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE),
- 5 050 000 € au titre de l'attribution de la compensation régionale du transfert d'une partie de la CVAE et des frais des transports interurbains et scolaires,
- 1 000 000 € au titre du Fonds de péréquation de la CVAE,
- 6 590 000 € au titre des recettes issues de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER),
- 5 675 000 € au titre des recettes issues du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR),
- 56 200 000 € au titre de la dotation globale de fonctionnement,
- 2 915 000 € au titre de la dotation générale de décentralisation,
- 500 000 € au titre du fonds de compensation de la TVA (fonctionnement),
- 6 100 000 € au titre de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle,
- 2 400 000 € au titre des compensations fiscales,
- 28 060 000 € au titre de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques,
- 6 585 000 € au titre de la partie Allocation Parents Isolés du Revenu de Solidarité Active,
- 3 800 000 € au titre du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion,
- 8 400 000 € au titre de la Dotation de Compensation Péréquée (frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti),
- 315 400 € au titre du Plan Pauvreté (DIRE),
- 72 000 au titre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi,
- 17 000 000 € au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie,
- 2 000 000 € au titre du concours Aide Personnalisée à l'Autonomie 2ème part (loi ASV - Adaptation de la Société au Vieillessement),
- 2 200 000 € au titre de l'Avenant 43 (personnes âgées),
- 3 520 000 € au titre du SEGUR et du volet qualité CNSA (personnes âgées),
- 1 110 000 € au titre du concours des aides techniques et prévention (loi ASV),
- 490 000 € au titre du concours Forfait Autonomie (loi ASV),
- 3 800 000 € au titre de la Prestation de Compensation du Handicap,
- 898 700 € au titre de la Maison Départementale des Personnes Handicapées,
- 1 234 700 € au titre du SEGUR et du volet qualité CNSA (handicap),
- 100 000 € au titre du Fonds pour la Protection des Mineurs Non Accompagnés,

- 1 413 000 € au titre de la stratégie de prévention et de protection de l'enfance,
- 1 500 000 € au titre du Fonds Social Européen,
- 163 000 au titre du Plan Pauvreté (DAS),
- 47 775 € au titre du logement (DAS),
- 16 585 000 euros au titre de la récupération sur tiers et autres recettes,
- 1 248 000 € au titre des recettes en lien avec l'aménagement du territoire et le développement durable,
- 1 631 060 € au titre des recettes en lien avec l'éducation, la jeunesse et l'épanouissement,
- 1 411 365 € au titre des recettes en lien avec les ressources humaines, les moyens généraux et les finances,

**En investissement :**

- 6 000 000 € au titre du fonds de compensation de la TVA,
- 2 200 000 € au titre de la dotation de soutien à l'investissement des Départements,
- 1 638 000 € au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges,
- 3 125 900 € au titre des recettes hors dotations de l'Etat et emprunts,
- 42 611 100 € au titre des emprunts,
- 2 000 000 dans l'attente de la reprise de la réserve DMTO,
- 12 450 000 € pour le suivi des crédits long terme revolving,

**Budgets annexes**

**En fonctionnement :**

- 3 284 000 € au titre de la location du Parc du Futuroscope (budget annexe Futuroscope, Palais des Congrès, Arena),
- 356 000 € au titre de la location du Palais des Congrès (budget annexe Futuroscope, Palais des Congrès, Arena),
- 105 000 € pour le remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,
- 768 000 € au titre des recettes garanties de l'Aréna,
- 1 016 340 € au titre de la location des immeubles de bureaux et des charges récupérables (budget annexe Location Hôtels d'Entreprises),
- 1 011 005 € au titre des recettes du budget annexe Eau et Assainissement,
- 209 400 € au titre des recettes du budget annexe Réseau Images,

- 6 000 € au titre des recettes du Vigeant,

En investissement :

- 71 000 € d'un emprunt d'attente,
- d'inscrire les dépenses suivantes au titre du budget principal :
    - 4 700 000 € en dépenses de fonctionnement au titre du prélèvement pour le fonds globalisé de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO),
    - 4 000 000 € en dépenses de fonctionnement au titre des intérêts d'emprunts et autres frais financiers,
    - 22 200 000 € en dépenses d'investissement au titre de l'amortissement des emprunts,
    - 12 450 000 € en dépenses d'investissement pour le suivi des crédits long terme revolving,
  - d'inscrire au titre de la neutralisation des amortissements :
    - 14 000 000 € en recettes d'ordre de fonctionnement,
    - 14 000 000 € en recettes d'investissement,
    - 14 000 000 € en dépenses d'ordre d'investissement.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006989-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Direction du Budget et des Finances

## RAPPORT DU PRESIDENT

### RECETTES DEPARTEMENTALES ET GESTION DE LA DETTE : BP 2023



#### 1/ Les recettes de fonctionnement du Budget Principal

##### **A- La fiscalité indirecte**

L'ensemble de ces recettes a été évalué à **219 600 000 €** en 2023 contre 209 100 000 € au BP 2022.

#### Fraction de TVA compensatrice de la taxe sur le foncier bâti et sa fraction complémentaire

Depuis le 1er janvier 2021, la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties est transférée au bloc communal. En compensation, le Département perçoit désormais, une fraction de TVA dont le montant est notifié par l'Etat en deux temps :

Montant de compensation TVA prévisionnel 2022. Notifié au 1 <sup>er</sup> semestre	84,14 M€
Montant de compensation TVA actualisé et attribué pour 2022 Notifié le 14 octobre 2022	89,61 M€

La prévision budgétaire 2023 a été réalisée sur la base d'une compensation de TVA de **88,5 M€**, soit +5,2% par rapport à la première notification 2022.



La Loi de Finances pour 2020 a prévu l'affectation aux Départements d'une fraction complémentaire de TVA de 250 M€ à partir de 2021, qui évoluera chaque année en fonction du produit net de TVA.

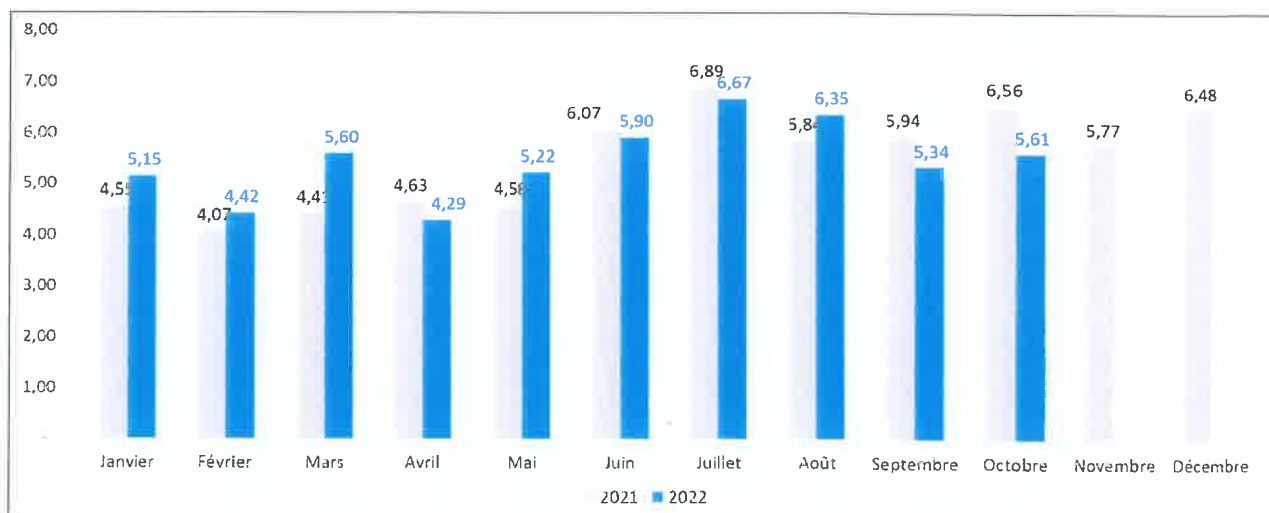
Le dispositif s'adresse aux Départements les plus fragiles pour lesquels le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux perçus l'année précédente est inférieur à la moyenne nationale, et dont le taux de pauvreté est supérieur ou égal à 12 %.

Pour 2022, le Département de la Vienne devrait percevoir une recette de **2,6 M€**. Cette recette est à maintenir au même niveau pour 2023.

### **Droit départemental d'enregistrement et taxe de publicité foncière**

Cette taxation indirecte, perçue par les notaires au profit du Département, est déterminée à partir d'un taux modulable (compris initialement dans une fourchette entre 1,2% et 4,50 % qui est le taux appliqué dans la Vienne) voté par le Conseil Départemental et applicable essentiellement aux transactions immobilières.

En 2022, le produit des DMTO va dépasser le montant de 50,2 M€ inscrit au budget primitif. Toutefois, l'année 2022 est aussi marquée par un ralentissement de la croissance de ce produit qui était très dynamique depuis 2018.



Aussi, afin de tenir compte à la fois d'un ralentissement du marché immobilier et d'une baisse prévisionnelle du nombre de transactions qui devrait tout de même rester à un niveau élevé en 2023, le montant des DMTO peut être estimé à **54 M€** en 2023.

### **Fonds globalisé de péréquation des droits de mutation à titre onéreux**

S'agissant de la péréquation au titre des DMTO, la loi de finances pour 2020 a repris un mécanisme proposé par l'Assemblée des Départements de



France la réformant totalement. Un nouveau fonds de péréquation horizontale globalise les contributions au titre du fonds de péréquation DMTO, du fonds de solidarité en faveur des Départements et du fonds de soutien interdépartemental. Le montant du reversement en faveur du Département en 2023 serait de **15 M€**.

De même, les anciens prélèvements sont remplacés par un prélèvement globalisé désormais assis, non pas sur le produit DMTO, mais sur l'assiette DMTO afin de le déconnecter de l'effet taux. Ce prélèvement comporte un prélèvement proportionnel applicable à tous les Départements et un prélèvement progressif applicable aux seuls Départements éligibles sous certaines conditions. Le Département de la Vienne n'est pas éligible au prélèvement dit progressif, et pourrait prévoir un montant de **4,7 M€** pour le prélèvement dit proportionnel en 2023.

### **Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) et Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) complémentaire**

Depuis 2005, plusieurs fractions de taxe sur les conventions d'assurance ont été attribuées aux Départements pour compenser les nouveaux transferts de compétences prévus dans le cadre de l'acte II de la décentralisation.

Une TICPE complémentaire a ensuite été instaurée pour compenser l'insuffisance de la TSCA à financer les transferts de compétences réalisés entre 2005 et 2008 (article 38 de la Loi de Finances pour 2008).

Pour 2023, il vous est proposé d'inscrire une recette de **49 M€** au titre de la TSCA et **4,2 M€** au titre de la TICPE complémentaire.

### **Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)**

La Taxe sur la Consommation Finale d'Électricité, en vigueur depuis le 1er janvier 2012, a été réformée en 2021. Elle devient une majoration de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) avec un coefficient multiplicateur unique de 4,25, quel que soit celui adopté antérieurement par délibération de la collectivité.

À compter de 2022, les Départements perçoivent une part départementale de la TICFE dont le montant est calculé à partir du produit perçu en 2021 augmenté de 1,5% et de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac entre 2019 et 2020. À compter de 2023, le montant réparti correspond au produit perçu en N-1 majoré de l'inflation annuelle constatée en N-1 et multiplié par le rapport entre les quantités d'électricité consommées en N-2 et en N-3. Son produit est estimé à **4,8 M€** pour 2023.

### **Taxe d'aménagement**

Depuis le 1er mars 2012, la Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles (TDENS) est remplacée par la Taxe d'Aménagement (TA).

L'assiette de la taxe est déterminée par application d'un tarif réglementaire à la surface du logement taxable.

Le produit encaissé est lui-même déterminé par application à l'assiette, d'un taux voté par le Conseil Départemental.

Par délibération du Conseil Départemental en date du 11 mars 2016, ce taux a été fixé à **1%** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment son article L.331-17, le Conseil Départemental vote un taux de taxe d'aménagement, dont une partie est affectée à la protection des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et l'autre destinée au fonctionnement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

La circulaire du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement prévoit que le Département fixe la part en pourcentage (et non en valeur absolue) du produit de cette taxe entre les ENS et le CAUE.

Le produit estimé de la Taxe d'Aménagement pour 2023 au taux de 1%, génèrerait un produit de l'ordre de **1,3 M€**. Il est proposé de fixer la répartition de cette taxe comme suit :

- 15,4 % pour le CAUE,
- 84,6 % pour la politique de protection des Espaces Naturels Sensibles.

### **Taxe additionnelle de séjour**

Par délibération du 4 décembre 2015, le Conseil Départemental a institué la taxe additionnelle à la taxe de séjour pour une application à compter du 1<sup>er</sup> février 2016.

Pour 2023 le montant proposé s'établit à **0,2 M€**.

## **B-La fiscalité directe**

Pour 2023, le montant global des recettes issues de la fiscalité directe a été évalué à **38 315 000 €** contre 37 025 000 € au BP 2022.

Depuis la réforme de la fiscalité directe des collectivités entraînant la suppression de la taxe professionnelle, le Département dispose de nouvelles ressources fiscales, à savoir une partie des Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER), un complément de Taxe sur les conventions d'Assurance (TSCA) et 23,5% du produit de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Afin de garantir aux collectivités un niveau de recettes équivalent à celui de 2010, deux mécanismes nouveaux avaient été créés :

- le Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) qui est alimenté par les collectivités avantagées par la réforme,
- la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP).

## **La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises**

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), l'une des deux composantes de la contribution économique territoriale (CET). Elle est due par les entreprises, imposables à la CFE, dont le chiffre d'affaires hors taxes excède 500 000 €, quels que soient leur statut juridique, leur activité et leur régime d'imposition, sauf exonérations.

Après l'avoir déjà réduite de moitié en 2021, le gouvernement prévoit finalement, dans le PLF2023, la suppression pure et simple de la CVAE sur 2 ans. Ainsi, en 2023, la CVAE serait diminuée de 50 %, avant d'être totalement supprimée à compter de 2024.

En lieu et place de la CVAE, les départements percevront une fraction complémentaire de TVA.

La CVAE versée aux collectivités en année N correspondant à la CVAE collectée par l'Etat en année N-1, les Départements devraient obtenir en 2023 le versement de la CVAE collectée en 2022. La question de la compensation de la suppression de la CVAE ne se pose donc pas pour 2023.

Dans ces conditions et compte tenu des chiffres relatifs à l'activité économique, il est proposé d'inscrire une recette prévisionnelle de CVAE d'un montant de **20 M€** pour 2023.

## **L'Attribution de compensation de la Région (transfert CVAE)**

L'article 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 prévoit le versement par la Région d'une attribution de compensation destinée à neutraliser l'incidence financière du transfert à la Région de 25% de la CVAE antérieurement perçue par le Département, déduction faite des charges de transports transférées à la Région. Pour 2023, il convient d'inscrire un produit de **5,05 M€** au titre de cette attribution de compensation.

## **Fonds de Péréquation de la CVAE**

Afin d'atténuer les inégalités de ressources financières entre les Départements, l'Etat procède depuis 2013 à la redistribution d'un Fonds National de Péréquation de la CVAE. Le produit de ce fonds est évalué à **1 M€** en 2023.

## **Imposition forfaitaire sur les entreprises de Réseaux**

Cette imposition s'applique aux immobilisations physiques des entreprises de réseaux. Le produit reversé au Département est calculé sur la base d'un tarif fixé par la loi. Pour 2023, il est proposé d'inscrire un produit de **6,59 M€**.

## **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources**

Le montant de ce fonds national est figé dans le temps. La recette prévisionnelle est donc reconduite à **5,67 M€**.

## **C-Les dotations de l'Etat**

Pour 2023, le montant global des recettes issues des dotations de l'Etat a été évalué à **68 115 000 €**, montant identique au BP 2022.

### **La dotation globale de fonctionnement (DGF)**

Depuis 2005, la DGF départementale comprend trois composantes :

- la dotation forfaitaire,
- la dotation de compensation,
- la dotation de fonctionnement minimale.

Au regard des simulations réalisées, il est proposé d'inscrire, pour 2023 au titre de la dotation globale de fonctionnement, un montant estimé à **56,2 M€**. Pour mémoire en 2014, la DGF s'établissait à 74,85 M€.

### **La dotation générale de décentralisation**

Cette dotation est destinée à compenser les transferts de compétences intervenus entre l'Etat et les Départements depuis la décentralisation. Elle est incluse dans le périmètre de l'enveloppe des dotations allouées par l'Etat aux collectivités territoriales mais, pour l'instant, son montant demeure figé, hors mesures nouvelles.

Pour 2023, il est proposé d'inscrire un montant de **2,92 M€**.

### **Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée**

La Loi de Finances pour 2016, dans ses articles 34 et 35, a élargi le bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de voirie payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le produit du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) fonctionnement relatif aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie est évalué à **0,5 M€** pour 2023.

## **La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle**

A compter de 2017, le périmètre des variables d'ajustement des concours financiers de l'Etat aux collectivités a été élargi à la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions.

La Dotation de Compensation de la Réforme Taxe Professionnelle (DCRTP) resterait stable en 2023 par rapport au montant notifié en 2022, soit **6,1 M€**.

## **Les compensations fiscales**

Les compensations fiscales correspondent à la contrepartie de la perte du produit fiscal constatée à l'issue des différentes réformes entreprises par l'Etat au fil des ans.

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale intervenue en 2010, l'Etat a décidé de maintenir l'attribution de ces compensations aux collectivités territoriales.

Ces compensations d'exonérations relatives à la fiscalité locale, selon leur nature et leur objet, sont parties intégrantes du périmètre des variables d'ajustement de l'enveloppe des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales.

En 2022, le produit des compensations fiscales notifiées au Département s'est élevé à 2,591 M€.

Pour 2023, le produit des compensations fiscales versées par l'Etat est estimé à **2,4 M€**.

## **D- Les recettes des solidarités**

En 2023, le montant des recettes liées aux politiques de solidarités (autonomie, insertion, enfance et autres) est évalué à **99 294 575 €**, contre 91 100 500 € au BP 2022.

### **Autonomie/Vieillesse**

Ces recettes comprennent la participation de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) au financement des dépenses de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) (**17 M€**).

Par ailleurs, la loi dite « ASV » relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement, du 28 décembre 2015, a créé trois nouveaux concours sur le champ de l'autonomie des personnes âgées :

- la seconde part du concours APA destinée à compenser l'augmentation des nouvelles dépenses exposées par les Départements au titre de l'APA à domicile,
- le concours correspondant au forfait autonomie,
- le concours correspondant aux autres actions de prévention.



Pour 2023, le Département de la Vienne prévoit un montant prévisionnel de recettes relatives à la loi ASV de **3,6 M€** au titre des trois concours et qui correspond à la compensation d'une dépense de même montant.

Par ailleurs, le Département va recevoir une compensation de l'Etat dans le cadre de l'agrément de l'avenant 43 qui prévoit une augmentation des salaires des employés des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) et des Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) qui est estimée à **2,2 M€** (financement à 50 % d'une dépense prévisionnelle totale de 4,4 M€).

Les prévisions budgétaires 2023 intègrent également la reconduction du financement des dispositifs annoncés par l'Etat en 2022 tels que le Ségur et le volet qualité pour les SAAD, soit des recettes prévisionnelles supplémentaires de **3,52 M€** en compensation partielle ou totale de nouvelles dépenses évaluées à 3,70 M€.

En synthèse, afin de financer les dispositifs annoncés par l'Etat (Avenant 43, Ségur, Volet qualité), les recettes prévisionnelles de 5,72 M€ devraient générer un reste à charge de 2,375 M€ pour 2023.

Enfin, les recettes liées à la récupération sur les établissements et bénéficiaires ainsi que d'autres recettes diverses sont estimées à **11,2 M€**.

### **Handicap**

La CNSA participe également aux financements des dispositifs liés au handicap avec la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) (**3,8 M€**), et de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) (**0,68 M€**).

De même, sont prises en compte les recettes liées à des dispositifs tels que le Ségur et le volet qualité pour les SAAD mais aussi l'habitat inclusif pour un montant de **1,24 M€** (reste à charge pour le Département en 2023 : 84,7 K€).

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en place de la gestion électronique des documents (GED) à la MDPH, une subvention d'un montant de **0,2 M€** est attendue.

Enfin, la récupération sur les tiers est estimée à un montant de **3,98 M€**.

### **Enfance/Famille**

Une recette de **1,41 M€** peut être inscrite au titre de la Stratégie de Prévention et de Protection de l'Enfance. Il s'agit d'un produit constaté d'avance en 2022 et qui porte sur des dépenses qui seront réalisées en 2023.

S'agissant du fonds de Protection des Mineurs Isolés, il est estimé à **0,1 M€** en 2023.

Un produit lié à la récupération sur les tiers est également estimé à un montant de **0,68 M€**.

### **Insertion**

Au titre de la compensation des frais de gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA), le Département bénéficie du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion d'un montant de **3,8 M€**.

De même, la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE), versée au Département depuis 2004 pour compenser le coût de transfert du RMI, sera reconduite pour un montant identique à celui de 2022, soit **28,06 M€**. Une fraction dite API (Allocation de Parents Isolés) complète ce dispositif pour un montant de **6,59 M€**.

De plus, les Départements bénéficient d'un reversement des frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti, via un fonds de péréquation, pour financer partiellement les actions individuelles de solidarité. Il est proposé d'inscrire **8,4 M€** en 2023.

Dans le cadre du Plan Pauvreté ainsi que du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi, le Département a perçu **0,39 M€** de recettes constitutives de produits constatés d'avance à rattacher à l'exercice 2023.

Enfin, des recettes en lien avec la gestion du Fonds Social Européen et la récupération d'indus auprès des tiers sont estimées respectivement à **1,5 M€** et **0,73 M€**.

### **Action sociale**

Au titre du plan pauvreté, des produits constatés d'avance en 2022 sont à prendre en compte en 2023 pour un montant de **0,16 M€** dont 0,07 M€ lié à des dépenses de personnel et 0,01 M€ lié à des dépenses de la Direction de la Transition Numérique. Un montant de **0,05 M€** est également à prendre en compte au titre du logement.

## **E- Les recettes diverses**

Pour 2023, le montant global des recettes diverses a été évalué à **4 290 425 €** contre 3 539 500 € au BP 2022.



**Recettes aménagement du territoire et développement durable : 1 248 000 €**

Environnement et agriculture	74 500 €
Redevances de voirie	410 000 €
Nouvelles technologies	230 000 €
Logement et autres recettes	533 500 €

**Recettes éducation, jeunesse et épanouissement : 1 631 060 €**

Fonds de rémunération des agents de restauration (FRAR)	1 200 000 €
Autres recettes éducation	1 200 €
Culture, Lecture Publique, Archives	234 000 €
Coopération internationale, sport	195 860 €

Dans le cadre de l'acte II de la décentralisation, l'Etat a transféré aux Départements la gestion du Fonds de Rémunération des Agents de Restauration (FRAR). Ce fonds est alimenté par un prélèvement opéré sur la participation que versent les familles aux collèges pour financer les dépenses de restauration et d'internat. Le Département recouvre cette recette auprès des collèges.

**Recettes ressources humaines, moyens généraux, finances : 1 411 365 €**

Ressources et relations humaines, FIPHFP	746 613 €
Revenus du patrimoine (locations)	313 092 €
Administration générales : autres recettes , cessions	351 660 €

**2- Les recettes d'investissement du Budget Principal****A- Les dotations d'investissement****Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)**

A travers le FCTVA, l'Etat compense une partie de la TVA que les collectivités territoriales acquittent sur la plupart des dépenses d'investissement. Depuis 2016, le taux de remboursement s'établit à **16,404 %** des dépenses toutes

taxes comprises constatées au Compte Administratif précédent pour le calcul du FCTVA attendu.

Compte tenu des dépenses d'investissement réalisées en 2022, le produit du fonds de Compensation de la TVA à percevoir en 2023 est évalué à **6 M€**.

### **La dotation de soutien à l'investissement des Départements**

Jusqu'en 2021, la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID) comportait une part « péréquation » d'environ 600 K€ et non fléchée, et une part « projet » affectée à des projets d'investissements spécifiques.

Depuis la Loi de Finances pour 2022, la DSID est désormais intégralement attribuée par le Préfet de Région sous forme d'investissement dans les domaines jugés prioritaires au niveau local.

La Dotation de Soutien à l'Investissement est proposée pour un montant de **2,2 M€** en 2023.

### **La dotation départementale d'équipement des collèges**

Depuis le 1er janvier 1986, la charge des investissements dans les collèges a été transférée par l'Etat aux Départements. Pour aider les Départements à financer cette compétence, l'Etat a créé la dotation départementale d'équipement des collèges.

La Dotation Départementale d'Equipement des Collèges est stable. Elle est proposée pour un montant de **1,64 M€**.

## **B- Autres recettes d'investissement**

Les recettes diverses d'investissement, c'est-à-dire hors dotations de l'Etat et emprunts, sont inscrites pour un montant de **3 125 900 €** :

Participations Etat, Région, communes pour la voirie	1 590 000 €
Agriculture, Environnement	261 000 €
Produits des cessions immobilières	720 000 €
Subventions et remboursements divers	50 000 €
Récupération d'avances auprès des budgets annexes	504 900 €

## C- Les emprunts

### Situation prévisionnelle de la dette au 31/12/2022

Caractéristiques de la dette	31/12/2021	31/12/2022
Encours total	187 267 838 €	200 568 136 €
Taux moyen	1,07 %	1,57%

Au 31/12/2022, la projection de la situation de la dette du Département intègre les emprunts suivants :

#### Budget principal :

- 15 M€ auprès de la Caisse d'Epargne mobilisés en janvier 2022 (contrat signé en novembre 2021, taux fixe 0,69 % sur 15 ans),
- 5 M€ auprès de la Banque Postale pour la RN 147 (taux fixe 3,23 % sur 30 ans).

#### Budget annexe Futuroscope-Palais des Congrès-Aréna :

- 10,3 M€ auprès du Crédit Mutuel (taux fixe 0,98 % sur 15 ans),
- 5 M€ auprès de la Caisse d'Epargne (emprunt In Fine sur 3 ans, taux fixe 0,75 %)

Au 31/12/2022, l'encours de dette se répartit comme suit :

- 70,64 % : emprunts à taux fixe,
- 15,38 % : emprunts à taux révisable,
- 13,98 % : emprunts à taux livret A,

### Dette – 2023

- *Capital de la dette*

Compte tenu des échéanciers des emprunts en cours et prévisionnels, il est proposé d'inscrire un montant de **22,2 M€** pour le remboursement en capital de la dette en 2023.

- *Intérêts prévisionnels*

Après une année 2021 marquée par un haut niveau de croissance mais également l'apparition de l'inflation, l'année 2022 a été marquée par une inflation importante (5,6% sur un an en septembre 2022) et l'abandon par la Banque

Centrale Européenne de sa politique des taux négatifs. Ces changements ont eu pour conséquence un rapide retour en territoire positif de l'indice Euribor, ce qui n'était pas attendu avant 2024 minimum. Par ailleurs, avec un taux d'usure qui n'évolue pas suffisamment rapidement, c'est même l'accès aux taux fixes qui est devenu difficile.

En conséquence, le montant des intérêts à inscrire est croissant et s'élèverait à **3,87 M€** contre 2,5 M€ en 2022.

Concernant les frais financiers divers, composés essentiellement de commissions, frais de dossiers et intérêts relatifs à la ligne de trésorerie mais également aux contrats d'échanges de taux passés avec les banques (SWAP Payeur), il est nécessaire d'inscrire un crédit de paiement de 0,13 M€.

- *Emprunts*

Comme chaque année, afin de permettre le financement de la programmation pluriannuelle d'investissements, il est proposé de recourir à l'emprunt pour compléter l'ensemble des recettes d'investissement prévisionnelles.

Pour 2023, il pourrait être ainsi inscrit une recette prévisionnelle d'emprunt de **42,61 M€** dont 3,97 M€ pour la RN 147.

- *Emprunt à long terme revolving*

Enfin, pour une gestion active de la dette et de la trésorerie, il y a lieu d'inscrire également, en recettes et en dépenses, les crédits liés à l'utilisation des Contrats à Long Terme Revolving (CLTR), pour un montant de **12,45 M€**.

- *Neutralisation des amortissements*

L'inscription d'un emprunt temporaire de **14 M€** est nécessaire lors du vote du Budget Primitif 2023, dans l'attente de la reprise du résultat de l'exercice 2022.

- *Reprise de la réserve de DMTO*

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par des niveaux records enregistrés en recettes de DMTO par les Départements. L'année 2022 devrait également être marquée par un niveau important de recettes DMTO.

Le 15 juillet 2022, un décret a été publié afin d'encadrer les modalités de mise en réserve des DMTO (article 12 du décret n°2022-1008 du 15 juillet 2022). En application des dispositions de ce décret, le Département de la Vienne avait la possibilité de constituer une réserve de 16M€. L'Assemblée Départementale a constitué une réserve de 11 M€ lors de la décision modificative n°1, en vue de se

prémunir des risques sur le financement de l'investissement (taux d'intérêt, inflation, limiter le recours à l'emprunt).

Dans le cadre de la DM3-2022, il a été proposé de porter cette réserve à hauteur de 16 M€.

Conformément au projet d'orientations budgétaires 2023, il est prévu d'affecter, sur cette réserve, la somme de 2M€ afin d'autofinancer des projets nouveaux d'investissement en faveur du numérique :

- pôle numérique éducatif,
- transition et sécurité numérique,
- dotations numériques des collèges.

Le Département de la Vienne vote son budget primitif 2023, en amont de la clôture budgétaire 2022. Par conséquent et conformément aux dispositions réglementaires, l'affectation de 2 M€ en autofinancement par prélèvement sur la somme mise en réserve, fera l'objet d'une reprise en DM1 2023.

Dans cette attente, il est nécessaire d'inscrire un emprunt temporaire de **2 M€** lors du vote du budget primitif 2023.

#### Parts sociales

Enfin, pour information, il est précisé que dans le cadre de la souscription d'emprunts, le Département est devenu sociétaire de certains établissements bancaires. Il détient ainsi à ce jour 2 439 parts sociales d'une valeur de 2 439 € auprès du Crédit Agricole de Touraine et du Poitou, et 3 856 parts sociales d'une valeur de 77 120 € auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.

### **3- Les recettes des budgets annexes**

En plus du budget principal, le Département de la Vienne compte 5 budgets annexes établis pour certains services locaux spécialisés. Équilibrés en recettes et en dépenses, les principales recettes prévisionnelles générées par ces budgets sont les suivantes pour 2023 :

#### **Budget annexe Futuroscope - Palais des Congrès - Aréna**

- 3,28 M€ pour le bail signé entre le Département de la Vienne et le Parc du Futuroscope,
- 0,36 M€ de loyer relatif au Palais des Congrès, conformément au contrat de bail en vigueur,
- 0,87 M€ dont 0,77 M€ de recettes garanties prévues au contrat Aréna Futuroscope.

### **Budget annexe Hôtels d'entreprises**

- 1,01 M€ de recettes locatives (immeubles de bureaux), dépôts et cautionnements reçus.

### **Budget annexe Eau et Assainissement**

- 1,01 M€ de chiffre d'affaires.

### **Réseaux Images**

- 0,209 M€ de ventes de produits et prestations de services,
- un emprunt d'attente de 71K€ est prévu préalablement à la reprise du résultat antérieur 2022 qui permettra d'autofinancer des investissements nouveaux.

### **Le Vigeant**

- 6 K€ de recettes locatives sont prévues en 2023.

**Je vous propose :**

**- d'inscrire au budget primitif 2023 les recettes suivantes :**

### **Budget Principal**

**En fonctionnement :**

- 88 500 000 € au titre de la fraction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée,
- 2 600 000 € au titre de la fraction complémentaire sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée,
- 54 000 000 € au titre du droit départemental d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière,
- 15 000 000 € au titre du fonds globalisé de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO),
- 49 000 000 € au titre des différentes fractions de la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA),
- 4 200 000 € au titre de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) complémentaire à la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA),
- 4 800 000 € au titre de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE),
- 1 300 000 € au titre de la part départementale de la taxe d'aménagement, le produit de cette taxe étant affecté au



financement des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE),

- 200 000 € au titre de la taxe additionnelle de séjour,
- 20 000 000 € au titre de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE),
- 5 050 000 € au titre de l'attribution de la compensation régionale du transfert d'une partie de la CVAE et des frais des transports interurbains et scolaires,
- 1 000 000 € au titre du Fonds de péréquation de la CVAE,
- 6 590 000 € au titre des recettes issues de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER),
- 5 675 000 € au titre des recettes issues du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR).
- 56 200 000 € au titre de la dotation globale de fonctionnement,
- 2 915 000 € au titre de la dotation générale de décentralisation,
- 500 000 € au titre du fonds de compensation de la TVA (fonctionnement),
- 6 100 000 € au titre de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle,
- 2 400 000 € au titre des compensations fiscales,
- 28 060 000 € au titre de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques,
- 6 585 000 € au titre de la partie Allocation Parents Isolés du Revenu de Solidarité Active,
- 3 800 000 € au titre du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion,
- 8 400 000 € au titre de la Dotation de Compensation Péréquée (frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti),
- 315 400 € au titre du Plan Pauvreté (DIRE),
- 72 000 au titre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi,
- 17 000 000 € au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie,
- 2 000 000 € au titre du concours Aide Personnalisée à l'Autonomie 2ème part (loi ASV - Adaptation de la Société au Vieillissement),
- 2 200 000 € au titre de l'Avenant 43 (personnes âgées),
- 3 520 000 € au titre du SEGUR et du volet qualité CNSA (personnes âgées),
- 1 110 000 € au titre du concours des aides techniques et prévention (loi ASV),
- 490 000 € au titre du concours Forfait Autonomie (loi ASV),



- 3 800 000 € au titre de la Prestation de Compensation du Handicap,
- 898 700 € au titre de la Maison Départementale des Personnes Handicapées,
- 1 234 700 € au titre du SEGUR et du volet qualité CNSA (handicap),
- 100 000 € au titre du Fonds pour la Protection des Mineurs Non Accompagnés,
- 1 413 000 € au titre de la stratégie de prévention et de protection de l'enfance,
- 1 500 000 € au titre du Fonds Social Européen,
- 163 000 au titre du Plan Pauvreté (DAS),
- 47 775 € au titre du logement (DAS),
- 16 585 000 euros au titre de la récupération sur tiers et autres recettes,
- 1 248 000 € au titre des recettes en lien avec l'aménagement du territoire et le développement durable,
- 1 631 060 € au titre des recettes en lien avec l'éducation, la jeunesse et l'épanouissement,
- 1 411 365 € au titre des recettes en lien avec les ressources humaines, les moyens généraux et les finances,

**En investissement :**

- 6 000 000 € au titre du fonds de compensation de la TVA,
- 2 200 000 € au titre de la dotation de soutien à l'investissement des Départements,
- 1 638 000 € au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges,
- 3 125 900 € au titre des recettes hors dotations de l'Etat et emprunts,
- 42 611 100 € au titre des emprunts,
- 2 000 000 dans l'attente de la reprise de la réserve DMTO,
- 12 450 000 € pour le suivi des crédits long terme revolving,

**Budgets annexes**

**En fonctionnement :**

- 3 284 000 € au titre de la location du Parc du Futuroscope

(budget annexe Futuroscope, Palais des Congrès, Arena),

- 356 000 € au titre de la location du Palais des Congrès (budget annexe Futuroscope, Palais des Congrès, Arena),
- 105 000 € pour le remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,
- 768 000 € au titre des recettes garanties de l'Aréna,
- 1 016 340 € au titre de la location des immeubles de bureaux et des charges récupérables (budget annexe Location Hôtels d'Entreprises),
- 1 011 005 € au titre des recettes du budget annexe Eau et Assainissement,
- 209 400 € au titre des recettes du budget annexe Réseau Images,
- 6 000 € au titre des recettes du Vigéant,

en investissement :

- 71 000 € d'un emprunt d'attente,

- d'inscrire les dépenses suivantes au titre du budget principal :

- 4 700 000 € en dépenses de fonctionnement au titre du prélèvement pour le fonds globalisé de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO),
- 4 000 000 € en dépenses de fonctionnement au titre des intérêts d'emprunts et autres frais financiers,
- 22 200 000 € en dépenses d'investissement au titre de l'amortissement des emprunts,
- 12 450 000 € en dépenses d'investissement pour le suivi des crédits long terme revolving.

Je vous propose également d'inscrire, au titre de la neutralisation des amortissements :

- 14 000 000 € en recettes d'ordre de fonctionnement,
- 14 000 000 € en recettes d'investissement,
- 14 000 000 € en dépenses d'ordre d'investissement.

■ ■  
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier .

**56. Délégations en matière d'emprunts, de lignes de trésorerie et de placements de fonds Année 2023**

**Claude EDELSTEIN :** Le 56 qui en découle avec cette délégation. M. Le Président, si vous voulez faire voter le 56.

**Alain PICHON :** Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

**DELEGATIONS EN MATIERE D'EMPRUNTS, DE LIGNES DE TRESORERIE ET DE  
PLACEMENTS DE FONDS  
ANNEE 2023**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE**, pour l'année 2023 :

- de donner délégation au Président du Conseil Départemental à l'effet de :
  - pour les nouveaux emprunts :
    - souscrire des emprunts correspondant aux indices 1 et 2 et aux structures A à C de la charte de bonne conduite (taux fixe, taux révisable, taux variable... pouvant comporter une barrière simple),
    - fixer la durée maximale des emprunts à 30 ans,
    - limiter les primes et les commissions à 0,3 % de l'encours souscrit,
  - pour le refinancement des emprunts existants :
    - renégocier les conditions des emprunts existants pour obtenir une diminution de la marge, du taux bancaire et/ou de la durée d'amortissement, ainsi que de la méthode d'amortissement et pour les prêts à taux variable, l'indice utilisé,
    - obtenir un gain en termes de montant des intérêts à régler ou de durée d'amortissement sans conséquence sur la notation de l'emprunt sur l'échelle de Gissler ou d'augmentation du montant du capital restant dû à la date de prise d'effet du réaménagement,
    - limiter les primes ou commissions de réaménagement à 1 % de l'encours des prêts concernés,

- souscrire des emprunts correspondant aux indices 1 et 2 et aux structures A à B de la charte (taux fixe, taux révisable, taux variable... pouvant comporter une barrière simple),
  - limiter la durée du prêt de refinancement à la durée résiduelle du contrat refinancé, augmentée de 1 an maximum,
  - limiter le montant des indemnités de refinancement à 10 % maximum du capital restant dû de l'emprunt refinancé,
- o pour les instruments de couverture :
- recourir à des SWAP (contrats d'échange de taux d'intérêt), des FRA (contrats d'échange de taux futur), des CAP (contrats de couverture de risques de taux plafond), des FLOOR (contrats de couverture de risques de taux plancher) et des COLLAR (contrats de couverture de risques de taux tunnel),
  - retenir des indices et des structures identiques à celles mentionnées pour les emprunts nouveaux,
  - limiter ces opérations de couverture aux contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette au 1er janvier 2023 augmenté des emprunts nouveaux et de refinancement, étant précisé que la durée ne pourra pas excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels elles sont adossées,
  - limiter les primes et les commissions à 1 % de l'encours,
- o pour la (ou les) ligne(s) de trésorerie :
- fixer son montant maximal cumulé à 30 millions d'euros,
  - fixer la marge maximale à 1 % et les frais et/ou commissions à 1 % du plafond de la ligne,
  - retenir les index suivants : EONIA, €STER, T4M, TAG, TAM, EURIBOR, OAT, taux fixe,
- o pour les placements :
- procéder conformément aux dispositions de l'article L 1618- 2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) aux placements de fonds en titres émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne, en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeur mobilière (OPCVM) gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats et/ou déposer ces fonds sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat,

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à passer tous les actes nécessaires à la réalisation de ces opérations,
- de rendre compte de cette délégation au Conseil Départemental.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légimité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006990-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Direction du Budget et des Finances

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### DELEGATIONS EN MATIERE D'EMPRUNTS, DE LIGNES DE TRESORERIE ET DE PLACEMENTS DE FONDS ANNEE 2023

La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires, complétée par le décret n°2014-984 du 28 août 2014, codifiés aux articles L.1611-3-1, R. 1611-33 et R.1611-34 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ont fixé le cadre juridique de recours à l'emprunt pour les collectivités territoriales.

Le recours à l'emprunt relève de la compétence du Conseil Départemental. Cette compétence peut toutefois, conformément à l'article L.3211-2 du CGCT, être déléguée au Président du Conseil Départemental.

Par ailleurs, la circulaire du 25 juin 2010 n° NOR/I0C/B/10/15077/C précise les pratiques recommandées en matière de gestion des emprunts et de la trésorerie et les produits financiers qui peuvent être réservés aux collectivités.

Avant de préciser le contenu de cette délégation, il convient de rappeler quelques informations essentielles sur la dette actuelle du Département.

#### **I – Délégation en matière d'emprunts**

##### **I-A Information sur la dette**

Une « charte de bonne conduite » dite « Charte Gissler », signée en décembre 2009 et entrée en vigueur en 2010, classe les emprunts sur une échelle de risques qui combine à la fois les indices (de 1 à 5) et la structure (de A à E) des prêts.



INDICES		STRUCTURES	
1	Indices zone euro	A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)
2	Indices inflation française ou écart entre ces indices	B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
3	Écarts d'indices zone euro	C	Option d'échange (swaption)
4	Indices hors zone euro Écart indices dont l'un est un indice hors zone euro	D	Multiplicateur jusqu'à 3 * Multiplicateur jusqu'à 5 capé *
5	Écart d'indices hors zone euro	E	Multiplicateur jusqu'à 5 *

\* Exemple : la banque offre un taux fixe bonifié (3,92 %) à condition que l'écart entre 1 taux A et 1 taux B soit supérieur à 0,20 %. Si cet écart est inférieur, alors la banque facture un taux dégradé lui-même amplifié par un coefficient multiplicateur pouvant être égal à X fois l'écart entre A-B. Ainsi le taux payé par la collectivité pourrait être 3,92 % si A-B > 0,20 %, sinon 5,70 % -5 fois (A-B).

La circulaire précitée du 25 juin 2010 définit une catégorie « hors Charte » (6-F) qui regroupe tous les produits déconseillés par la Charte et que les établissements financiers signataires se sont engagés à ne plus commercialiser.

Au 31 décembre 2022, l'encours de la dette s'élèvera à **200 568 136 €**. Ce montant intègre les 15 M€ mobilisés en 2022, ainsi que les 15,3 M€ souscrits pour le financement de l'Aréna et que les 5 M€ qui seront mobilisés en décembre 2022 à l'issue de la consultation bancaire menée en octobre 2022.

Le dernier emprunt non classé en 1-A (4-B) a pris fin en décembre 2022.

Afin de se prémunir contre les incertitudes et la volatilité des marchés financiers, il vous est proposé de recourir aux seuls emprunts dont l'évolution des taux peut être totalement maîtrisée.

Les nouveaux financements envisagés pour l'année 2023 pourront donc être circonscrits aux indices 1 à 2 et sur les structures A à C, c'est-à-dire à des emprunts classiques (taux fixe, taux révisable, taux variable, ...) pouvant comporter une barrière simple.

#### *1-A-a- Les caractéristiques essentielles des emprunts nouveaux*

Il ne sera donc pas envisagé de contracter des produits avec effet de levier ou comportant un effet multiplicateur. Les emprunts mobilisés le seront pour un montant maximal correspondant au montant inscrit au budget.

Leur durée n'excédera pas 30 années.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Ces contrats de prêts pourront être assortis d'une ou plusieurs offres de placements privés auprès d'un investisseur. Il pourra s'agir par exemple de contrats de prêt avec placement privé de type « *Schuldschein* ».

Enfin, les primes ou commissions éventuelles qui pourront être versées aux établissements bancaires ou aux intermédiaires financiers le seront pour un montant maximum de 0,3 % de l'encours.

#### *I-A-b- Le réaménagement de l'encours de la dette existante*

Le réaménagement de l'encours de la dette pourra prendre la forme, soit d'une renégociation des conditions des contrats existants auprès des prêteurs, soit de la substitution de nouveaux contrats à ceux existants :

- la renégociation des conditions des contrats existants pourra porter sur la diminution de la marge et du taux bancaire appliqués et/ou de la durée d'amortissement, ainsi que la méthode d'amortissement et pour les prêts à taux variable, l'indice utilisé.

Cette renégociation aura pour objectif un gain en termes de montant des intérêts à régler ou de durée d'amortissement. Elle ne doit pas avoir pour conséquence un changement de notation du produit sur l'échelle de Gissler ou d'augmentation du montant du capital restant dû à la date de prise d'effet du réaménagement.

Les primes ou commissions de réaménagement ne pourront dépasser 1% de l'encours des prêts concernés,

- la souscription de produits de refinancement pourra intervenir, selon les conditions de marché, en substitution des contrats existants.

Il est proposé d'orienter ce choix sur des produits classés sur les indices 1 à 2 et sur les structures de A à B, c'est-à-dire des emprunts classiques (à taux fixe, taux variable, taux révisable.....) pouvant comporter une barrière simple.

Le montant du prêt de refinancement ne pourra pas excéder le montant du capital restant dû, augmenté éventuellement des indemnités contractuelles dans la limite de 10 % du capital restant dû.

La durée des produits de refinancement ne pourra pas excéder la durée résiduelle du contrat refinancé, augmentée au maximum de 1 an.

### *I-A-c- Les instruments de couverture*

Compte tenu des fluctuations des taux qu'est susceptible de subir le marché, il vous est proposé de m'autoriser à recourir à des instruments de couverture afin d'optimiser les frais financiers de la dette en vue de se garantir contre des éventuelles hausses et de profiter des éventuelles baisses.

Afin de disposer de ces instruments qui permettent de piloter le niveau des taux, il vous est proposé en fonction des opportunités, de m'autoriser à passer des contrats d'échange de taux d'intérêt (ou SWAP), des contrats d'accord de taux futur (ou FRA), des contrats de garantie de taux plafond (ou CAP), des contrats de garantie de taux plancher (ou FLOOR), des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (ou COLLAR).

Ces opérations seront limitées aux emprunts constituant le stock de la dette au 1er janvier 2023, augmenté, le cas échéant, des emprunts nouveaux et des emprunts de refinancement inscrits à la section d'investissement du budget.

La durée maximale des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts à laquelle les opérations sont adossées et les index de référence pouvant être utilisés seront les mêmes que ceux retenus pour les emprunts nouveaux.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Enfin, des primes ou commissions pourront être versées aux établissements financiers ou aux intermédiaires dans la limite maximale de 1% de l'encours.

## **II – Délégation en matière de ligne(s) de trésorerie**

Pour faire face à son besoin ponctuel de trésorerie et retarder au maximum la souscription des emprunts, le Département utilise des lignes de trésorerie ou des contrats de prêts de type « revolving » qui associent un crédit long terme classique et l'ouverture de droits de tirages comparables à une ligne de trésorerie.

La ligne de trésorerie est un outil souple permettant d'optimiser la gestion de la dette à court terme, au jour le jour, afin que le montant quotidien du compte au trésor soit le plus proche possible de zéro.

Il vous est proposé de m'autoriser à souscrire pour ce besoin une ou plusieurs lignes de trésorerie dans les limites et caractéristiques suivantes : plafond maximum des lignes : 30 000 000 € ; index de référence : T4M ; TAG ; TAM ; EONIA ; €STER ; EURIBOR ; OAT ou taux fixe. La marge appliquée sur les index à taux variables ne pourra pas dépasser 1% et les commissions et/ou les frais ne pourront pas excéder 1% du plafond de la ligne de trésorerie.

### **III – Délégation en matière de placements budgétaires**

L'article L1618-2 du CGCT autorise les collectivités territoriales à déroger à l'obligation de dépôt de fonds auprès de l'Etat lorsque ceux-ci proviennent de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, d'emprunts dont l'emploi est différé. Par ailleurs, ces fonds ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne, en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne. Ces fonds peuvent aussi être déposés sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat.

Pour la réalisation de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

En conclusion, cette délégation s'inscrit dans la suite logique de celle que le Conseil Départemental m'avait accordée précédemment par délibération en date du 17 décembre 2021 et je serai amené, conformément aux dispositions légales, à vous en rendre compte régulièrement.

**Pour l'année 2023, je vous propose de :**

■ **me donner délégation à l'effet de :**

• **pour les nouveaux emprunts :**

- **souscrire des emprunts correspondant aux indices 1 et 2 et aux structures A à C de la charte de bonne conduite (taux fixe, taux révisable, taux variable... pouvant comporter une barrière simple),**
- **fixer la durée maximale des emprunts à 30 ans,**
- **limiter les primes et les commissions à 0,3 % de l'encours souscrit,**

- **pour le refinancement des emprunts existants :**
  - **renégocier les conditions des emprunts existants pour obtenir une diminution de la marge, du taux bancaire et/ou de la durée d'amortissement, ainsi que de la méthode d'amortissement et pour les prêts à taux variable, l'indice utilisé,**
  - **obtenir un gain en termes de montant des intérêts à régler ou de durée d'amortissement sans conséquence sur la notation de l'emprunt sur l'échelle de Gissler ou d'augmentation du montant du capital restant dû à la date de prise d'effet du réaménagement,**
  - **limiter les primes ou commissions de réaménagement à 1 % de l'encours des prêts concernés,**
  - **souscrire des emprunts correspondant aux indices 1 et 2 et aux structures A à B de la charte (taux fixe, taux révisable, taux variable... pouvant comporter une barrière simple),**
  - **limiter la durée du prêt de refinancement à la durée résiduelle du contrat refinancé, augmentée de 1 an maximum,**
  - **limiter le montant des indemnités de refinancement à 10 % maximum du capital restant dû de l'emprunt refinancé,**
- **pour les instruments de couverture :**
  - **recourir à des SWAP (contrats d'échange de taux d'intérêt), des FRA (contrats d'échange de taux futur), des CAP (contrats de couverture de risques de taux plafond), des FLOOR (contrats de couverture de risques de taux plancher) et des COLLAR (contrats de couverture de risques de taux tunnel),**
  - **retenir des indices et des structures identiques à celles mentionnées pour les emprunts nouveaux,**
  - **limiter ces opérations de couverture aux contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette au 1er janvier 2023 augmenté des emprunts nouveaux et de refinancement, étant précisé que la durée ne pourra pas excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels elles sont adossées,**
  - **limiter les primes et les commissions à 1 % de l'encours,**

- pour la (ou les) ligne(s) de trésorerie :
  - fixer son montant maximal cumulé à 30 millions d'euros,
  - fixer la marge maximale à 1 % et les frais et/ou commissions à 1 % du plafond de la ligne,
  - retenir les index suivants : EONIA, €STER, T4M, TAG, TAM, EURIBOR, OAT, taux fixe,
- pour les placements :
  - procéder conformément aux dispositions de l'article L 1618- 2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) aux placements de fonds en titres émis ou garantis par les Etats membres de l'Union européenne, en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeur mobilière (OPCVM) gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats et/ou déposer ces fonds sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat,
- m'autoriser à passer tous les actes nécessaires à la réalisation de ces opérations,
- rendre compte de cette délégation au Conseil Départemental.

■ ■  
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.



## 57. Projet de Budget Primitif 2023

**Claude EDELSTEIN** : Nous abordons le dernier rapport qui est la synthèse de tout ce qui a été évoqué depuis ce matin, le vote du budget 2023. Il s'agit de rappeler ce que j'ai dit en introduction sur la fragilité de nos recettes, donc la prudence sur nos dépenses. Vous avez ici une synthèse qui rappelle combien les dépenses sociales sont le premier budget du Département. Le second, c'est la jeunesse éducation. Le troisième budget, ce sont les routes, à souligner, c'est important, avec un investissement de 100 000 000 €. Voilà ce que je peux dire pour rester dans les clous, M. le Président.

**Alain PICHON** : C'est excellent ! Merci beaucoup, Claude, pour cette présentation complète. Y a-t-il des prises de parole ? Francis, puis Ludovic.

**Francis GOMEZ** : Merci. M. le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues, je vais me dépêcher si cela ne vous dérange parce que chez certains, j'ai aperçu des symptômes vagues qui se préparent, alors nous allons nous dépêcher si possible. Bonjour pour ceux que je n'ai pas eu l'occasion de saluer tout à l'heure. Désolé, il y a déjà eu des interventions de Catherine, je ne vais donc pas modifier ce que je voulais dire maintenant à ce numéro 57. Catherine et moi souhaitons quand même avoir une pensée pour M. Mathias AGGOUN qui nous a quittés il y a un peu plus d'un an déjà, sans qui nous ne serions pas là aujourd'hui, surtout moi. Nous voulons à notre tour saluer le travail réalisé par les services sur ce dossier très incursif qu'est le budget. Bravo et félicitations.

Nous avons bien noté toutes les hausses proposées, en particulier sur le volet social. Catherine s'est déjà exprimée, je vais répéter, je suis désolé. Pour autant, il nous paraît encore insuffisant pour le secteur de la personne âgée, les effectifs en personnels encore trop peu nombreux, le reste à charge pour les familles, trop élevé même si nous le savons, l'État a toute sa part dans ce domaine. Par ailleurs, concernant les collèges, la hausse du prix de la cantine pour les familles dont les revenus se situent juste au-dessus des bénéficiaires de bourses est trop importante. En ce qui concerne le domaine de la santé, il nous paraît – cela a déjà été évoqué et discuté, je me répète – intéressant de lancer une étude sur la création d'un centre médico-départemental de type médicosocial qui était dénommé autrefois « dispensaire ». Ce type d'établissement permettrait au plus grand nombre d'avoir accès aux médecins spécialisés qui sont souvent de secteur 2 dans le privé et donc non accessibles financièrement.

L'an dernier, pour respecter le souhait de Mathias, nous avons voté contre. Cette année, pour les raisons évoquées dans nos prises de parole et remarques, nous nous abstiendrons de voter le budget 2023. Merci de m'avoir écouté.

**Alain PICHON** : Merci Francis, Ludovic.

**Ludovic DEVERGNE** : Merci M. le Président. Comme mon collègue juste avant, je vais associer les collègues du groupe pour remercier le travail fait par les services en toute loyauté. C'est un travail absolument énorme qui a été réalisé comme chaque année depuis longtemps. Merci aux agents qui travaillent sur l'élaboration du budget primitif. Merci aussi, cher Claude, car même si nous ne sommes pas forcément d'accord sur les choix faits, le travail est là également et je sais que, M. le Vice-Président, vous y passez un certain temps avec tous les collègues de la majorité. Il faut aussi saluer ce travail, il n'y a pas de souci là-dessus. En revanche, je trouve qu'il est assez injuste de dire que nous aurions égrené ce matin des demandes de dépenses nouvelles. Au contraire, je pense que dans les échanges



qui ont eu lieu toute la matinée et en début de semaine, il n'y a justement pas eu des demandes de dépenses nouvelles qui seraient insurmontables. Je ne pense pas en avoir formulé et les collègues n'ont pas formulé des choses déraisonnables. Quelques dizaines de milliers d'euros, sans doute, c'est arrivé, mais il me semble que nous sommes peut-être un peu plus raisonnables que les demandes que nous pouvions formuler par le passé, y compris dans le mandat précédent.

Nous l'avons dit ce matin, nous avons l'impression que le Département subit beaucoup de choses, que ce soit sur le social, sur l'accompagnement des personnes âgées avec des revalorisations décidées par l'État qui nous sont imposées. Nous l'avons dit aussi – j'essaie de résumer, car nous avons quand même dit l'essentiel au fur et à mesure des échanges – sur le point GIR nous sommes en retard et nous allons y rester longtemps. Sur le handicap, nous sommes toujours en attente de concret. Nous restons sur notre faim suite aux états généraux qui ont été une bonne chose, mais maintenant il faut passer aux actes, décliner les mesures concrètes.

Sur l'éducation, là aussi je l'ai dit ce matin à M. le Vice-Président, Henri COLIN, la hausse proposée... Alors si nous voulons être précis parce que j'ai revérifié après, ce n'est pas 6,3 %, mais + 6,78 %. Ce que nous pouvons quand même raisonnablement arrondir à + 7 %. C'est un point de désaccord fort sur cette hausse de tarification scolaire. Ce matin, nous vous avons fait partager les inquiétudes concernant l'avenir de l'IDEF, les inquiétudes des salariés, mais les nôtres aussi.

Sur la santé, je rejoins ce qui a été dit tout à l'heure, nous avons des points communs. Un centre de santé départemental, nous pensons qu'il faut le mettre au moins à l'étude.

Vous le comprendrez, pour toutes ces raisons, tout ce que nous avons égrené ce matin, nous ne voterons pas le budget, nous voterons contre. C'est normal en démocratie. Nous avons des projets différents, nous aurions fait d'autres choix si nous avions été en responsabilité, c'est donc assez logique que nous votions contre. Je vous remercie.

**Alain PICHON** : Merci Ludovic. Florence.

**Florence HARRIS** : Je voudrais compléter l'intervention de Ludovic et mettre un focus sur les solidarités. L'an dernier, et vous l'avez dit tout à l'heure, vous vous félicitez d'une augmentation du budget des solidarités de 13 000 000 €, cette année + 10 400 000 €. Chaque fois, nous avons la même rhétorique : « toujours plus pour les solidarités ». Vous l'avez même dit en séance tout à l'heure. Mais il n'en est rien, ces chiffres rapportés à la proportion du budget n'augmentent pas comme ils le devraient. Ils diminuent même légèrement. Ce décalage entre vos paroles et vos actes se traduit par une véritable dégradation du service public en marche depuis des années parce qu'au fond cette notion de service public vous est étrangère.

Pour citer des paroles entendues le 28 novembre dernier quand je demandais une vraie politique publique de santé : « *faire une différence entre le public et le privé pour la santé n'a pas lieu d'être.* » Ce que vous avez reconnu pour la santé vaut pour tous les domaines, vous vous délestez autant que possible de ce qui pour vous est un poids. Vous vous en tenez à un service minimum très loin d'être à la hauteur des besoins. Nous avons des agents et des agentes qui sont à bout de souffle, qui alertent depuis des années sur le manque de moyens et dont l'avis est moins considéré que celui d'experts venus de cabinet de conseil. En résidence pour 48 h, leur mission n'est pas de répondre aux besoins, mais bien de chercher à contraindre le service à l'enveloppe budgétaire.

Dans les faits, nous avons des enfants à l'IDEF qui sont rationnés au petit déjeuner, des locaux délabrés, des taux d'encadrement ridicules, des personnels qui n'ont pas les moyens d'assurer leurs missions...

**Alain PICHON** : Arrêtez !

**Florence HARRIS** :... et maintenant, la fermeture des services. On ne guérit pas la plaie, on coupe le bras, mais avec cette logique, l'infection est toujours là. Alors non, vous ne mettez pas le paquet sur les solidarités, ce que vous proposez est plus qu'insuffisant. Prétendre l'inverse et ne pas assumer ses choix politiques relèverait du mensonge et de la déresponsabilisation.

**Alain PICHON** : Nous en reparlerons du mensonge, Florence. Quand tu veux ! Anthony.

**Rose-Marie BERTAUD** : Je souhaiterais reprendre la parole parce que je viens d'avoir un joli tract dont j'aimerais dire quelques mots.

**Alain PICHON** : Très bien. Anthony.

**Anthony BROTTIER** : Je serai très bref. Avec Aline, nous allons continuer de travailler de la même manière que depuis le début du mandat. Nous considérons que sur ce budget, le Département prend ses responsabilités sur un certain nombre de sujets. Je ne vois pas comment nous pourrions de notre côté nous opposer aux 3 000 000 € supplémentaires mis sur le handicap, même si je vous l'ai dit et je vous le redirai au cours de l'année, je trouve qu'il reste du travail à faire. J'ai de l'espoir et j'espère qu'il ne sera pas déçu, notamment sur pas tant les états généraux du handicap, mais surtout les suites qui seront données. Ce budget est aussi une année pleine sur certaines revalorisations qui ne sont pas du fait du Département, mais dont le Département assume la charge que ce soit sur l'avenant 43, sur la revalorisation indiciaire. Comme nous soutenons ces revalorisations, nous soutiendrons aussi de ce point de vue le Département qui en a la compétence et en assume donc la charge.

Je ne suis pas intervenu tout à l'heure sur la politique sportive, mais c'est évidemment une politique qui a notre soutien. Ceux qui s'opposent soit par dogmatisme, soit par principe au passage de la flamme olympique à Grand Poitiers ou dans le département n'ont a priori pas compris ce qu'était la flamme olympique parce que ce n'est pas uniquement le passage d'un événement, c'est beaucoup d'autres choses. Notamment pour tous les enfants du territoire, y compris les plus fragiles qui peuvent à travers des événements comme celui-ci rêver.

Nous soutiendrons ce budget et nous continuerons avec Aline d'être constructifs et vigilants.

**Alain PICHON** : Merci Anthony. Rose et je conclurai.

**Rose-Marie BERTAUD** : Je voulais juste revenir un petit peu sur l'IDEF puisque je me sens quand même particulièrement attaquée. Notamment par un tract qui ne nous avait pas été donné. C'est la copie du courrier adressé à Emmanuel MACRON dans lequel je suis mise en cause bien évidemment, comme cela a déjà été fait sur un précédent où on critiquait le fait que j'étais allée à une réunion, que j'avais perdu ma voix et que c'était quand même particulièrement « chiant ». Je vous dis texto les propos de la CGT. Là, je lis dans le courrier adressé à M. MACRON : « Le 1<sup>er</sup> décembre, le Conseil d'administration se réunissait. Un mouvement du personnel s'est alors organisé. Rare occasion lui permettant de manifester collectivement et intra-muros son incompréhension, son inquiétude et sa colère. La Présidente du CA entre un "Des femmes battues et des enfants maltraités, il y en aura toujours" et un "Vous êtes venus vous plaindre", le Département a pris des décisions ».

Évidemment, je n'ai jamais tenu ces propos et je trouve extrêmement dommageable que nous mettions cela dans un courrier adressé au Président de la République.

**Alain PICHON** : Absolument d'accord.

**Rose-Marie BERTAUD** : Je ne sais pas ce que je ferai, nous en discuterons. J'ai eu la chance de pouvoir rencontrer M. MACRON la semaine dernière à qui j'ai parlé des difficultés – il y a tout un paragraphe aussi sur le Ségur – dans les services comme ceux de l'IDEF où le Ségur était appliqué uniquement sur une partie des agents et pas sur l'autre, des difficultés que nous avons sur l'accueil des enfants avec des enfants de plus en plus complexes, sur la formation des agents, sur les difficultés de recrutement. J'ai eu la chance d'être écoutée par le Président. Après, je pense que nous n'avons pas toutes les solutions aujourd'hui. Quand on me dit qu'il faut du dialogue social et que je lis ces propos, j'avoue que je ne sais pas comment je vais faire, mais quelque part, je commence à être particulièrement inquiète et je suis en colère. Ce n'est pas bien, mais je suis en colère parce que je pense que j'ai ouvert des portes, que j'ai dit qu'il fallait que nous travaillions ensemble, et le résultat est ce genre de « torchon ». Merci.

*Applaudissements*

**Alain PICHON** : Effectivement, tu as tout notre soutien Rose-Marie.

**Rose-Marie BERTAUD** : C'est bon.

**Guillaume DE RUSSÉ** : Je voulais intervenir parce que j'ai été Président de l'IDEF pendant deux mandats. Je trouve que l'outrance ne mène à rien et que le dialogue que pratique Rose est efficace. Je voudrais lui dire tout mon soutien, ma chère Rose, parce que je sais ce que c'est. Ce n'est pas facile. J'avais des relations courtoises avec les syndicats à cette époque et je regrette vivement qu'il y ait probablement des pressions qui se font et qui conduisent à ce qu'il y ait des syndicats qui rentrent maintenant dans une outrance qui n'est pas tolérable de mon point de vue.

**Rose-Marie BERTAUD** : Je précise juste que ce sont des propos du syndicat CGT parce que nous n'avons pas du tout la même relation avec le syndicat FO avec qui, je pense, nous allons pouvoir construire des choses.

**Alain PICHON** : Effectivement. Je vais faire voter le budget, chacun s'étant exprimé et je vous ferai part de ma conclusion. Qui est défavorable au budget qui vous a été présenté ? 4. Qui s'abstient ? 2. Il est adopté, je vous remercie.

*Applaudissements*

Effectivement, ce n'est pas la CGT qui décide ici. Merci aux élus de la majorité pour votre mobilisation. Le Département, c'est le pouvoir de proximité et vous y prenez toute votre part. Un grand remerciement aussi aux équipes du Conseil départemental très mobilisées en permanence, mais particulièrement aussi aux équipes des finances en ce moment. Un remerciement très appuyé à l'ensemble des services, tenez-vous bien, 565 rapports examinés cette année, c'est-à-dire 565 rapports rédigés qui traduisent un travail profond des équipes pour mettre en œuvre nos politiques publiques. Un grand bravo et je pense que nous pouvons les applaudir.

*Applaudissements*

Un budget 2023 qui donne une nouvelle fois du souffle. Il est ambitieux pour l'environnement, pour la jeunesse, pour l'attractivité du territoire. Il est solidaire pour les plus fragiles, il est vertueux pour une Vienne qui avance et qui veut donner confiance à ses habitants. Je remercie notre opposition, dans sa globalité, constructive. Je regrette que cette assemblée devienne trop politique par moments, le plus souvent par une seule élue. Cet isolement me rassure. J'ai toujours défendu cette idée que nous devons avant tout être pragmatiques et constructifs.

Mon cher Ludovic, je vois que si tu me reproches parfois de ne pas avoir de nouveau souffle sur nos projets, je vois que tu n'en as pas beaucoup plus puisque tu reprends à peu près les mêmes éléments d'une année sur l'autre. Si tu reprends ta respiration avec tes collègues, vous allez peut-être avouer enfin que ce budget est le bon pour la Vienne.

Sortir de la politique des certitudes pour bâtir une politique de projets, c'est notre action, notre façon de faire, nous sommes au rendez-vous des solidarités, de la jeunesse et des territoires fidèles à nos engagements. Un excellent budget 2023 pour une Vienne en grand, pour une Vienne ensemble. Belles fêtes de fin d'année. Nous pouvons aller déjeuner.

*La séance est levée à 13 h 30.*

La Secrétaire de Séance

La Conseillère Départementale,



Joëlle PELTIER

Le Président du Conseil Départemental

de la Vienne,



Alain PICHON



## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## BUDGET PRIMITIF 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission des Finances s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » ayant voté contre Catherine Bourgeon et Francis Gomez s'étant abstenus,

**DECIDE** d'adopter le budget primitif pour l'exercice 2023, en recettes et en dépenses, pour le budget principal et les budgets annexes, conformément aux tableaux récapitulatifs joints en annexes 1, 2 et 3.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006987-DE
Date de publication	22/12/2022

## Budget Principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT	Recettes		
	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>RECETTES FISCALES INDIRECTES</b>	<b>224 295 411,89</b>	<b>209 100 000</b>	<b>219 600 000</b>
Fraction de TVA - compensatrice Taxe sur le Foncier Bâti	81 778 478	84 000 000	88 500 000
Fonds de sauvegarde TVA	2 625 884	2 600 000	2 600 000
Droits de mutation	65 779 094	50 200 000	54 000 000
Fonds de péréquation - droits de mutation	14 175 832	13 500 000	15 000 000
Taxes sur les conventions d'assurances	49 415 398	48 300 000	49 000 000
TICPE complémentaire à la TSCA art 52 de la LFI 2005 (art 38 LFI 2008)	4 310 567	4 200 000	4 200 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité	4 439 230	4 800 000	4 800 000
Taxe d'aménagement	1 555 228	1 300 000	1 300 000
Taxe additionnelle de séjour	215 701	200 000	200 000
<b>RECETTES FISCALES DIRECTES</b>	<b>40 557 987,00</b>	<b>37 025 000</b>	<b>38 315 000</b>
Contribution à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	22 100 298	19 000 000	20 000 000
Attribution de compensation de la Région (transfert CVAE)	5 050 437	5 050 000	5 050 000
Fonds de péréquation de la CVAE	1 105 062	1 000 000	1 000 000
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	6 513 127	6 300 000	6 590 000
Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR)	5 677 142	5 675 000	5 675 000
Taxe sur le Foncier bâti (reliquat)	111 921	0	0
<b>DOTATIONS DE L'ÉTAT</b>	<b>68 196 377,06</b>	<b>67 915 000</b>	<b>68 115 000</b>
Dotation Globale de Fonctionnement	56 075 441	56 000 000	56 200 000
Dotation Générale de Décentralisation	2 917 365	2 915 000	2 915 000
Fonds de compensation de la TVA (entretien routes et immeubles)	485 621	500 000	500 000
Dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	6 124 459	6 100 000	6 100 000
Compensations fiscales (TH, TFB, TFNB, TP)	2 593 491	2 400 000	2 400 000
<b>RECETTES D'AIDE SOCIALE</b>	<b>94 883 936,58</b>	<b>91 100 500</b>	<b>99 294 575</b>
<b>RSA - Insertion</b>	<b>48 406 019,94</b>	<b>47 139 000</b>	<b>47 962 400</b>
- Taxe Intérieure de Consommation sur Produits Énergétiques (TICPEexTIPP)	28 063 443,00	28 060 000	28 060 000
- TICPE - Allocation Parent Isolé (A.P.I.)	6 586 202,00	6 585 000	6 585 000
- Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (F.M.D.I.)	3 680 850,00	3 800 000	3 800 000
- Dotation de compensation péréquée - frais de gestion TFB (PLF 2014)	8 164 710,00	7 900 000	8 400 000
- Dotation pauvreté et accès à l'emploi	1 052 089,00	0	387 400
- Récupération sur les bénéficiaires - indus et autres recettes	858 725,94	794 000	730 000
<b>Personnes Agées</b>	<b>33 478 816,52</b>	<b>32 826 500</b>	<b>37 520 000</b>
- CNSA - Allocation Personnalisée d'Autonomie (A.P.A.)	16 781 176,83	17 000 000	17 000 000
- CNSA - Allocation ASV (A.P.A. 2ème part)	2 452 962,68	800 000	2 000 000
- CNSA - Convention SAD et Avenant 43	585 050,48	2 212 500	2 200 000
- Allocation ASV (prévention et autonomie)	1 402 407,90	1 584 000	1 600 000
- SEGUR			3 520 000
- Récupération sur les caisses d'assurances et bénéficiaires et autres recettes	12 257 218,63	11 230 000	11 200 000
<b>Personnes Handicapées</b>	<b>9 809 804,98</b>	<b>8 398 000</b>	<b>9 908 400</b>
- CNSA - Prestation de compensation du handicap (P.C.H.) et Avenant 43	3 841 891	3 741 000	3 800 000
- CNSA - Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H.)	684 438	682 000	898 700
- SEGUR			1 234 700
- Récupération sur les caisses d'assurances et bénéficiaires et autres recettes	5 283 477	3 975 000	3 975 000
<b>Enfance - Famille</b>	<b>2 213 978,47</b>	<b>1 737 000</b>	<b>2 193 000</b>
- Fonds pour la protection des mineurs étrangers	106 630,00	100 000	100 000
- Stratégie nationale prévention et protection et autres	2 107 348,47	1 637 000	2 093 000
<b>Fonds Social Européen</b>	<b>929 316,67</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 500 000</b>
<b>Action Sociale</b>	<b>46 000,00</b>		<b>210 775</b>
<b>RECETTES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>891 928,38</b>	<b>1 040 250</b>	<b>1 248 000</b>
Environnement et agriculture	104 767,63	130 000	74 500
Redevances pour la voirie	439 390,00	410 000	410 000
Recettes diverses routes	35 505,34	0	
Nouvelles technologies	220 419,16	193 000	230 000
Logement et autres recettes	91 846,25	307 250	533 500
<b>RECETTES EDUCATION, JEUNESSE ET EPANOUISSEMENT</b>	<b>1 712 744,70</b>	<b>1 375 200</b>	<b>1 631 060</b>
Education - Fonds de rémunération des agents de restauration et autres recettes	1 160 830,28	1 201 200	1 201 200
Culture, Lecture Publique, Archives	206 818,07	174 000	234 000
Coopération internationale et autres recettes	345 096,35	0	195 860
<b>RECETTES RESSOURCES HUMAINES, MOYENS GENERAUX, FINANCES</b>	<b>1 983 214,72</b>	<b>1 124 050</b>	<b>1 411 365</b>
Ressources humaines, FIPHP	905 294,10	716 350	746 613
Revenus du patrimoine (locations)	194 972,61	314 462	313 092
Budget et finances, Affaires Générales, Cessions d'immobilisations et recettes diverses	882 948,01	93 238	351 660
<b>S/TOTAL DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>432 521 600,33</b>	<b>408 680 000</b>	<b>429 615 000</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT	Recettes		
	CA 2021	BP 2022	BP 2023
ÉCRITURES COMPTABLES (ordres et inter-budgets)	2 793 003,06	15 100 000	16 300 000
ÉCRITURES COMPTABLES		0	
- Excédent de fonctionnement reporté (002)			
ÉCRITURES D'ORDRE ENTRE SECTIONS		15 100 000	
- Dotations aux amortissements	2 132 244,00	2 100 000	2 300 000
- Neutralisation des amortissements		13 000 000	14 000 000
- Travaux en régie	649 166,76		
- Moins-value sur cessions	11 592,30		
- Affectation en fonctionnement avance remboursable DMTO (7788)			
S/TOTAL DES ÉCRITURES COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT	2 793 003,06	15 100 000	16 300 000
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	435 314 603,39	423 780 000	445 915 000

SECTION D'INVESTISSEMENT	Recettes		
	CA 2021	BP 2022	BP 2023
DOTATIONS DE L'ÉTAT	8 533 280,44	7 938 000	9 838 000
Fonds de compensation de la TVA	5 609 364,38	4 000 000	6 000 000
Dotation Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)	1 285 586,06	2 300 000	2 200 000
Dotation Départementale d'Équipement des Collèges	1 638 330,00	1 638 000	1 638 000
AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT	5 367 578,90	5 392 000	3 125 900
Education - Territoires Numériques Educatifs	0,00	2 350 000	
Participation de l'Etat, de la Région et des communes pour la voirie	1 344 900,56	1 340 000	1 590 000
Participations au déploiement du Très Haut Débit (Europe, État, Région, EPCI)	1 911 570,40	0	0
Historial du Poitou	800 439,20	660 000	0
Agriculture, environnement	834 171,55	142 000	261 000
Produits des cessions immobilières	0,00	400 000	720 000
Subventions et remboursements divers	16 497,19	0	50 000
Récupération d'avances (emprunts budgets annexes Hôtels d'Entreprises et Futuroscope)	460 000,00	500 000	504 900
EMPRUNTS	25 000 000,00	58 736 000	58 611 100
Financement programmes traditionnels	25 000 000,00	40 756 000	38 646 000
Financement reprise réserve DMTO			2 000 000
Financement neutralisation des amortissements	0,00	13 000 000	14 000 000
Financement RN 147	0,00	4 980 000	3 965 100
S/TOTAL DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT	38 900 859,34	72 066 000	71 575 000

ÉCRITURES COMPTABLES (ordres et inter-budgets)	37 970 531,30	53 059 000	51 575 000
ÉCRITURES COMPTABLES	1 404 248,74	16 059 000	12 975 000
- Avances sur marchés	281 233,29	525 000	525 000
- Avances sur marché de matériel (238)	308 830,91		
- Aménagement foncier Loudun	814 184,54		
- Crédits renouvelables	0,00	15 534 000	12 450 000
- Excédent d'investissement reporté (001)			
- Excédent de fonctionnement capitalisé (1068)			
ÉCRITURES D'ORDRE ENTRE SECTIONS	36 566 282,56	37 000 000	38 600 000
- Amortissements	36 566 283	37 000 000	38 600 000
- Produits de cessions des immobilisations et plus-values			
S/TOTAL DES ÉCRITURES COMPTABLES D'INVESTISSEMENT	37 970 531,30	53 059 000	51 575 000

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	76 871 390,64	125 125 000	123 150 000
-------------------------------------	---------------	-------------	-------------

TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES	512 185 994,03	548 905 000	569 065 000
----------------------------	----------------	-------------	-------------



## Budget Principal

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Dépenses

	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>ACTIONS SOCIALES ET SOLIDARITÉ</b> (y compris secours d'urgence)	<b>256 712 767,98</b>	<b>267 057 000</b>	<b>277 427 880</b>
Enfance-famille	54 291 648,01	57 276 000	61 450 000
Autonomie - Personnes handicapées	47 785 022,67	47 336 000	50 228 000
Autonomie - Personnes âgées	67 712 377,04	71 110 000	75 415 880
Allocations RSA et mobilisation pour le retour à l'emploi - Insertion	83 564 880,07	87 361 000	86 275 000
Action sociale	1 932 397,95	2 653 000	2 835 000
Plan santé - étudiants en médecine	397 910,00	560 000	630 000
Autres dépenses	1 028 532,24	761 000	594 000
<b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>21 937 986,06</b>	<b>23 097 589</b>	<b>26 270 210</b>
<b>ÉDUCATION ET TRANSPORTS</b>	<b>9 754 219,10</b>	<b>10 241 500</b>	<b>11 676 500</b>
- Éducation - Collèges - enseignement supérieur	6 796 552,82	7 208 500	7 710 500
- Transports des élèves en situation de handicap	2 957 666,28	3 033 000	3 248 000
- Territoire Numérique Educatif			718 000
<b>ROUTES</b>	<b>6 388 976,72</b>	<b>6 558 000</b>	<b>6 745 800</b>
<b>BÂTIMENTS</b>	<b>1 070 084,35</b>	<b>1 246 500</b>	<b>1 659 250</b>
- Collèges	92 964,79	156 500	247 000
- Bâtiments départementaux	977 119,56	1 090 000	1 412 250
<b>URBANISME</b>	<b>3 354 144,22</b>	<b>3 514 589</b>	<b>4 774 660</b>
- Subvention d'équilibre au budget annexe Futuroscope-Aréna-Palais des Congrès	2 077 594,00	2 155 589	3 185 000
- Logement	468 214,68	469 000	454 000
- Schéma numérique - Nouvelles technologies	127 034,48	230 000	277 500
- Fonctionnement de la Technopole	506 301,06	510 000	652 000
- Subventions d'équilibre aux budgets annexes technopoles	175 000,00	150 000	206 160
<b>AGRICULTURE, EAU ET ENVIRONNEMENT</b>	<b>1 370 561,67</b>	<b>1 537 000</b>	<b>1 414 000</b>
- Agriculture	890 995,21	852 000	832 000
- Environnement	479 566,46	685 000	582 000
<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>7 835 231,72</b>	<b>8 609 050</b>	<b>9 006 860</b>
<b>APPUI AUX TERRITOIRES ET AUX COMMUNES</b>	<b>3 977 049,48</b>	<b>4 175 050</b>	<b>4 428 200</b>
- Appui aux territoires et syndicat mixte aéroport	1 697 838,84	1 850 250	1 992 000
- Conseil, Architecture, Urbanisme et Environnement (C.A.U.E.)	200 000,00	200 000	200 000
- Plan tourisme	1 945 775,36	1 929 800	1 814 800
- Coopération internationale	133 435,28	195 000	421 400
<b>QUALITÉ DE VIE - JEUNESSE</b>	<b>1 388 190,77</b>	<b>1 680 500</b>	<b>1 750 160</b>
- Sports	1 348 672,84	1 542 000	1 611 660
- Jeunesse et citoyenneté	39 517,93	138 500	138 500
<b>ACTIONS CULTURELLES</b>	<b>2 469 991,47</b>	<b>2 753 500</b>	<b>2 828 500</b>
- FCAL - fonds cantonal d'animation locale	153 960,00	173 000	173 000
- Culture	1 912 257,14	2 141 000	2 171 000
- Archives Départementales	51 888,30	80 000	83 000
- Bibliothèque départementale	351 886,03	359 500	401 500
<b>SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS</b>	<b>12 834 830,00</b>	<b>12 993 050</b>	<b>13 382 839</b>
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET AUTRES DÉPENSES</b>	<b>71 881 368,07</b>	<b>74 823 311,00</b>	<b>81 002 211</b>
Personnel et autres dépenses de personnel	60 125 483,16	61 390 000	65 585 000
Remboursement de la dette (intérêts)	2 133 041,27	2 750 000	4 000 000
Administration Générale	5 393 767,32	6 263 311	6 047 211
Prélèvement fonds de solidarité DMTO	3 710 956,00	3 800 000	4 700 000
Communication	518 120,32	620 000	670 000
<b>S/TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>371 202 183,83</b>	<b>386 580 000</b>	<b>407 090 000</b>
<b>ÉCRITURES COMPTABLES (ordres et inter-budgets)</b>	<b>36 566 282,56</b>	<b>37 200 000</b>	<b>38 825 000</b>
- Provisions		200 000	225 000
<b>ÉCRITURES D'ORDRE ENTRE SECTIONS</b>	<b>36 566 282,56</b>	<b>37 000 000</b>	<b>38 600 000</b>
- Dotations aux amortissements	36 068 899,44	37 000 000	38 600 000
- Valeur comptable des immobilisations cédées et plus-values	497 383,12		
<b>S/TOTAL DES ÉCRITURES COMPTABLE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>36 566 282,56</b>	<b>37 200 000</b>	<b>38 825 000</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>407 768 466,39</b>	<b>423 780 000</b>	<b>445 915 000</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT	Dépenses		
	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>AIDES AUX TIERS</b>	<b>18 937 751,33</b>	<b>19 009 714</b>	<b>17 260 000</b>
ACTIV - volet 2 contrats de territoire	4 178 270,77	5 000 000	4 000 000
ACTIV - volet 2 contrats de développement et autre	253 346,34		
ACTIV - volet 3 projets d'initiative locale	6 655 939,00	7 000 000	7 000 000
ACTIV - volet 4 appels à projets	4 963 094,12	5 550 000	5 820 000
- patrimoine historique	1 136 819,00	1 000 000	1 500 000
- centres bourgs	676 961,80	700 000	700 000
- schéma de l'eau	1 156 569,32	1 850 000	1 620 000
- schéma de l'habitat / Fonds logement	1 992 744,00	2 000 000	2 000 000
ACTIV - volet 5 aides aux autres tiers	2 190 880,10	1 459 714	440 000
- développement du tourisme	2 096 850,72	1 116 714	105 000
- développement de l'agriculture	38 228,58	123 000	135 000
- Plan sport 2024	37 472,00	220 000	200 000
- santé	18 328,80	0	0
ACTIV FLASH	696 221,00		
<b>AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>39 924 177,92</b>	<b>48 224 000</b>	<b>51 306 100</b>
ÉDUCATION	562 621,05	400 000	3 424 000
- Dotations collèges privés (loi Falloux)	562 621,05	400 000	400 000
- Territoire Numérique Educatif			1 824 000
- Enseignement supérieur			1 200 000
<b>SCHÉMA ROUTIER</b>	<b>21 762 370,38</b>	<b>26 420 000</b>	<b>25 577 100</b>
- Routes départementales	20 193 500,38	21 440 000	21 612 000
- CPER RN 147 hors Lhonnaizé	1 568 870,00	4 980 000	3 965 100
<b>BATIMENTS</b>	<b>15 796 257</b>	<b>19 665 000</b>	<b>20 050 000</b>
- Plan collèges (travaux neufs et gros entretien, cités mixtes et privés)	14 648 588	16 965 000	17 000 000
- Bâtiments départementaux	1 147 668,63	2 700 000	3 050 000
<b>AGRICULTURE, EAU ET ENVIRONNEMENT</b>	<b>873 459,86</b>	<b>1 119 000</b>	<b>1 402 000</b>
- Environnement	677 657,10	842 000	1 122 000
- Agriculture	195 802,76	277 000	280 000
<b>NUMÉRIQUE ET ZAC DU TÉLÉPORT</b>	<b>923 729,03</b>	<b>570 000</b>	<b>803 000</b>
- Schéma numérique - Très Haut Débit	548 796,01	200 000	197 000
- Aménagement ZAC du Téléport	281 511,10	368 000	536 000
- Réparations bâtiments ZAC du Téléport	93 421,92	2 000	70 000
<b>SIGNALISATION TOURISTIQUE</b>	<b>5 740,96</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>
<b>AUTRES DÉPENSES</b>	<b>23 571 559,73</b>	<b>23 732 286</b>	<b>25 308 900</b>
REMBOURSEMENT DE LA DETTE	21 726 782,67	21 700 000	22 200 000
SUBVENTION D'ÉQUIPEMENT AU SDIS	350 000,00	350 000	500 000
ADMINISTRATION GÉNÉRALE	1 494 777,06	1 682 286	2 608 900
<b>S/TOTAL DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>82 433 488,98</b>	<b>90 966 000</b>	<b>93 875 000</b>

	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>ÉCRITURES COMPTABLES (ordres et inter-budgets)</b>	<b>4 184 270,51</b>	<b>31 159 000</b>	<b>29 275 000</b>
ÉCRITURES COMPTABLES	1 391 267,45	16 059 000	12 975 000
- Avances sur marchés		525 000	525 000
- Avances sur marché de matériel (2157)	308 830,91		
- Régularisation avance remboursable DMTO dispositif COVID19 (16871)	268 252,00		
- Aménagements fonciers solde d'opération	814 184,54		
- Crédits renouvelables		15 534 000	12 450 000
ÉCRITURES D'ORDRE ENTRE SECTIONS	2 793 003,06	15 100 000	16 300 000
- Amortissements	2 143 836,30	2 100 000	2 300 000
- Neutralisation		13 000 000	14 000 000
- Travaux en régie	649 166,76		
<b>S/TOTAL DES ÉCRITURES COMPTABLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>4 184 270,51</b>	<b>31 159 000</b>	<b>29 275 000</b>

<b>TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>86 617 759,49</b>	<b>122 125 000</b>	<b>123 150 000</b>
--	----------------------	--------------------	--------------------

<b>TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES</b>	<b>494 386 225,88</b>	<b>545 905 000</b>	<b>569 065 000</b>
-----------------------------------	-----------------------	--------------------	--------------------

### BUDGET ANNEXE FUTUROSCOPE, PALAIS DE CONGRÈS, ARÉNA

SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>6 176 535,86</b>	<b>7 354 404</b>	<b>8 026 000</b>
Futuroscope - Palais des Congrès			
011 - charges à caractère général	1 236 282,13	969 889	120 000
65 - autres charges de gestion courante	0,12	100	1 000
67 - charges exceptionnelles		900	
042 - transferts entre sections (amortissements)	4 940 253,61	4 294 000	5 780 000
Aréna			
011 - charges à caractère général		1 575 527	1 465 000
66 - charges financières		513 988	660 000
<b>RECETTES</b>	<b>6 264 652,00</b>	<b>7 354 404</b>	<b>8 026 000</b>
Futuroscope - Palais des Congrès			
74 - subvention d'équilibre du budget principal	2 077 594,00	622 889	3 185 000
75 - autres produits de gestion courante	4 037 058,00	4 494 000	3 640 000
77 - produits exceptionnels	2 000,00		
042 - transferts entre sections (amortissements)			180 000
Aréna			
70 - produits de services			105 000
75 - recettes garanties		558 334	768 000
75 - subvention d'équilibre du budget principal		1 531 181	
042 - transferts entre sections (amortissements)	148 000,00	148 000	148 000
002 - excédent de fonctionnement reporté			

SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>2 630 784,53</b>	<b>28 312 104</b>	<b>5 830 000</b>
Futuroscope - Palais des Congrès			
16 - emprunts, dettes assimilées			
16 - emprunts (remboursement anticipé partiel)			
23 - travaux (Futuroscope, Palais Congrès)	2 296 538,18	1 816 000	1 866 000
23 - avances sur marchés	7 745,00	50 000	50 000
040 - transferts entre sections (amortissements)			180 000
Aréna			
1675 - Aréna		25 292 000	1 610 000
23 - autres travaux Aréna	178 501,35	200 000	1 976 000
040 - transferts entre sections (amortissements)	148 000,00	148 000	148 000
1675 - Redevances Aréna Dailly et dette garantie		806 104	
<b>RECETTES</b>	<b>11 011 608,69</b>	<b>28 312 104</b>	<b>5 830 000</b>
Futuroscope - Palais des Congrès			
23 - avances sur marchés	27 050,29	50 000	50 000
13 - subventions d'investissement	3 000 000,00		
040 - transferts entre sections (amortissements)	4 940 253,61	4 294 000	5 780 000
001 - excédent d'investissement reporté	3 044 304,79		
Aréna			
13 - subventions d'investissement		1 728 032	
16 - emprunts		22 240 072	

<b>TOTAL Budget Annexe Futuroscope, Palais des Congrès, Aréna</b>	<b>8 807 320,39</b>	<b>35 666 508</b>	<b>13 856 000</b>
---	---------------------	-------------------	-------------------



### BUDGET ANNEXE LOCATION IMMEUBLES ACCUEIL D'ENTREPRISES

SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>1 027 443,81</b>	<b>1 112 900</b>	<b>1 196 300</b>
011 - charges à caractère général	484 543,90	542 195	634 295
65 - autres charges de gestion courante		16 705	1 005
67 - charges exceptionnelles	1 479,30	2 000	1 000
042 - transferts entre sections (amortissements)	541 420,61	552 000	560 000
<b>RECETTES</b>	<b>1 469 793,61</b>	<b>1 112 900</b>	<b>1 196 300</b>
70 - produits des services du domaine			
74 - subvention d'équilibre du budget principal	95 000,00	86 852	143 160
75 - autres produits de gestion courante	1 113 766,48	989 048	1 016 340
77 - produits exceptionnels	2,52		
042 - transferts entre sections (amortissements)	36 800,00	37 000	36 800
002 - excédent de fonctionnement reporté	224 224,61		

SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>452 335,60</b>	<b>562 000</b>	<b>570 000</b>
16 - emprunts, dettes assimilées (avance)	400 000,00	465 000	473 200
16 - emprunts, dettes assimilées (dépôts & caution)	2 184,00	10 000	10 000
23 - immobilisations en cours	13 351,60	50 000	50 000
040 - transferts entre sections (amortissements)	36 800,00	37 000	36 800
<b>RECETTES</b>	<b>661 939,56</b>	<b>562 000</b>	<b>570 000</b>
16 - emprunts, dettes assimilées (dépôts & caution)		10 000	10 000
040 - transferts entre sections (amortissements)	541 420,61	552 000	560 000
001 - excédent d'investissement reporté	120 518,95		

<b>TOTAL Budget Annexe Location Immeubles Accueil d'Entreprises</b>	<b>1 479 779,41</b>	<b>1 674 900</b>	<b>1 766 300</b>
---	---------------------	------------------	------------------

### BUDGET ANNEXE AMÉNAGEMENT DU SITE DU VIGEANT

SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>145 028,44</b>	<b>144 000</b>	<b>138 000</b>
011 - charges à caractère général	16 965,88	18 695	27 995
65 - autres charges de gestion courante	0,54	305	5
042 - transferts entre sections (amortissements)	128 062,02	125 000	110 000
<b>RECETTES</b>	<b>151 431,91</b>	<b>144 000</b>	<b>138 000</b>
70 - Produit du service	1 773,00	12 000	6 000
74 - subvention d'équilibre du budget principal	80 000,00	63 000	63 000
77 - produits exceptionnels	16,34		
042 - transferts entre sections (amortissements)	68 166,00	69 000	69 000
002 - excédent de fonctionnement reporté	1 476,57		

SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>133 965,23</b>	<b>125 000</b>	<b>110 000</b>
204 - reversement au budget principal	60 000,00	46 000	36 000
21 - immobilisations corporelles	5 799,23	10 000	5 000
040 - transferts entre sections (amortissements)	68 166,00	69 000	69 000
<b>RECETTES</b>	<b>396 087,86</b>	<b>125 000</b>	<b>110 000</b>
021 - virement à la section de fonctionnement			
040 - transferts entre sections (amortissements)	128 062,02	125 000	110 000
001 - excédent d'investissement reporté	268 025,84		

<b>TOTAL Budget Annexe Aménagement du site du Vigeant</b>	<b>278 993,67</b>	<b>269 000</b>	<b>248 000</b>
---	-------------------	----------------	----------------

## BUDGET ANNEXE EAUX & ASSAINISSEMENT SUR LE SITE DU FUTUROSCOPE

SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>437 169,43</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 011 005</b>
011 - charges à caractère général	425 845,12	874 995	886 000
014 - atténuations de produits		104 000	104 000
65 - charges de gestion courante		5	5
67 - charges exceptionnelles	351,31	1 000	1 000
023 - virement à la section d'investissement		8 000	8 000
042 - transferts entre sections (amortissements)	10 973,00	12 000	12 000
<b>RECETTES</b>	<b>459 208,02</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 011 005</b>
70 - ventes de produits et prestations de service	312 252,27	1 000 000	1 011 005
75 - autres produits de gestion courante	4,68		
77 - produits exceptionnels	75 018,24		
002 - excédent de fonctionnement reporté	71 932,83		

SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>17 578,83</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>
23 - immobilisations en cours	15 196,47	20 000	20 000
001 - excédent d'investissement reporté	2 382,36		
<b>RECETTES</b>	<b>20 107,98</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>
040 - transferts entre sections (amortissements)	10 973,00	12 000	12 000
1068 - excédents de fonctionnement capitalisés	9 134,98		
021 - virement de la section de fonctionnement		8 000	8 000
001 - excédent d'investissement reporté			

<b>TOTAL Budget Annexe Eau &amp; Assainissement sur le site du Futuroscope</b>	<b>454 748,26</b>	<b>1 020 000</b>	<b>1 031 005</b>
--	-------------------	------------------	------------------

## BUDGET ANNEXE RÉSEAUX IMAGE

SECTION DE FONCTIONNEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>186 729,42</b>	<b>200 400</b>	<b>209 400</b>
011 - charges à caractère général	184 687,89	200 000	200 000
65 - charges de gestion courante	151,53	400	400
67 - charges exceptionnelles	1 890,00		
042 - transferts entre sections (amortissements)			9 000
<b>RECETTES</b>	<b>726 315,72</b>	<b>200 400</b>	<b>209 400</b>
70 - ventes de produits et prestations de service	299 356,72	200 400	209 400
77 - produits exceptionnels			
002 - excédent de fonctionnement reporté	426 959,00		

SECTION D'INVESTISSEMENT	CA 2021	BP 2022	BP 2023
<b>DÉPENSES</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000</b>	<b>80 000</b>
23 - travaux		100 000	80 000
<b>RECETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000</b>	<b>80 000</b>
16 - emprunt		100 000	71 000
040 - transferts entre sections (amortissements)			9 000

<b>TOTAL Budget Annexe Réseaux Image</b>	<b>186 729,42</b>	<b>300 400</b>	<b>289 400</b>
--	-------------------	----------------	----------------

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION DES FINANCES

Direction Générale Adjointe des Finances, des Moyens et du Numérique  
Direction du Budget et des Finances

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2023

Le projet de budget primitif 2023 (BP2023) est conforme aux orientations budgétaires débattues lors de la séance du 28 novembre 2022.

Son élaboration a été réalisée dans un contexte incertain lié principalement à la crise de l'énergie et à une inflation galopante. Les prix à la consommation ont augmenté de +6,2% en octobre sur un an. Cette situation est inédite depuis les années 80.

Les décisions nationales prises successivement en 2022 ont également un impact sur le financement des politiques départementales : le Ségur des solidarités, la Loi Taquet dans le secteur de la protection de l'enfance, les deux revalorisations successives du RSA, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires, ....

Dans ce contexte, ce projet de budget est la traduction de la volonté du Département de la Vienne de confirmer sa place au cœur des politiques des solidarités et de poursuivre les engagements ambitieux pris en faveur des politiques départementales. Ces ambitions ont été développées et présentées dans les rapports de chaque commission thématique.

Le projet de budget consolidé s'établit ainsi à 511 M€ en dépenses réelles totales dont 100 M€ pour soutenir l'investissement en Vienne.

### Modalités de vote et présentation

Par délibération de la Commission Permanente du 23 septembre 2021, a été approuvé le principe du passage à la nomenclature M57 des budgets du Département de la Vienne à compter du 1er janvier 2023. Le Budget Primitif 2023 a donc été construit en conformité avec cette nouvelle nomenclature.

Dans la continuité des précédents budgets primitifs, il est soumis à adoption sous la forme d'un vote par nature.



Pour établir une comparaison avec les années antérieures, il est proposé une présentation fonctionnelle aux annexes 1 (recettes) et 2 (dépenses). Les budgets annexes en présentation simplifiée sont regroupés dans l'annexe 3.

## **Approche générale du budget**

### Un budget ambitieux pour les solidarités

+10,4 M€ pour les budgets de solidarités consacrés au public vulnérable. Ce sont ainsi plus de 68% des dépenses réelles de fonctionnement qui seront consacrées aux politiques de l'enfance, l'autonomie, l'insertion, l'action sociale et la santé, soit près de 277,5 M€.

Le Département prendra ainsi toute sa part à la revalorisation salariale des salariés et des agents du secteur médico-social dans le cadre du Ségur de la Santé, des revalorisations salariales indexées sur le SMIC, ou des mesures de l'avenant 43 qui est désormais pérennisé.

Des efforts budgétaires supérieurs à 6% sont ainsi portés sur les budgets de l'autonomie, premier budget solidaire du Département de la Vienne. Les actions en faveur de la prévention et de la protection de l'enfance bénéficieront également d'une revalorisation de plus de 7% (+4 M€).

Le Département confirme ses engagements auprès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) avec la signature d'une nouvelle convention de partenariat pluriannuelle 2023-2025.

13,9 M€ sont ainsi prévus au BP2023 pour le fonctionnement et l'investissement du SDIS.

### Un budget ambitieux par son niveau d'investissement sur les grandes compétences départementales et par le soutien aux communes et EPCI

51,2 M€ pour la maîtrise d'ouvrage départementale, dont :

- 21,6 M€ pour le réseau routier départemental ;
- 17 M€ pour les collèges de la Vienne : des équipements modernisés et des bâtiments rénovés pour les collégiens par la réalisation de travaux avec des actions importantes sur les volets énergétiques et environnementaux ;
- 3 M€ pour les bâtiments départementaux

25 M€ pour les subventions d'investissement, dont :

- 17 M€ pour les subventions du dispositif ACTIV' dédié aux communes, groupements de communes, mais également à des appels à projets spécifiques (schéma de l'eau, patrimoine, habitat, centre-bourgs...).
- 3,9 M€ pour la déviation de Lussac-Les-Châteaux / Mazerolles dans le cadre du contrat de Plan Etat-Région sur la RN147 ;

### Un budget ambitieux pour l'avenir, la culture, le sport et l'attractivité du territoire

- 7,7 M€ pour assurer le fonctionnement des collèges de la Vienne et poursuivre les aides à la restauration scolaire,



- 5 M€ pour le développement touristique et les infrastructures majeures de la Vienne que sont le Parc du Futuroscope et l'Aréna,
- 3,3 M€ consacrés aux actions en faveur de l'environnement,
- 2,5 M€ pour faire de la Vienne un territoire d'excellence numérique éducatif via le développement d'équipements, de ressources et de moyens en formation,
- Plus de 3 M€ pour les actions en faveur de la culture, de la lecture publique et des archives départementales et la poursuite d'un plan d'actions transversales en faveur de la citoyenneté auprès de la jeunesse,
- 1,8 M€ pour promouvoir le sport à un an de l'échéance des Jeux Olympiques 2024.

### Un budget ambitieux pour l'administration départementale

Le Département de la Vienne a démontré sa capacité à maîtriser l'évolution des charges de personnel et de l'administration départementale, grâce à des démarches de rationalisation et de mutualisation, tout en préservant la qualité du service rendu.

Le projet de BP2023 confirme cette vigilance, tout en déployant les moyens nécessaires pour accompagner avec ambition les transitions nécessaires de l'administration :

- Transition en matière de ressources et relations humaines : 65,59 M€ pour le personnel départemental afin d'accompagner la mise en place du nouveau régime indemnitaire obligatoire pour les agents publics (le RIFSEEP) et assumer les mesures de revalorisation issues du Ségur de la santé et la revalorisation du point d'indice, contribuant à la reconnaissance de nos personnels et à l'attractivité de notre administration ;
- Transition numérique : 3,9 M€ pour la mise en œuvre des projets de modernisation et de sécurisation des systèmes d'information ;
- Transition énergétique et responsable :
  - poursuite des actions en faveur du développement d'une flotte automobile et d'une administration responsable ;
  - mise en place d'un plan de sobriété énergétique ;
  - poursuite de la mise en œuvre des actions du plan SEVE et des démarches impulsées pour renforcer l'intégration de la préservation de l'environnement dans la mise en œuvre de toutes les politiques départementales.

### **Equilibre général du budget**

L'ensemble des recettes prévisionnelles qui permettront de financer les projets, tant en fonctionnement qu'en investissement, ont été détaillées dans un précédent rapport.

Le projet de budget primitif 2023 permet de dégager une épargne brute supérieure au remboursement en capital de la dette et également une épargne nette prévisionnelle positive. L'équilibre réglementaire est donc respecté.



**Je vous propose d'adopter le projet de budget primitif pour l'exercice 2023, en recettes et en dépenses, pour le budget principal et les budgets annexes, conformément aux tableaux récapitulatifs joints en annexes 1, 2 et 3.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.